





Compagnie Intercommunale Liégeoise des Eaux

Société coopérative à responsabilité limitée

Siège Social : rue du Canal de l'Ourthe, 8 à 4031 Angleur

Tél 04/367 84 11

fax 04/367 29 33

info@cile.be

www.cile.be

TVA BE 0202 395 052 RPM Liège

Rapport d'activités présenté le 21 juin 2012 à l'Assemblée générale ordinaire des Associés – 98ème exercice social

	Administrations associées et parts souscrites	. 4
II	Composition des organes de gestion de direction et de contrôle	. 7
Ш	Ordre du jour de l'Assemblée générale du 21 juin 2012	. 9
IV	Rapport de gestion	10
	L'Activité de production	35
	L'Activité de distribution	41
	La gestion administrative	46
	La CILE en quelques chiffres	53
V	Contrôleur aux comptes	54
\/I	Comptes annuels	56

La Compagnie Intercommunale Liégeoise des Eaux

La CILE fut constituée en vertu de l'arrêté royal du 12 février 1913 et par acte passé le 27 décembre de la même année. Elle est régie par l'arrêté wallon du 22 avril 2004 portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux. Société civile adoptant la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée, la CILE est une intercommunale pure qui associe 27 communes essentiellement sur les arrondissements de Liège et Huy-Waremme, la Province de Liège ainsi que 4 institutions des secteurs de l'énergie, de l'environnement et du financement.

Elle a pour but d'assurer la production et la distribution de l'eau.

Ses statuts ont été modifiés à plusieurs reprises, et la dernière fois lors de l'Assemblée générale extraordinaire du 27 janvier 2011 (Publication au Moniteur belge du 11 février 2011).



CAPITAL «B1»

(1 part = 250 EUR)

Associés	Nombre de parts	Capital souscrit	Capital libéré	Reste à libérer
Province de Liège	11.824	2.956.000	765.260	2.190.740

CAPITAL «B2»

(1 part = 250 EUR)

Associés	Nombre de parts	Capital souscrit	Capital libéré	Reste à libérer
A.I.D.E.	399	99.750	99.750	0
INTRADEL	399	99.750	99.750	0

CAPITAL «D»

(1 part = 24.790 EUR)

Associés	Nombre de parts	Capital souscrit	Capital libéré	Reste à libérer
S.L.F.	200	4.958.000	4.958.000	0
TECTEO	404	10.015.160	10.015.160	0

CAPITAL «A»

(Production - 1 part = 250 EUR)

Associés	Nombre de parts	Capital souscrit	Capital libéré	Reste à libérer
ANS	6.496	1.624.000	416.262,76	1.207.737,24
ANTHISNES	687	171.750	158.347,29	13.402,71
AWANS	962	240.500	61.644,82	178.855,18
BEYNE-HEUSAY	1.380	345.000	88.430,19	256.569,81
BLEGNY	4.875	1.218.750	326.210,33	892.539,67
CHAUDFONTAINE	2.716	679.000	189.844,10	489.155,90
COMBLAIN-AU-PONT	969	242.250	62.093,39	180.156,61
DISON	1	250	64,08	185,92
ESNEUX	1.520	380.000	97.401,38	282.598,62
FEXHE-LE-HAUT-CLOCHER	372	93.000	23.837,71	69.162,29
FLEMALLE	10.023	2.505.750	1.601.730,45	904.019,55
FLERON	2.851	712.750	262.225,41	450.524,59
GRACE-HOLLOGNE	2.580	645.000	300.070,40	344.929,60
HAMOIR	1.380	345.000	162.178,51	182.821,49
HERSTAL	6.559	1.639.750	540.506,20	1.099.243,80
HUY	3.177	794.250	693.516,99	100.733,01
KELMIS	1	250	64,08	185,92
LIEGE	47.500	11.875.000	3.043.793,17	8.831.206,83
MARCHIN	1.007	251.750	64.528,42	187.221,58
MODAVE	571	142.750	84.202,44	58.547,56
OUFFET	382	95.500	24.061,42	71.438,58
SAINT-NICOLAS	3.300	825.000	211.463,51	613.536,49
SERAING	12.533	3.133.250	935.458,34	2.197.791,66
STOUMONT	1	250	64,08	185,92
TINLOT	173	43.250	21.876,57	21.373,43
TROOZ	1.772	443.000	199.864,65	243.135,35
VISE	2.993	748.250	245.961,89	502.288,11
Service des Eaux de La Calamine	1	250	64,08	185,92
La SWDE	1.462	365.500	93.684,74	271.815,26
TOTAL	118.244	29.561.000	9.909.451,40	19.651.548,60

5

CAPITAL «C»

(Production - 1 part = 250 EUR)

Associés	Nombre de parts	Capital souscrit	Capital libéré	Reste à libérer
ANS	17.927	4.481.750	1.499.362,84	2.982.387,16
ANTHISNES	3.950	987.500	355.743,35	631.756,65
AWANS	9.746	2.436.500	890.279	1.546.221
BEYNE-HEUSAY	6.070	1.517.500	545.013,70	972.486,30
BLEGNY	7.547	1.886.750	689.394,52	1.197.355,48
CHAUDFONTAINE	15.506	3.876.500	1.403.588,56	2.472.911,44
COMBLAIN-AU-PONT	7.937	1.984.250	672.744,53	1.311.505,47
ESNEUX	12.631	3.157.750	1.102.415,20	2.055.334,80
FEXHE-LE-HAUT-CLOCHER	4.271	1.067.750	390.147,92	677.602,08
FLEMALLE	19.683	4.920.750	1.682.145,05	3.238.604,95
FLERON	13.988	3.497.000	1.269.825,41	2.227.174,59
GRACE-HOLLOGNE	14.383	3.595.750	1.280.573,23	2.315.176,77
HAMOIR	10.894	2.723.500	911.384,46	1.812.115,54
HERSTAL	22.046	5.511.500	1.820.662,89	3.690.837,11
HUY	29.833	7.458.250	2.638.624,76	4.819.625,24
LIEGE	80.202	20.050.500	7.165.936,58	12.884.563,42
MARCHIN	25.175	6.293.750	2.163.278,44	4.130.471,56
MODAVE	8.718	2.179.500	796.332,96	1.383.167,04
OUFFET	6.320	1.580.000	395.000	1.185.000
SAINT-NICOLAS	11.727	2.931.750	1.042.156,82	1.889.593,18
SERAING	35.985	8.996.250	3.199.894,52	5.796.355,48
TINLOT	3.102	775.500	214.559,12	560.940,88
TROOZ	7.816	1.954.000	713.972,15	1.240.027,85
VISE	18.200	4.550.000	1.580.210,78	2.969.789,22
TOTAL	393.657	98.414.250	34.423.246,79	63.991.003,21



Le Conseil d'Administration

Président

M. Jean-Géry GODEAUX, Echevin de la Ville de Liège

Vice-Présidente

Mme. Marie-Paule LHOEST, Echevine de la Commune de Chaudfontaine

Administrateurs représentant les associés

M. Albert ANDRE, Président du CPAS et Echevin à Stoumont

M. Mehmet AYDOGDU, Conseiller communal à Liège

Mme Muriel BOULANGER, Conseillère communale à Fléron

M. Marc CAPPA, Conseiller communal à Fléron

M. Thomas CIALONE, Echevin de la Commune d'Ans

M. Ernur COLAK, Conseiller communal à Visé

M. Marc D'JOOS, Conseiller communal à Flémalle

M. Claude EMONTS, Président du CPAS de Liège

Mme Brigitte ERNST DE LA GRAETE, Conseillère communale à Liège

M. Michel FRANÇUS, Echevin de la Commune de Saint-Nicolas

Mme Isabelle FRESON, Conseillère communale à Saint-Nicolas

M. André GAUTHIER, Conseiller communal à Esneux

M. Daniel GIELEN, Echevin de la Commune de Grâce-Hollogne

Mme Bénédicte HEINDRICHS, Conseillère communale à Liège

M. Jacques HELEVEN, Bourgmestre de la Commune de Saint-Nicolas

M. Stéphane KARIGER, Echevin de la Ville de Visé

M. Christophe KERSTEENS, Conseiller communal à Ans

Mme Colette LAPAILLE, Conseillère communale à Liège

M. Christophe MARCK, Conseiller communal à Trooz

Mme Jennifer MAUS, Conseillère communale à Herstal

M. Enzo MONACO, Conseiller communal à Seraing

M. Lorenzo NOVELLO, Echevin de la Commune de Tinlot

M. Christian SILVESTRE, Echevin de la Commune de Hamoir

Mme Nicole STRUVAY, Conseillère communale à Liège

M. André VRANCKEN, Bourgmestre de la Commune d'Awans

M. Thierry WILLEMS, Conseiller communal à Herstal

Mme Jeanine WINTGENS, Conseillère communale à Flémalle

M. Marc YERNA, Conseiller provincial à Liège

Observateurs

M. Roger CROUGHS, Directeur général d'INTRADEL

M. Eric VAN SEVENANT, Président du Comité de Direction de la SWDE

M. Claude TELLINGS, Directeur général de l'A.I.D.E

Délégués représentant le personnel au Conseil d'Administration

Mme Micheline VLEUGELS, agent CILE

M. Gilbert LIEBEN, délégué CGSP

M. Henri WARLOMONT, agent CILE

M. Jean-Marie WIAME, agent CILE

Comité de Gestion

Président

M. Jean-Géry GODEAUX, Président du Conseil d'Administration

Vice-Présidente

Mme. Marie-Paule LHOEST, Vice-Présidente du Conseil d'Administration

Membres

M. Ernur COLAK, Administrateur

M. Michel FRANÇUS, Administrateur

Mme Isabelle FRESON, Administratrice

M. Christophe KERSTEENS, Administrateur

Mme Colette LAPAILLE, Administratrice

M. André VRANCKEN, Administrateur

Le Comité de Rémunération

Président

M. Jean-Géry GODEAUX, Président du Conseil d'Administration

Membres

Mme Muriel BOULANGER, Administratrice

M. Thomas CIALONE, Administrateur

M. Enzo MONACO, Administrateur

Mme Nicole STRUVAY, Administratrice

Le Contrôleur aux comptes

PWC Réviseurs d'entreprises SCCRL représentée par : M. Patrick MORTROUX, *Réviseur d'entreprises*

La Direction générale

M. Alain PALMANS, Directeur général



Le Conseil d'Administration, à l'unanimité, ARRETE comme suit l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 21 juin 2012 :

- Rapport de gestion
 Rapport du Contrôleur aux comptes
- 2. Exercice 2011 Approbation des bilans et comptes de résultats
- 3. Solde de l'exercice 2011 Proposition de répartition Approbation
- 4. Décharge de leur gestion pour l'exercice 2011 à Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil d'Administration
- 5. Décharge au Contrôleur aux comptes pour l'exercice 2011
- 6. Tarifs Ratification
- 7. Lecture du procès-verbal Approbation





Fonctionnement des organes de gestion

Conformément à la législation, la CILE a tenu deux Assemblées générales statutaires en date des 23 juin et 15 décembre 2011.

Une Assemblée générale extraordinaire s'est tenue le 27 janvier 2011. Elle portait à son ordre du jour la modification des articles 16, 27, 39, 40, 41, 42, 55 et 59 des statuts.

Le Conseil d'Administration a siégé 12 fois.

Le Comité de Gestion s'est réuni à 20 reprises.

Le Comité de rémunération a, quant à lui, rempli sa mission au travers d'une réunion.

La gestion financière

Evolution des affaires, résultats et situation de l'Intercommunale

1. Le Bilan

Le bilan consolidé s'appuie sur un pied de 368,194 millions d'EUR venant de 361,797 millions d'EUR l'exercice précédent.

Les éléments marquants de l'exercice 2011 ayant une incidence sur le bilan et comptes de résultats sont :

- » l'adaptation tarifaire de notre C.V.D. au 1er février 2011 à 2,3600 €/m³, et ce conformément à notre demande de majoration introduite le 3 décembre 2010 à la Division Prix et Concurrence du S.P.F. de l'Economie;
- les conséquences de l'impact hivernal des mois de décembre 2010 et janvier 2011 sur nos rendements de réseaux de distribution, dont les infrastructures avaient été fortement sollicitées et fragilisées par deux hivers successivement rigoureux (très nombreuses réparations de fuites au 1er semestre 2011);
- la confirmation de la stabilité globale des consommations depuis quatre ans, le total des cessions externes de l'exercice 2011 s'élève à 28,53 millions de m³, soit une diminution de 167 mille m³ par rapport à un an plus tôt. Comparées aux prévisions budgétaires de l'exercice, les cessions excèdent de 600 mille m³ les estimations établies (27,93 millions de m³);
- » la poursuite des études et engagements dans le cadre du dédoublement de l'adduction du Néblon :
- la continuité des travaux de remplacement des raccordements tout ou partie plomb ;
- » d'une manière générale une nette évolution dans l'exécution des travaux d'investissement ;
- » l'affiliation au fonds solidarisé de pension de l'ONSSAPL au 1er janvier 2012, suivant la décision prise à l'unanimité par le Conseil d'administration en séance du 28 décembre 2011;
- » l'ajustement au 1^{er} janvier 2011 de notre taux de cotisation patronale de pension à 29,5 %, soit une croissance de 8,5 %.

ACTIF

Les actifs immobilisés totalisent 291,038 millions d'EUR.

Les immobilisations incorporelles diminuent de 25 mille EUR en raison de l'amortissement de l'exercice. Les immobilisations corporelles progressent de 7,168 millions d'EUR par les mouvements de l'exercice en apports, acquisitions, désaffectations et amortissements :

>>	Acquisitions de l'exercice	+ 22,341 millions
»	Désaffectations de l'exercice	- 0,022 million
>>	Amortissements de l'exercice	- 15.151 millions

Cette évolution est répartie comme suit :

>>	Terrains et constructions	+ 0,774 million
»	Installations, machines et outillage	+ 5,963 millions
»	Mobilier et matériel roulant	- 0,162 million
»	Location-financement et droits similaires	- 0,136 million
>>	Autres immobilisations corporelles	- 0,020 million
»	Immobilisations en cours	+ 0,749 million

L'usine d'embouteillage de Hamoir étant techniquement opérationnelle, tous les biens d'équipement, inhérents à l'exploitation sous cette forme de l'eau de source du captage dit de Pêchet , subissent un amortissement depuis 2010. La rentabilité purement économique du potentiel de ces installations n'est toujours pas effective, mais cet outil justifie pleinement son utilité en gestion de crise, notamment lors d'interruptions d'alimentation d'eau en raison de réparations de fuites ou de problèmes temporaires de qualité d'eau. D'autres opérateurs du secteur de la distribution d'eau ont opté pour notre conditionnement et s'approvisionnent chez nous, en bidons de 10 L, pour garantir une alimentation temporaire palliative à tout incident. En 2011 nous avons poursuivi nos missions d'information, de marketing et de présentation du concept auprès des pouvoirs locaux et régionaux. Le conseil d'administration est d'avis que la valeur nette comptable de ces actifs au 31 décembre 2011 reflète fidèlement leur valeur d'utilité pour l'entreprise à cette date.

11

La valeur des immobilisations financières diminue de 55 mille EUR, suite à l'annulation de 1.627 parts détenues dans le capital de la S.W.D.E. pour un montant de 41 mille EUR d'une part, et d'un ultime complément de réduction de valeur de 15 mille EUR sur la participation détenue dans la société anonyme VERSO en liquidation. Enfin nous relevons le versement d'un cautionnement en numéraire de mille EUR en faveur d'INFRABEL Infrastructure suivant leur facture n° 11012349 du 30 juin 2011, pour l'étude du dossier de renouvellement d'une canalisation à Herstal L34 au Km 8540.

Les actifs circulants diminuent 692 mille EUR, passant de 77,848 à 77,156 millions d'EUR.

En synthèse nous relevons les majorations suivantes :

- 194 mille EUR sur les stocks et commandes en cours d'exécution, contraction d'une croissance des travaux en-cours d'exécution de 266 mille EUR et d'une diminution des stocks approvisionnements et produits finis respectivement de 69 et 3 mille EUR;
- y 415 mille EUR sur les comptes de régularisation d'actif, au motif de l'évolution de l'estimation du produit à percevoir sur l'assainissement en raison de l'augmentation du CVA, qui est passé à 1,407 €/m³ au 01-01-2011, venant de 1,308 €/m³ en 2010.

A contrario nous actons à la clôture de l'exercice 2011 les diminutions suivantes :

- 168 mille EUR sur les créances à un an au plus, résultat de la diminution de 320 mille EUR sur les créances commerciales et de l'augmentation de 152 mille EUR sur les autres créances, dont 2 mille d'appel de fonds (Province de Liège) et 145 mille de TVA à récupérer sur achats ;
- 39 mille EUR sur les autres placements de trésorerie en raison d'une moins-value de 49 mille EUR sur la cotation de nos actions Dexia et d'une reprise de 10 mille EUR sur une réduction valeur actée en 2008 sur la cotation du placement Delta Lloyd Safe coupon III;
- 1,094 million d'EUR sur les valeurs disponibles, celles-ci s'établissent à 31,815 millions d'EUR au terme de l'exercice, venant de 32,909 millions d'EUR un an plus tôt. Pour 2011 la moyenne mensuelle des liquidités immédiates s'élève à 30,675 millions d'EUR, l'importance du montant s'explique notamment par la gestion en compte courant rémunéré du montant prélevé sur l'emprunt accordé par la Banque Européenne d'Investissement

PASSIF

Les capitaux propres s'élèvent à 306,604 millions d'EUR, venant de 286,458 millions d'EUR un an plus tôt, ils enregistrent une progression de 20,14 millions d'EUR.

- Le capital souscrit et libéré a augmenté de 2 mille EUR, en raison de la souscription complémentaire au capital « B1 » de 37 parts de 250 € par la Province de Liège, pour lesquelles un appel de fonds de 25 % a été sollicité (libération effective le 8 février 2012). Cette augmentation résulte de l'application des articles 6 et 7 des dispositions statutaires de l'Intercommunale, qui stipulent que la participation provinciale au capital « B1 » de l'activité de production est établie à hauteur de 10 % du capital « A » ;
- Les primes d'émission n'ont pas évolué en 2011;
- Les plus-values de réévaluation totalisent 98,916 millions d'EUR. Par rapport à un an plus tôt, elles sont en retrait de 4,256 millions d'EUR en conséquence des amortissements pratiqués pour l'exercice 2011 sur les valeurs résiduelles comptables des réévaluations antérieurement opérées sur les actifs corporels fixes. Conformément aux recommandations des normes comptables, la contrepartie de l'amortissement acté sur ces réévaluations a été transférée en réserves disponibles :
- » Après affectation du résultat de l'exercice, les réserves s'élèvent à 126,160 millions d'EUR. Elles croissent de 24,351 millions d'EUR par rapport à la situation du 31 décembre 2010 suite au transfert de la partie amortie en 2011 des anciennes réévaluations (+ 4,256 millions d'EUR) et de l'affectation du résultat aux capitaux propres (1,005 million d'EUR à la réserve légale et 19,090 millions d'EUR aux réserves disponibles).

Les subsides en capital progressent de 0,049 million d'EUR, passant de 16,669 à 16,718 millions d'EUR, par la valorisation aux immobilisés des nouveaux raccordements, lotissements, extensions de réseaux et déplacements de nos installations payés par des tiers (+ 1,163 million d'EUR), sous déduction de l'amortissement financier ordinaire pratiqué en 2011 sur l'ensemble des subsides obtenus (- 1,114 million d'EUR).

Globalement **les provisions** diminuent de 17,170 millions d'EUR, passant de 22,024 à 4,854 millions d'EUR à la clôture de l'exercice 2011.

En mouvements de l'exercice les provisions s'articulent sur :

- Des utilisations et reprises à concurrence de 19,527 millions d'EUR, dont :
 - 8,235 millions d'EUR de provision pour engagements sociaux statutaires ;
 - 9,100 millions d'EUR de provision pour couverture du fonds de pension ;
 - 0,387 million d'EUR de provision pour rattrapage sur remplacement compteurs vétustes ;
 - 0,318 million d'EUR de provision pour le fonds social wallon de l'eau;
 - 0,048 million d'EUR de provision pour litiges avec délégués commerciaux ;
 - 0,004 million d'EUR de provision pour frais informatiques sur application décrets Eau ;
 - 0,430 million d'EUR de provision pour primes de management et fonctionnement ;
 - 0,970 million d'EUR de provision pour l'impact hivernal;
 - 0,035 million d'EUR de provision pour remplacement compteurs « Box ».
- Des dotations à concurrence de 2.357 millions d'EUR. dont :
 - 0,637 million d'EUR de provision pour engagements sociaux statutaires ;
 - 0,318 million d'EUR de provision pour fonds social wallon de l'eau ;
 - 0,410 million d'EUR de provision pour primes de management et fonctionnement ;
 - 0,992 million d'EUR de provision pour l'impact hivernal sur l'entretien des réseaux.

A la clôture de l'exercice et toutes échéances confondues, les dettes augmentent de 3,421 millions d'EUR, passant de 53,315 millions d'EUR au 31-12-2010 à 56,736 millions d'EUR au 31-12-2011.

Les dettes à plus d'un an, composées uniquement de dettes financières, s'élèvent à 21,868 millions d'EUR, elles régressent de 0,500 million d'EUR en raison du transfert des annuités d'emprunts échéant en 2012.

Les dettes à un an au plus progressent de 3,933 millions d'EUR, passant de 30,587 à 34,520 millions d'EUR.

- Les dettes à plus d'un an échéant dans l'année augmentent de 3 mille EUR, le remboursement des annuités de 2012 se chiffre à 486 mille EUR pour 483 mille EUR en 2011 et se répartit comme suit :
 - · 211 mille EUR pour les leasings mobilier et immobilier ;
 - · 275 mille EUR pour les deux prêts « Dexia banque ».
- Les dettes commerciales augmentent de 3,233 millions d'EUR par rapport à la situation d'un an plus tôt, passant de 21,981 millions d'EUR à 25,214 millions d'EUR. Le coût vérité assainissement représente à lui seul une croissance de 0,713 million d'EUR, du fait de son évolution de 1,308 €/m³ à 1,407 €/m³ au 1er janvier 2011. En dehors de l'inflation 2011 (+ 3,54 % de l'indice des prix à la consommation), 1,750 million d'EUR au moins, sur les 2,520 millions restants, proviennent de l'évolution des travaux d'investissement.
- Les dettes fiscales, salariales et sociales augmentent de 507 mille EUR, répartis comme suit :
 - + 61 mille EUR à titre d'impôts, dont
 - + 85 mille EUR de TVA sur les ventes d'eau (majoration du tarif) ;
 - 24 mille EUR de précompte professionnel.



- + 446 mille EUR à titre de rémunérations et charges sociales, dont
 - + 208 mille EUR d'ONSS à verser;
 - + 36 mille EUR de cotisations fonds de pension à verser ;
 - + 172 mille EUR de provisions 2011 pour pécules de vacances 2012 ;
 - + 69 mille EUR d'assurances loi à payer;
 - 28 mille EUR de primes sur le 13^{ème} mois des temporaires à payer ;
 - 3 mille EUR de rémunérations à payer ;
 - 8 mille EUR d'avantages légaux à payer (chèques repas et soins de santé).
- Les autres dettes à un an au plus s'élèvent à 4,145 millions d'EUR. Elles augmentent de 190 mille EUR par rapport au 31-12-2010, en raison de l'utilisation par les CPAS du fonds social résiduel wallon et CILE (- 23K€), de la perception de fonds en garantie sur les consommations non domestiques (+ 73K€), des paiements reçus en attente d'instructions d'affectation (+ 72K€) et de l'évolution des comptes courants des villes et communes associées en raison des indemnités d'occupation à percevoir et des prélèvements réalisés sur leurs arriérés antérieurs à 2011 (+ 68 K€).
- Enfin les comptes de régularisation de passif diminuent de 12 mille EUR, qui sont répartis entre les charges à imputer (- 3K€), les produits à reporter (- 27K€) et le compte d'attente sur encodages fournisseurs (+ 18 K€).

2. Les Comptes de Résultats

La demande de majoration tarifaire sollicitée par l'entremise du nouveau plan stratégique 2011 – 2013 nous a été accordée dans son intégralité par Monsieur le Ministre de l'Economie, ainsi le coût vérité distribution CILE en vigueur depuis le 1er février 2011 est de 2,3600 €/m³.

Bien que les conditions climatiques hivernales aient été moins rigoureuses en regard de ce qu'elles furent en 2009 et 2010, le fort enneigement de tout le mois de décembre 2010 et de la première quinzaine de janvier 2011 a eu des conséquences à la fonte des neiges sur les mouvements de sol et de facto sur la bonne étanchéité de nos conduites et raccordements. Tout au long du 1er semestre 2011 des efforts particuliers, humains et financiers, ont été consacrés à la recherche de fuites et aux réparations qui s'imposaient, permettant de revenir sur nos réseaux de distribution à des rendements plus optimaux, proches des 80 %.

Le rendement général des réseaux de distribution sur l'aire CILE s'établit pour 2011 à 79,33 %, ce qui constitue une amélioration de près de 3 % en regard de l'exercice 2010 (76,23 %). En terme de besoins volumétriques mis à disposition, ce gain représente une économie 1,35 millions de m³.

Un autre point de satisfaction est la stabilisation des consommations facturées en 2011, puisque le recul enregistré n'est que de 0,18 % ou 45 mille m³ par rapport à 2010. Depuis quatre ans, nous sommes sur des bases similaires dont la moyenne annuelle s'élève à 25,38 millions de m³ facturés par l'activité de distribution.

La production totale de la CILE en 2011 s'élève à 36,096 millions de m³, dont 10,209 millions acquis de tiers.

Évolution des ressources et approvisionnements

(en millions de m³)	M³ en 2011	M³ en 2010	M³ en 2009	M³ en 2008	M³ en 2007
Captages de Hesbaye	14,259	16,006	15,626	13,616	13,766
Captages de Néblon	10,082	9,829	9,825	10,270	10,500
Autres captages	1,546	1,241	1,569	1,411	1,498
Production interne	25,887	27,075	27,020	25,297	25,764
Achats externes	10,209	10,241	9,934	9,843	10,191
Production totale	36,096	37,316	36,954	35,140	35,955

Globalement la production d'eau a diminué de 1,220 million de m³, ce qui, compte tenu de la baisse des cessions enregistrées (-1,484 million de m³), démontre un meilleur rendement général des réseaux induit

notamment par des rigueurs climatiques moins sévères en 2011, qu'en 2010.

En 2011 nos captages ont été moins sollicités qu'au cours des deux dernières années, la production interne s'élève à 25,887 millions de m³ contre 27,075 millions en 2010 et 27,020 millions en 2009.

Nos achats d'eau sont similaires à 2010 (-31 mille m³), mais supérieurs à 2009 (+ 275 mille m³).

En conclusion, pour 2011 notre degré d'autonomie de production s'établit à 71,72 % pour 72,55 % en 2010 ; il est dans la moyenne des exercices précédents.

- > 72,55 % en 2010 pour un volume produit de 37,316 millions de m³;
- > 73,12 % en 2009 pour un volume produit de 36,954 millions de m³;
- » 71,99 % en 2008 pour un volume produit de 35,140 millions de m³;
- » 71,66 % en 2007 pour un volume produit de 35,954 millions de m³;
- 69,78 % en 2006 pour un volume produit de 36,942 millions de m³.

Evolution des cessions volumétriques à l'activité de Production

(en millions de m³)	M³ en 2011	M³ en 2010	M³ en 2009	M³ en 2008	M³ en 2007
Cessions internes	32,048	33,409	33,311	31,335	31,572
Cessions externes	3,102	3,225	3,319	3,211	3,381

Les cessions volumétriques de l'activité de Distribution pour 2011 s'élèvent à 25,424 millions de m³, dont la répartition par tranche de consommation est la suivante :

	M ³ en 2011	M³ en 2010	Evolutions
Tranche de 1 à 30 m ³	6,354 millions	6,300 millions	+ 0,054 million (+ 0,86 %)
Tranche de 31 à 5000 m ³	16,824 millions	16,933 millions	- 0,109 million (- 0,64 %)
Tranche de plus de 5000 m³	2,246 millions	2,236 millions	+ 0,010 million (+ 0,45 %)
	25,424 millions	25,469 millions	- 0,045 million (- 0,18 %)

Evolution des cessions volumétriques à l'activité de Distribution

	M³ en 2011	M³ en 2010	M³ en 2009	M³ en 2008	M³ en 2007
(en millions de m³)	25,424	25,469	25,259	25,362	25,887
Rendement réseaux	79,33 %	76,23 %	75,83 %	80,94 %	81,99 %

Le résultat d'exploitation de l'exercice 2011 se clôture par un bénéfice de 19,485 millions d'EUR.

Trois éléments essentiels justifient l'ampleur du résultat :

- » la pleine obtention du C.V.D. tel que défini dans nos prévisions budgétaires 2011 (2,3600 €/m³);
- le retard dans l'exécution de certains travaux d'investissement (longueur des délais d'attribution, des délais d'autorisation, la non approbation du CVD prospectif de 2010 qui a postposé certains projets):
- la reprise des provisions pour pensions et obligations similaires à hauteur de 16,315 millions d'EUR, vu l'affiliation au fonds solidarisé de pension de l'ONSSAPL au 1^{er} janvier 2012.

Les produits d'exploitation 2011 s'élèvent à 108,193 millions d'EUR ; par rapport à l'exercice 2010 ils augmentent de 7,161 millions d'EUR justifiés par :

- L'accroissement de 6,099 millions d'EUR du chiffre d'affaires, qui atteint 102,848 millions d'EUR pour l'année 2011. Cette progression repose exclusivement sur les évolutions tarifaires du C.V.D. (3,900 millions d'EUR) et du C.V.A. (2,309 millions d'EUR). Pour rappel, le coût d'assainissement a été modifié au 1er janvier 2011, le C.V.A. ayant été porté à 1,4070 €/m³ venant de 1,3080 €/m³;
- » La variation des travaux en cours d'exécution et des stocks « produits finis » est positive de 264



mille EUR, elle augmente de 164 mille EUR en comparaison de 2010. Les inventaires arrêtés au 31-12-2011 s'élèvent à 8 mille EUR de produits finis en provenance de l'usine d'embouteillage de Hamoir et 1,369 million d'EUR d'encours , dont 1,197 million d'EUR concernent la valorisation d'études, de surveillances et de coordinations ;

- L'augmentation de 0,875 million d'EUR de la production immobilisée, qui passe de 1,863 à 2,738 millions d'EUR, aux motifs de la valorisation dans les investissements des prestations techniques, des frais d'études et de surveillance. Les 47 % de croissance de la production immobilisée entre 2011 et 2010 doivent aussi être analysés en fonction de l'exécution des travaux, qui sur cette même période progressent de 62 %, passant de 12,886 à 20,938 millions d'EUR;
- Le gain de 0,023 million d'EUR sur les autres produits d'exploitation, qui passent de 2,320 à 2,343 millions d'EUR.

Les charges d'exploitation 2011 se chiffrent à 88,708 millions d'EUR ; comparées à l'exercice 2010 elles diminuent de 12,623 millions d'EUR.

Les approvisionnements et marchandises sont comptabilisés pour 46,803 millions d'EUR, ils croissent de 2,370 millions d'EUR, soit de 5,33 %, en raison :

```
de la charge d'assainissement à payer : + 2,235 million d'EUR ; du coût des volumes d'eau achetés (- 31.457 m³) : + 0,042 million d'EUR ; des achats marchandises : - 0,042 million d'EUR ; de la hausse du prix des carburants : + 0,042 million d'EUR ; du coût de la sous-traitance à facturer : + 0,093 million d'EUR.
```

Les services et biens divers se totalisent à 16,697 millions d'EUR, ils n'augmentent que de 2,14 % par rapport à un plus tôt (+ 0,350 million d'EUR), mais avec des disparités diverses :

```
les frais sur achats :
                                                   - 0,005 million d'EUR;
les entretiens et réparations :
                                                  + 0,265 million d'EUR;
les frais informatiques:
                                                   + 0,047 million d'EUR;
                                                   + 0,010 million d'EUR:
les charges locatives :
la charge du personnel intérimaire :
                                                   - 0,295 million d'EUR;
                                                   + 0,009 million d'EUR;
les fournitures à l'intercommunale :
les redevances et assurances :
                                                   + 0,095 million d'EUR;
les honoraires et cotisations :
                                                  + 0,266 million d'EUR;
les frais de mission et de visibilité :
                                                  + 0,067 million d'EUR;
les indemnités d'occupation et autres :
                                                   - 0,109 million d'EUR.
```

- Les rémunérations et charges sociales s'élèvent à 25,655 millions d'EUR. En regard de l'exercice 2010, elles augmentent de 11,29 % (+ 2,603 millions d'EUR) aux motifs :
 - de la croissance de l'effectif moyen du personnel à concurrence de 18,6 unités calculées en équivalents temps plein (383,8 ETP pour 2011, venant de 365,2 ETP en 2010);
 - d'un saut d'index de 2 % en juin 2011;
 - de l'ancienneté du personnel et des évolutions barémiques y associées ;
 - de la majoration de 8,5 % des cotisations patronales pour les obligations de pension des agents statutaires, passage au 1^{er} janvier 2011 du taux de 21 à 29,5 %;
 - de l'adaptation de la provision pour pécules de vacances.
- Les amortissements se chiffrent à 15,176 millions d'EUR, ils augmentent de 0,661 million d'EUR, ce qui pour l'investissement total mis en exploitation sur 2011, soit 21,592 millions d'EUR, représente un taux moyen d'amortissement de 3,06 %. Ce ratio est moins élevé que celui dégagé un an plus tôt (4,31 %) et s'explique principalement par des retraits significatifs d'amortissements en 2011 sur des équipements totalement amortis.
 - Les investissements en cours de réalisation (7.143 millions d'EUR) ne subissent pas d'amortissement. Dans l'absolu en regard de la valeur résiduelle comptable du 1er janvier 2011 et des biens mis en exploitation durant l'exercice, le taux moyen d'amortissement représente 5,25 %. Il augmente de 0,10 % par rapport au ratio identique de l'exercice précédent.

Comparée au poste budgétaire du plan stratégique 2011 - 2013, la charge des amortissements actés sur 2011 est 1,514 million en deçà des prévisions. Au taux moyen de 4,50 %, ce décalage valorise un retard de 33,636 millions dans l'exécution des projets, montant ramené à 26,492 millions tenant compte de l'encours des travaux au 31-12-2011.

Tant les délais d'attente quant aux approbations et autorisations d'exécution des travaux, que le strict respect des délais légaux d'attribution des marchés sont des motifs au retard constaté.

A la clôture de l'exercice 2011 le total des dépenses à venir sur engagements fermes (travaux adjugés en cours d'exécution) s'élève à 35,9 millions d'EUR. Les travaux ouverts en 2011 et dont l'engagement au 31 décembre reste provisoire (statut de projet) se chiffrent à 16 millions d'EUR.

SITUATION DES ENGAGEMENTS AU 31-12-2011

Engagements	Années	Au stade de 'Projet' (Avant adjudication)	Au stade d'exécution (Après attribution)	Cumul
	Ex. 2006	0,00€	211.700,47 €	211.700,47 €
	Ex. 2007	0,00€	52.845,72 €	52.845,72 €
	Ex. 2008	0,00€	78.660,90 €	78.660,90 €
	Ex. 2009	0,00€	3.063.009,22 €	3.063.009,22 €
	Ex. 2010	212.774,00 €	2.480.561,72 €	2.693.335,72€
	Ex. 2011	15.974.197,86 €	36.949.097,18€	52.923.295,04€
TOTAL des Engagements		16.186.971,86 €	42.835.875,21 €	59.022.847,07 €
Dépenses	Années	Au stade de 'Projet' (Avant adjudication)	Au stade d'exécution (Après attribution)	Cumul
	Ex. 2006	0,00€	58.941,67 €	58.941,67 €
	Ex. 2007	0,00€	46.747,39 €	46.747,39 €
	Ex. 2008	0,00€	37.865,61 €	37.865,61 €
	Ex. 2009	0,00€	1.213.271,34 €	1.213.271,34 €
	Ex. 2010	162,23 €	1.459.768,72 €	1.459.930,95 €
	Ex. 2011	190.868,32 €	4.135.557,69 €	4.326.426,01 €
TOTAL des Engagements		191.030,55 €	6.952.152,42 €	7.143.182,97 €
Prévisions des Dépenses		15.995.941,31 €	35.883.722,79 €	51.879.664,10 €

Les réductions de valeur de l'exercice 2011, d'un montant total de 1,127 million d'EUR, portent uniquement sur les créances commerciales en application du mode d'évaluation défini à l'article R.308 bis-20 du Code de l'eau (chapitre 1^{er} bis – Plan comptable uniformisé du secteur de l'eau en Wallonie).

Hors intervention du fonds social, le taux d'irrécouvrable sur les factures d'eau émises, en ce compris les faillites et collectifs de dettes, est de 1,10 % en 2011, venant de 1,02 % en 2010.

En quatre ans, le coût des réductions de valeur sur créances commerciales a doublé, progressant de 572 K€ en 2008 à 1.127 K€ en 2011.

De nouvelles améliorations sur nos procédures de recouvrement seront opérationnelles en mai 2012, celles-ci tenteront de maximiser la phase amiable et veilleront à responsabiliser notre partenaire externe dans le choix d'une poursuite judiciaire systématique. Nous préconisons la mise en œuvre des décisions de justice quant à l'interruption de la fourniture d'eau plutôt que l'engagement, à charge des débiteurs ou à fonds perdus, de frais répétitifs et trop onéreux.

Nous avons pour objectif de pouvoir recourir à une gestion plus personnalisée des consommations individuelles, notamment par le biais de compteurs à recharge prépayée.

Les mouvements de provision de l'exercice 2011 se soldent par un produit de 17,170 millions d'EUR, résultat de la contraction entre :

des dotations pour : 2,356 millions d'EUR ;

des utilisations pour : - 3,211 millions d'EUR ;

des reprises pour : - 16,315 millions d'EUR.

17



Cet écart exceptionnellement important est justifié par la décision unanime prise le 28 décembre 2011 par le Conseil d'Administration de la C.I.L.E. d'adhérer au nouveau système de financement des pensions du personnel nommé des administrations locales à partir du 1^{er} janvier 2012.

L'affiliation au fonds solidarisé de pension de l'ONSSAPL dégage la CILE de ses obligations immédiates de couverture totale des pensions à venir en raison de son personnel statutaire actuel.

Bien que devant encore être déterminé avec précision sur base des informations à communiquer par l'ONSSAPL fin 2012, le montant de l'actif détenu par le canton CILE au sein de l'O.F.P. OGEO FUND est largement suffisant que pour couvrir les obligations de pensions des agents déjà admis à la retraite d'une part et pour garantir, d'autre part, un revenu de remplacement d'importance et de qualité similaire à ce qui est aujourd'hui octroyé.

Les provisions constituées en 2009 et 2010 au motif du sous-financement du canton CILE, calculé à 17,232 millions d'EUR suivant les critères C.B.F.A., n'ont plus de raison de subsister.

» Les autres charges d'exploitation, qui reprennent principalement les frais afférents au fonds social de l'eau (313 K€), des moins-values sur réalisation de créances commerciales (91 K€) et d'autres taxes diverses (16 K€), globalisent 0,420 million d'EUR. Elles diminuent de 5 mille EUR par rapport à 2010.

Le résultat financier 2011 est encore bénéficiaire de 918 mille d'EUR.

En comparaison de l'exercice 2010 il diminue de 218 mille EUR du fait notamment :

- » de l'impact financier annuel complet du premier prélèvement de 20 millions d'EUR sur le contrat d'emprunt B.E.I. (-485 K€);
- » de l'augmentation du produit des placements de trésorerie gérés en comptes rémunérés (+ 266 K€);
- » du maintien à l'identique de 2010 du supplément de dividende versé par la société N.R.B. (395 K€).

Les produits financiers de 2,338 millions d'EUR se décomposent en :

revenus d'actions : 0,645 million d'EUR ;
 intérêts sur placements et valeurs disponibles : 0,570 million d'EUR ;
 plus-values sur réalisations d'actifs circulants : 0,001 million d'EUR ;
 escomptes obtenus : 0,008 million d'EUR ;
 amortissements ordinaires des subsides en capital : 1,114 million d'EUR .

Les charges financières de 1,420 million d'EUR résultent :

de l'intérêt versé sur le capital privilégié « D » : 0,574 million d'EUR ; des intérêts sur leasings et financements de l'usine d'embouteillage : 0,119 million d'EUR ; des intérêts sur l'emprunt B.E.I. (1er prélèvement) : 0,649 million d'EUR ; de l'intérêt versé sur les comptes courants des communes associées : 0,025 million d'EUR ; d'intérêts légaux judiciaires versés dans le cadre du dossier Cilex : 0,013 million d'EUR.

Rapportés au budget prévisionnel 2011, les résultats financiers sont en boni de 0,966 million d'EUR. Cet état favorable est principalement lié à trois données :

- >> le budget 2011 incorporait le coût d'un deuxième prélèvement de 15 millions d'EUR sur le contrat d'emprunt BEI, au taux de 4,40 % avec une mise à disposition des fonds au 01/07 (+ 330 K€);
- » le dividende tel que versé en 2010 par la société NRB n'était pas reconduit pour 2011 (+ 395 K€) ;
- » les prévisions de revenus sur placements et gestion de trésorerie étaient moindres (+ 256 K€).

Le boni budgétaire des points 1 et 3 est consécutif au retard des dépenses d'investissement.

N.B. : Un deuxième prélèvement auprès de la Banque Européenne d'Investissement est effectif depuis le 2 mai 2012, pour un montant de 25 millions d'EUR au taux fixe 25 ans de 3,559 %.

Situation au 31 décembre 2011 de l'état d'avancement dans l'exécution des investissements éligibles au contrat d'emprunt signé avec la Banque Européenne d'Investissement pour 82 millions d'EUR en cofinancement des investissements programmés sur 5 ans, sur la période allant de 2010 à 2014 :

Années	Remplacement des raccordements plomb	Dédoublement Adduction «Néblon»	Autres investissements considérés au contrat	Cumul
Ex. 2003	611.395,40 €			611.395,40 €
Ex. 2004	1.285.278,88 €			1.285.278,88 €
Ex. 2005	1.945.974,63 €			1.945.974,63 €
Ex. 2006	2.799.148,71 €			2.799.148,71 €
Ex. 2007	4.390.943,41 €	739.822,29 €		5.130.765,70 €
Ex. 2008	9.335.106,70 €	703.783,53 €		10.038.890,23 €
Ex. 2009	5.042.859,54 €	3.878.460,76 €		8.921.320,30 €
Avances	25.410.707,27 €	5.322.066,58 €		30.732.773,85 €
Ex. 2010	2.453.451,50 €	2.670.185,02 €	8.760.332,53 €	13.883.969,05 €
Ex. 2011	6.381.118,60 €	5.947.739,75€	8.893.291,86 €	21.222.150,21 €
Total	8.834.570,10 €	8.617.924,77 €	17.653.624,39 €	35.106.119,26 €
Cumul	34.245.277,37 €	13.939.991,35 €	17.653.624,39 €	65.838.893,11 €

N.B.: Investissements opérationnels actés en 2011

»	Travaux d'investissements activité de Production :	7.389.922,08 €
>>	Travaux d'investissements activité de Distribution :	12.799.308,09 €
»	Investissements en acquisitions directes activité de Production :	221.783,82 €
>>	Investissements en acquisitions directes activité de Distribution :	1.181.029,01 €
	Total	21.592.043,00 €

Dépenses en cours :

»	sur engagements en cours au 31/12/2011	7.143.182,97 €
»	sur engagements en cours au 01/01/2011	-6.394.442,07 €
»	Rejet des terrains et emprises immobilières activité de Production	-104.605,25 €
>>	Rejet des terrains et emprises immobilières activité de Distribution	-7.500,00 €
»	Rejet des nouveaux raccordements financés sur fonds de tiers	-1.006.528,44 €
	Total 2011	21.222.150,21 €

Le résultat exceptionnel est déficitaire de 109 mille EUR, il découle de la différence entre :

- » 15 mille EUR de produits exceptionnels, dont :
 - 2,5 mille EUR de plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés ;
 - 12,5 mille EUR d'autres produits exceptionnels divers, dont une note de crédit reçue suite à une double facturation sur exercice antérieur (4 K€) et la prise en résultat du solde des versements litigieux perçus durant l'exercice 2006 (8 K€).
- 124 mille EUR de charges exceptionnelles, dont :
 - 22 mille EUR d'amortissements exceptionnels sur le déclassement d'actifs immobilisés ;
 - 87 mille EUR de réduction de valeur sur la participation financière détenue dans la société en liquidation VERSO;
 - 15 mille EUR d'autres charges exceptionnelles diverses, dont la régularisation des parts détenues dans le capital SWDE et du solde des emprunts concomitants (13 K€), ainsi qu'une note de crédit émise en annulation d'une facture antérieur indue (2 K€).

La charge fiscale de l'exercice, constituée du seul précompte mobilier, s'élève à 199 mille EUR. L'évolution en regard de l'exercice 2010 (+ 41 K€) est justifiée par le produit des placements de trésorerie supplémentaire (+ 266 K€).

L'affectation bénéficiaire consolidée se chiffre à 20,095 millions d'EUR et se répartit comme suit :

Bénéfice de l'activité de Production : 7,670 millions d'EUR ;
Bénéfice de l'activité de Distribution : 12,425 millions d'EUR.

3. Affectation bénéficiaire

Le bénéfice de l'exercice s'élève à 20,095 millions d'EUR, après l'indemnisation pour occupation du domaine communal (0,990 million d'EUR pour l'activité de Production et 1,688 million d'EUR pour l'activité de Distribution), et le paiement de la charge d'intérêts sur le capital privilégié « D » (0,574 million d'EUR à charge de l'activité de Distribution).

Ce bénéfice est réparti à concurrence de 5 % à la réserve légale, soit 1,005 million d'EUR, le solde de 19,090 millions d'EUR étant affecté à la réserve disponible.

Il Principaux risques et incertitudes

Risques et incertitudes liés à l'activité de l'intercommunale et à son développement futur

Bien que les résultats 2011 soient très favorables, nous devons tenir compte :

- de l'évolution future des consommations domestiques, industrielles et agricoles ;
- du rendement des réseaux de distribution, dont les infrastructures restent fortement tributaires des conditions climatiques toujours plus rigoureuses;
- du bon développement technique et commercial du projet industriel d'embouteillage des eaux du captage de « Pechet » à l'usine de Hamoir, dont l'estimation du coût minimum fixe hors production s'élève à 0,500 million d'EUR l'an;
- du retard dans l'exécution de nos obligations nées du contrat d'emprunt B.E.I. signés le 30 novembre 2009 et destiné aux financements du dédoublement de l'adduction des eaux du Néblon, du remplacement des raccordements en plomb et de la réalisation d'une unité de dénitrification des eaux de Hesbaye;
- des offres de prix qui seront remises par les soumissionnaires pour poursuivre l'exécution des futures phases dans ces travaux d'investissements;
- » de l'inflation en général, ainsi que de l'évolution des taux d'emprunt en réaction à l'inflation;
- de l'impact de la gestion des dettes des Etats souverains (Grèce, Portugal, Espagne, ...) sur les marchés financiers et la cotation de l'euro;
- » des mesures nationales et régionales dans la gestion du déficit belge ;
- du prix élevé du cours du pétrole consécutif à la croissance de la demande et aux tensions internationales liées aux conflits en Afrique et dans le monde arabe;
- s'il devait se maintenir, la répercussion en cascade du prix fort du baril de pétrole et de son impact sur les indices de croissance des coûts;
- » de la croissance constante des impayés, liée à l'évolution socio-économique de notre région ;
- » de l'élasticité maximale du prix global du m³ d'eau distribué, coût de l'assainissement compris ;
- du maintien de la confiance du Ministre de l'Economie dans notre politique de renouvellement des adductions et dans la sécurisation des ressources, qu'il nous autorise à pouvoir adapter notre C.V.D. aux nouvelles exigences d'exploitation, dans le respect des obligations de services à rendre au public.

Au cours de l'année 2008, la S.A. Cilex (absorbée par la CILE au 1er octobre 2009) a fait l'objet de perquisitions dans le cadre d'une instruction judiciaire à charge d'anciens dirigeants. Dans le cadre de ce dossier, sous réserve de l'inconnu induit par le secret de l'instruction judiciaire, aucun risque notoire, tu, caché ou non

couvert par le biais d'une provision, ne devrait engager financièrement la CILE ; l'ensemble des dettes et avoirs ayant été comptabilisé sur base de pièces connues et déposées.

Le dénominateur commun des plans stratégiques 2008-2010 et 2011-2013 porte sur l'ampleur des travaux d'investissement rendus possibles via le financement partiel par la Banque Européenne d'Investissement. Si les travaux de renforcement et de sécurisation des adductions d'eau alimentaire répondent à une stratégie développée par les dirigeants de la CILE, les travaux visant la suppression totale du contact eau et plomb, ainsi que les infrastructures permettant de satisfaire aux nouvelles exigences de la qualité de l'eau résultent de directives de la Commission européenne.

Le financement et l'amortissement de ces travaux, les nouvelles missions et obligations qui nous ont été imposées au travers des décrets successifs portant sur le fonds social, les conditions de la distribution publique de l'eau, la qualité alimentaire de l'eau, la tarification, le plan comptable de l'eau, ainsi que l'évolution continuelle des charges d'exploitation nous conduisent annuellement à solliciter la révision de notre coût vérité distribution.

Ainsi, suivant l'autorisation de Monsieur le Ministre de l'Economie notre nouveau C.V.D., entré en vigueur en février 2012, est passé de 2,3600 EUR à 2,5250 EUR/m³, en ce compris la contribution au budget wallon via le prélèvement de 0,0756 €/m³ capté.



III Evénements importants survenus après la clôture de l'exercice

Affiliation au régime solidarisé de pension de l'ONSSAPL à dater du 1er janvier 2012.

IV Circonstances susceptibles d'avoir une influence notable sur le développement de l'Intercommunale

Néant

V Activités en matière de recherche et de développement

Néant

VI Succursales

Néant

VII Utilisation des instruments financiers

L'intercommunale gère ses avoirs financiers au travers de comptes à vue, de livrets à intérêts, de comptes à terme et de placements.

VIII Divers

Au vu de la réalisation de son objet social, l'Intercommunale a mis en place et suit les indicateurs de performance propres à son secteur d'activité.

Indicateurs de gestion

La CILE ne dispose pas d'un contrat de gestion avec ses associés. Néanmoins un contrat existe de facto entre la CILE, qui réalise une mission déléguée par les Villes et Communes associées pour ce qui concerne son objet social, et ces dernières, qui s'engagent à apporter tout leur concours à l'atteinte de cet objectif.

Tableau de synthèse des indicateurs

1.35 - 11.4	l laitá	Résultat			
Libellé	Unité	2009	2010	2011	
Taux de conformité des analyses impératives	%	99,8	99,9	99,5	
Indice linéaire des volumes non enregistrés	m³/jour km	6,5	6,4	6,0	
Indice des volumes non enregistrés par compteur (distribution)	m³/an compteur	33,5	32,6	26,9	
Taux de rendement global des réseaux CILE	%	77,33	76,89	79,03	
Taux renouvellement des conduites	%	0,21	0,26	0,38	
Facturation moyenne par compteur en service	C.A.eau/compteur	235,29	244,04	254,56	
Délai d'encaissement des créances clients « ventes d'eau »	jours	63	71	67	
Taux d'occupation	compteurs/agent	744	749	718	
Coût moyen du m³ capté (unités de production)	EUR/m³	0,3798	0,3937	(*) 0,3713	
Coût moyen du m³ acheté	EUR/m³	0,6872	0,6734	0,6889	
Coût moyen du m³ transporté (adductions)	EUR/m³	0,2066	0,1928	(*) 0,1964	
Coût moyen complet du m³ produit	EUR/m³	0,6690	0,6632	(*) 0,6575	
Coût moyen du m³ distribué	EUR/m³	2,2399	2,3367	(*) 2,4626	
Vue par sous-bassin hydrographique :					
Meuse aval	EUR/m³	2,1612	2,2672	(*) 2,3579	
Ourthe	EUR/m³	2,6870	2,7319	(*) 2,9976	
Vesdre	EUR/m³	2,6184	2,6334	(*) 3,0211	
Amblève	EUR/m³	3,1645	4,0122	(*) 3,9949	
Vue par secteur :					
Liège-Herstal	EUR/m³	1,9874	2,1328	(*) 2,2611	
Hesbaye	EUR/m³	2,2350	2,2657	(*) 2,3182	
Basse-Meuse	EUR/m³	2,7002	2,7818	(*) 2,9986	
Coût moyen du personnel par m³ produit	EUR/m³	0,6007	0,6279	0,7131	
Coût moyen du personnel par m³ distribué	EUR/m³	0,8788	0,9200	1,0124	
Coût moyen du personnel par compteur	EUR/cpt	92,3136	96,0811	104,6516	

^(*) Les coûts moyens 2011 sont calculés hors impact unique de la reprise de provision pour pensions et obligations assimilées, dont le montant isolé s'élève à 16.315.035,57 EUR.

Seules les rubriques « Etat du capital », « Composition des organes de gestion », « Gestion financière » et « les Comptes annuels consolidés » ont été soumises à la lecture, au contrôle et à l'assentiment du Commissaire aux comptes.



Liste des adjudicataires de marchés de travaux, de fournitures ou de services pour lesquels sont applicables toutes les dispositions obligatoires du cahier général des charges, établie pour l'exercice 2011 en application de l'article L1523-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Туре	Procédure	Références	Description	Total C.I.L.E. attribué/ estimé	Adjudicataires
Fourniture	Procédure négociée avec publicité	S10-733	Marché commun C.I.L.E. / S.W.D.E. de fourniture de tuyaux, raccords et accessoires en fonte ductile	€ 2.630.965,68	SGPS S.A.; AVK BELGIUM S.A.; INTER PIPE TOOL S.P.R.L.
Fourniture	Procédure négociée sans publicité	S10-739	Fourniture de matériel en laiton	€ 108.969,44	EMMER SERVICE S.P.R.L.; LECLUSE S.A. ; SGPS S.A.
Fourniture	Procédure négociée sans publicité	S10-783	Fourniture de matériel informatique	€ 111.975,85	CELEM COMPUTERS S.A.; ECONOCOM PRODUCTS & SOLUTIONS BELUX S.A.
Fourniture	Procédure négociée sans publicité	S10-832	Fourniture de trapillons	€ 92.632,00	FONDATEL LECOMTE S.A.; BERNARD CASSART & CIE S.A.
Fourniture	Procédure négociée sans publicité	S10-855	Marché public pour la fourniture de consoles	€ 46.933,76	JUMO AUTOMATION S.P.R.L.
Fourniture	Procédure négociée sans publicité	S10-858	Marché de fourniture d'articles imprimés	€ 29.726,88	IMARCO. LES ATELIERS A.S.B.L.
Fourniture	Procédure négociée sans publicité	S10-859	Fourniture de papier et enveloppes non imprimés	€ 35.798,92	ANTALIS S.A.
Fourniture	Procédure négociée sans publicité	S10-865	Fourniture de produits d'étanchéité	€ 35.038,20	POLYTEC S.A.; EMMER SERVICE S.P.R.L.; CO-JOINT S.A.
Fourniture	Procédure négociée sans publicité	S11-876	Fourniture de cartouches informatiques	€ 36.312,51	AB SUPPLIES S.A.
Fourniture	Procédure négociée avec publicité	S11-911	Fourniture de loges préfabriquées pour compteurs d'eau DN 15	€ 304.560,00	EMMER SERVICE S.P.R.L.; COWALCA S.A.
Fourniture	Procédure négociée sans publicité	S11-915	Fourniture d'un véhicule pour remplacer le C400 - déclassé	€ 28.601,73	ETABLISSEMENT LEJEUNE S.A.
Fourniture	Procédure négociée sans publicité	S11-944	Fourniture de supports pour bouteilles	€ 23.250,00	ALIZE S.P.R.L.
Service	Procédure négociée sans publicité	S09-672	Envois postaux dont le poids est inférieur à 50 grammes	€ 741.295,00	BPOST S.A.
Service	Procédure négociée sans publicité	S10-798	Remplacement de 30 lignes téléphoniques analogiques	€ 33.692,00	BELGACOM / PROXIMUS S.A SITE DE LIEGE
Service	Procédure négociée avec publicité	S10-823	Marché public de service pour la désignation d'un prestataire qui sera chargé de l'étude et de la réalisation de réalisation de 2 usines de traitement des eaux à ANS et HOLLOGNE	€ 1.566.488,00	GROUPEMENT BUREAU D'ETUDES GREISCH - CABINET MERLIN
Service	Procédure négociée sans publicité	S10-826	Entretien des espaces verts	€ 47.720,00	CORONA LUC (ESPACE VERT CORONA)
Service	Procédure négociée avec publicité	S10-853	Marché public de service - Confection et envoi de titres-repas et éco-chèques pour les membres du personnel de la C.I.L.E.	€ 55.075,00	SODEXO PASS S.A.
Service	Procédure négociée sans publicité	S11-879	Conception et réalisation graphique du "Journal l'Eau"	€ 112.521,98	LUSIS COMMUNICATION S.P.R.L.
Service	Procédure négociée sans publicité	S11-881	Formation en bureautique	€ 46.910,00	TECHNIFUTUR A.S.B.L.
Service	Procédure négociée sans publicité	S11-950	Lavage des véhicules CILE	€ 29.678,80	C & T CLEANING S.P.R.L.
Travaux	Procédure négociée avec publicité	S09-715	Liège rue de l'Hippodrome : remplacement d'une canalisation en acier par la fourniture et la pose de canalisation en fonte ductile 'de DN 100 à 900), de canalisation en PEHD et le renouvellement et/ou la reprise de branchements particuliers.	€2.457.951,81	S.M. SODRAEP - FABRICOM
Travaux	Procédure négociée avec publicité	S10-776	petites réhabilitations d'ouvrages CILE	€ 150.711,00	LAGROU A. ENTREPRISE S.A.
Travaux	adjudication publique	S10-753	Flémalle - Quartier Ermitage (Spinette, Baldaz, Bascule,): renouvellement d'installations de distribution d'eau.	€ 298.564,00	SODRAEP S.A.
Travaux	Procédure négociée avec publicité	S10-757	Conduites à risques - Blegny : rue Cahorday / Blegny et Visé : route du Pays de Liège / Visé : rue Sur les Roches / Comblain-au-Pont : Cité Belle-Vue / Esneux : Devant Rosière : conduites à risques, renouvellement pour vétusté.	€ 768.007,80	A.M. BONIVER S.A BATITEC S.A.
Travaux	Procédure négociée avec publicité	S11-763	Blegny: rue Champ de Pihot: conduites à risque, renouvellement pour vétusté.	€ 351.617,14	BONIVER ENTREPRISE S.A.
Travaux	adjudication publique	S10-674	Renouvellement des installations d'adduction d'eau rue Bois Saint-Gilles depuis le site des réservoirs de Lamine, pose complémentaire d'un tronçon d'égout permettant la mise en décharge des réservoirs et remplacement de la canalisation permettant l'alimentation en eau des bâtiments de la SRPA	€ 564.593,88	CARRIERES ET TERRASSEMENTS S.A.
Travaux	Procédure négociée avec publicité	S10-787	Renouvellement complet des armoires électriques et le remplacement de variateurs de vitesse de pompes aux centrales Kemexhe et Juprelle	€ 83.161,10	COLLIGNON ENG. S.A.
Travaux	adjudication publique	S10-759	Liège - rue Mandeville : renouvellement de nos installations de distribution d'eau suite aux travaux de voirie.	€ 256.816,35	JMV - COLAS BELGIUM S.A.

			Awans - rue Ledouble : renouvellement de nos installations de distribution		
Travaux	adjudication restreinte	S11-814	d'eau par la pose de diamètres supérieurs + pose supplémentaire suite au développement urbain.	€ 539.174,00	JMV - COLAS BELGIUM S.A.
Travaux	adjudication publique	S10-815	Blegny - rue de Gobcé : renouvellement de nos installations de distribution d'eau vétustes.	€ 320.945,70	JMV - COLAS BELGIUM S.A.
Travaux	Adjudication restreinte	S10-827	Néblon II phase I lot 1d : marché conjoint CILE/commune de ANTHISNES pour la pose de conduites entre Mirlipinpin (Anthisnes) et Souverainpré (Esneux)	€ 2.388.031,35	JMV - COLAS BELGIUM S.A.
Travaux	Procédure négociée avec publicité	S10-830	Contrat cadre de travaux relatifs à l'entretien et à la rénovation du réseau d'eau potable de la CILE	€ 13.800.000,00	HYDROGAZ S.A.
Travaux	adjudication publique	S10-831	Herstal rues Basse Préalle (place Jacques Brel) partie, Charlemagne et Pied du Bois Gilles (partie): renouvellement des installations de distribution d'eau suite aux travaux initiés par INFRABEL.	€ 159.625,00	MERTENS & FILS S.P.R.L.
Travaux	Procédure négociée sans publicité	S10-838	Curage de chambres à vannes	€ 60.340,00	PINEUR CURAGE S.P.R.L.
Travaux	adjudication publique	S10-839	Glain rue Emile Vandervelde, entre les rues Joseph Wauters et En Glain : renouvellement de nos installations de distribution d'eau.	€ 176.714,36	FODETRA S.A.
Travaux	Procédure négociée avec publicité	S10-840	Néblon II phase I : construction d'une station de refoulement et aménagement du site de captage du Néblon.	€ 4.692.495,66	A.M. FRANKI - SODRAEP
Travaux	Procédure négociée avec publicité	S11-846	Seraing: rue des Briqueteries: renouvellement de nos installations de distribution d'eau suite aux travaux de voirie initiés par la Ville.	€ 188.780,00	CROSSET LEON S.A.
Travaux	Procédure négociée sans publicité	S10-847	Bressoux rue Cardinal Cardijn - Renouvellement des installations de distribution d'eau rue Cardinal Cardijn, entre les rues de Robermont et Lamarche, dans le cadre des travaux de voirie initiés par la Ville de LIEGE. Comparaison voiriste / hydrogaz	€ 65.606,92	A.B. TECH ASPHALTE S.A.
Travaux	Procédure négociée avec publicité	S11-848	Marché conjoint : Conduites à risques : Fléron : rue Churchill / Huy : rue Camp de Corroy / Seraing : rue Couperin / Flémalle : rue du Moulin / Blegny : rue de Booze : renouvellement de nos installations pour vétusté.	€ 704.992,00	CROSSET LEON S.A.
Travaux	Procédure négociée avec publicité	S11-851	Liège : rue de Visé (phase II) : renouvellement des installations d'adduction et de distribution d'eau.	€ 1.433.670,40	SODRAEP S.A.
Travaux	Procédure négociée sans publicité	S10-854	Déplacement de 2 installations de protection cathodique	€ 36.074,00	TUBEMEUSE-PROTECTION S.P.R.L.
Travaux	Procédure négociée sans publicité	S11-856	CHENEE, rue Lejeune, renouvellement des installations de distribution d'eau depuis le passage sous le chemin de fer jusqu'à la rue de la révision dans le cadre des travaux de voirie initiés par la Ville de Liège. Comparaison voiriste / hydrogaz	€ 81.746,77	A.B. TECH ASPHALTE S.A.
Travaux	adjudication restreinte	S11-869	Grâce-Hollogne rue de Jemeppe : renouvellement de nos installations de distribution d'eau dans le cadre de travaux de voirie initiés par la Commune.	€216.741,11	HYDROGAZ S.A.
Travaux	Procédure négociée avec publicité	S11-873	Contrat-cadre de remplacement et/ou traitement de 3.000 raccordements particuliers tout ou partie en plomb	€ 3.914.760,00	HYDROGAZ S.A.; FODETRA S.A.; SODRAEP S.A.; BATITEC S.A.; LEJEUNE ET FILS S.A.; GILBETON S.P.R.L.; FABRICOM S.A.
Travaux	Procédure négociée sans publicité	S11-894	Grâce-Hollogne, rue de la Poule - remplacement d'un tronçon de 200 mct de conduite et reprise de 8 raccordements particuliers	€ 68.378,00	HYDROGAZ S.A.
Travaux	Procédure négociée avec publicité	S11-896	Huy rue de Chefaïd : renouvellement de nos installations de distribution d'eau dans le cadre des travaux de voirie initiés par la Ville.	€ 98.244,00	LEJEUNE ET FILS S.A.
Travaux	Procédure négociée avec publicité	S11-895	Ans rue Servais : renouvellement de nos installations de distribution d'eau suite aux travaux de voirie initiés par la Commune.	€ 256.506,93	HYDROGAZ S.A.
Travaux	Procédure négociée avec publicité	S11-905	Grivegnée rue Fraischamps : renouvellement de nos installations de distribution d'eau dans le cadre de travaux d'aménagement de voirie initiés par la Ville de Liège.	€ 276.604,26	AQUAFLUX S.A.
Travaux	Procédure négociée sans publicité	S11-920	Liège (Jupille) rue de Visé : renouvellement de nos installations de distribution d'eau entre la place De Meuse et la rue ladjet, suite aux travaux d'égouttage initiés par l'AIDE.	€ 64.950,59	LEJEUNE ET FILS S.A.
Travaux	Procédure négociée avec publicité	S11-922	Modification hydraulique de 5 chambres de prises d'eau sur l'adduction.	€ 443.905,00	BONIVER ENTREPRISE S.A.
Travaux	Procédure négociée sans publicité	S11-930	Beyne-Heusay, Grand'Route (N3) : renouvellement des installations de distribution d'eau dans le cadre de l'extension du chantier de voirie décidée par le SPW.	€ 237.929,00	A.M. AQUAFLUX - LEJEUNE
Travaux	Procédure négociée avec publicité	S11-861	Visé rue de l'Allée Verte : renouvellement de nos installations de distribution d'eau.	€ 364.090,16	BATITEC S.A.
Travaux	Procédure négociée sans publicité	S11-938	Ans, rues du Cimetière et Monfort : déplacement et renouvellement de nos installations d'eau dans le cadre de travaux de voirie.	€ 1.183.702,02	GALERE S.A.

A.M. = association momentanée

La gestion des Ressources Humaines

La gestion des ressources humaines (G.R.H.) est un ensemble de fonctions et de pratiques ayant pour objectif de mobiliser et développer les ressources humaines pour une plus grande efficacité et une meilleure performance au sein de l'organisation.

La gestion des ressources humaines intègre de nombreux domaines, intervenant à tous les stades de la « vie » des collaborateurs :

- » la gestion du personnel,
- » la gestion des temps,
- » le recrutement,
- » les assurances,
- la gestion des carrières,
- » la formation,
- » la gestion de la paie et des rémunérations,
- » l'évaluation des performances,
- » la gestion des conflits,
- » les relations sociales et syndicales,
- la motivation et l'implication du personnel,
- » la communication interne, les conditions de travail...

I. La gestion du personnel

La CILE occupait, au terme de l'année écoulée, 387 membres du personnel dont 311 hommes et 76 femmes.

Elle comptait:

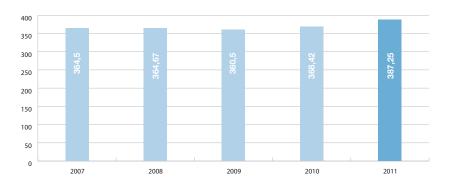
- 372 agents sous un régime de travail à temps plein,
- 8 agents à temps partiel (à 4/5ème temps),
- 6 agents à temps partiel (à ¾ temps),
- 1 agent en interruption complète de carrière.

Au 31 décembre 2011, l'équivalence en temps plein s'établit donc à 382,9 unités.

Catégorie	Statut	Sexe	20 <	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49	50-54	55-60	Total
tuel	Employé	Féminin	0	0	5	4	2	2	0	2	0	15
ntrac		Masculin	0	4	8	6	2	2	2	0	0	24
agent contractuel	Ouvrier	Féminin	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
age		Masculin	0	9	6	6	1	7	2	0	0	31
Total			0	13	19	16	5	11	4	2	0	70
aire	Employé	Féminin	0	0	3	11	5	12	6	17	7	61
tatuta		Masculin	0	0	5	12	18	17	12	10	14	88
agent statutaire	Ouvrier	Féminin	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
90 00		Masculin	0	0	9	10	12	38	37	26	36	168
Total			0	0	17	33	35	67	55	53	57	317
Effectif au 31/	/12/2011		0	13	36	49	40	78	59	55	57	387

Au 31 décembre 2011, 357 personnes bénéficiaient d'un contrat à durée indéterminée, soit 92,49% de l'effectif (en ce compris le personnel statutaire).

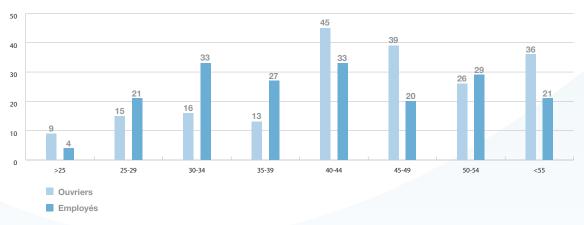
Accroissement de l'effectif (basé sur les moyennes annuelles des 5 dernières années)



2011	Nbre de travailleurs
Janvier	379
Février	385
Mars	386
Avril	385
Mai	388
Juin	390
Juillet	390
Août	392
Septembre	389
Octobre	388
Novembre	388
Décembre	387
Moyenne	387,25

Retraite légale

Pyramide des âges au 31/12/2011



Agents admis à la retraite légale (projection sur les 5 prochaines années)

Effe	ctif en place au 31/12/2010	2012	2013	2014	2015	2016
Nbre	e total d'agents admis à la retraite légale	12	1	19	16	9
lo	Nbre d'agents à la retraite légale niveau 1	1	0	1	0	0
Répartition	Nbre d'agents à la retraite légale niveau 2	3	0	4	5	2
Ré	Nbre d'agents à la retraite légale niveau 3	8	1	14	11	7





II. La gestion des formations

Tenant compte de la démographie de l'effectif et du nombre important de mises à la retraite intervenant au cours des cinq prochaines années et afin de pérenniser les savoir-faire et les compétences spécifiques aux différents métiers, le Comité de Gestion a approuvé, en date du 14 décembre 2010, un plan de formation triennal 2011-2013 pour un budget annuel correspondant à 1% de la masse salariale globale hors charge salariale.

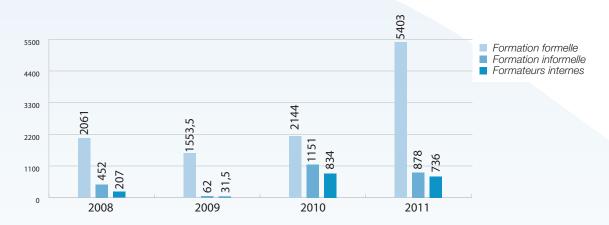
En 2011, 56 formations ont été dispensées à quelque 298 collaborateurs.

Au cours de l'année 2011, 3 visites de l'usine et du centre d'essais de Pont-à-Mousson ont été organisées ainsi que 3 visites de la Câblerie d'Eupen (découverte également de la Société Emmer Service et du centre logistique de Rogister). Ce sont 159 membres du personnel qui ont pu profiter des 'journées découvertes'.

Le temps consacré à la formation pour l'année 2011 a été de 7.017 heures réparties comme suit :

- formation formelle : 5.403 heures dont 1.313 heures de visite et conférence
- formation informelle : 878 heures
 formateur interne : 736 heures

Evolution des heures de formation



Le coût hors charge salariale des formations réalisées en 2011 s'élève à 74.348 EUR (frais divers inclus).

En 2011, grâce aux efforts budgétaires consentis, le Comité de Gestion a témoigné sa volonté d'améliorer le fonctionnement interne des services, d'accroître le niveau de performance et de productivité des collaborateurs, d'augmenter le degré de sécurité sur terrain en vue d'améliorer la satisfaction des clients.

Quelques exemples.

Un accueil de qualité influence positivement la satisfaction et la qualité de la relation avec les clients. Aussi, une formation destinée à optimaliser la relation téléphonique, à gérer les situations difficiles et à faire face au stress a été dispensée à l'ensemble des employés des départements 'gestion clientèle' et 'assistance administrative distribution'.

Afin d'élever le degré d'habilitation dans certains domaines, les formations qualifiantes suivantes ont été réalisées :

- Formation de base à la sécurité du travail pour conseiller en prévention suivie par un collaborateur. Au terme de celle-ci, l'intéressé a présenté avec satisfaction l'épreuve de contrôle des connaissances. Cette formation est destinée à aider l'employeur dans sa démarche de maîtrise des risques.
- Formation et agréation de 20 collaborateurs au soudage des conduites en polyéthylène haute densité sous pression.

 Formation de six agents du département 'entretien des ouvrages', de huit agents du service 'captages adduction' et du conseiller en prévention sur les techniques de taille et d'élagage des arbres d'ornement.

Au terme de la formation, tous ont reçu l'attestation de réussite de l'unité de formation reconnue par la Communauté française de Belgique.

En vue de transmettre l'expérience et les connaissances de certains collaborateurs dans des matières spécifiques aux activités de la CILE, une formation de formateur interne destinée à fournir aux participants les outils pédagogiques adéquats et les méthodes d'animation propres à l'apprentissage des adultes a été organisée à l'attention de 28 membres du personnel (toutes catégories confondues).

Une formation technique relative aux bases d'hydraulique appliquée au réseau de distribution d'eau a été dispensée à 15 agents chargés de la pose de canalisations.

Débutée en 2010, la procédure de mise à la tâche, a pour but de réaliser une intégration optimale des nouveaux collaborateurs ou des travailleurs affectés à de nouvelles fonctions. Au cours de l'année 2011, cinq nouvelles recrues et deux membres du personnel mutés en interne en ont bénéficié.

Enfin, en date du 18 octobre 2011, la CILE a introduit pour la première fois, un dossier formation « crédit-adaptation » auprès du siège central du FOREM. Ce dispositif est un incitant financier à la formation des travailleurs occupés par les entreprises (décret du 10/04/2003 – AR du G.W. du 01/04/2004).

Toutefois, tenant compte des contraintes d'admissibilité des formations dans le cadre du crédit-adaptation, 11 projets ont été inclus dans la première demande pour un subside d'un montant global de 32.766 EUR.

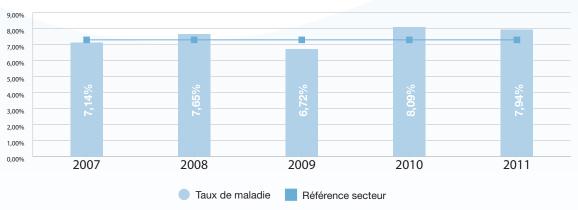
Vu le nombre de dossiers soumis auprès de cette institution, le dossier de la CILE devrait être traité dans le courant du 1er semestre 2012.

III. La gestion des temps

La maladie

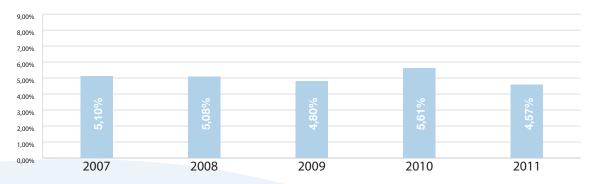
1. Evolution du taux de maladie

Le taux de maladie ne tient pas compte des absences induites par l'accident du travail et la maladie professionnelle. Il comprend néanmoins les absences dues aux accidents de la vie privée.



2. Taux corrigé

Parmi ces absences ainsi relevées, il nous apparaît nécessaire d'extraire les valeurs ayant trait aux travailleurs indisponibles durant une période de 6 mois et plus sans discontinuer, ceux-ci relevant de l'invalidité.

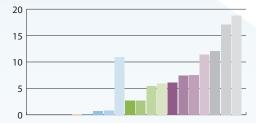


Taux de maladie déduction faite des maladies > à 6 mois sans interruptions

Les absences diverses

Outre la maladie, l'accident de travail et la maladie professionnelle, les dispositions légales prévoient certaines dispenses de services aux motifs divers se répartissant comme suit :

- Dispo. / intérêt service (0 %)
- Arrivée tardive injustifiée (0 %)
- Absence injustifiée rémunérée (0 %)
- Don de plasma (0,02 %)
- Visite médicale (0,10 %)
- Crédit d'heures (0,69 %)
- Repos paternité tempo. 3j (0,81 %)
- Dispense de service exceptionnelle (1,09 %)
- Mission pension (2,69 %)
- Suspension avec traitement (2,73 %)
- Dispense de service rémunérée (5,48 %)
- Congé syndical (5,92 %)
- Repos mat/pat rémunéré (6,10 %)
- Don de sang (7,46 %)
- Retourné malade (7,56 %)
- Absence justifiée rémunérée sans chèque repas (11,40 %)
- Congé de circonstance (12,06 %)
- En instance de réaffectation (17,09 %)
- Congé familial (18,77 %)





IV. La gestion des traitements

La gestion des rémunérations

Une administration correcte des salaires englobe de nombreux aspects. Il convient non seulement tenir compte des prestations fournies, mais aussi des cotisations dues à l'administration sociale, des retenues fiscales, des indemnités, des avantages extralégaux (ex. les chèques repas), etc.

Le calcul des salaires doit non seulement répondre aux exigences contractuelles ou statutaires mais aussi à la situation personnelle de chaque travailleur.

Une bonne gestion des ressources humaines se traduit par une administration fiable du personnel. En l'occurrence, il s'agit de sécuriser l'effectif en assurant un paiement rigoureux des salaires et des primes, en suivant la gestion des présences et des absences, des heures supplémentaires, en planifiant les congés annuels, etc.

Ce point est essentiel, car il caractérise une part des obligations contractuelles (statutaires pour un agent nommé) d'une entreprise (d'un service public) envers son travailleur.

Les autres thèmes de notre mission

Un soin attentif est réservé à l'ensemble des formalités sociales et fiscales envers les différentes organisations fédérales (les déclarations à l'Onss-Apl, la déclaration fiscale (Belcotax), les déclarations des risques sociaux (ONEM, mutualités),...)

Nous apportons un conseil et assistons les travailleurs dans leurs relations avec les différents organismes de sécurité sociale (mutuelle, allocations familiales, chômage....)

Sur le plan comptable, nous contribuons à la réalisation des prévisions budgétaires destinées au plan stratégique de l'Intercommunale.

V. Charte éthique

Nos objectifs se traduisent par une administration rigoureuse et objective du personnel en tenant compte de valeurs telles que le respect, l'équité et la considération de la personne.

Les valeurs seront reprises en 2012 dans une charte éthique, représentant nos engagements vis-à-vis des travailleurs et de la société.

Service interne de prévention et protection au travail

En décembre 2011, l'effectif du personnel a atteint le nombre de 387 travailleurs. Soit, 14 agents de plus que l'année passée.

Le nombre de déclarations d'accident s'élève à 41, soit 5 de moins que l'année passée.

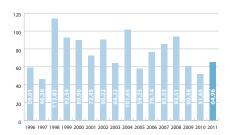
Tous ces accidents n'ont pas fait l'objet de jours d'incapacité de travail (ITT). En effet, seuls 34 d'entre-eux ont entraîné des jours d'incapacité temporaire de travail s'élevant à un total de 754 jours calendrier, à savoir 424 jours de moins par rapport à l'année passée.

L'analyse des causes de ces accidents révèle qu'elles sont principalement dues à des actes ou postures non dangereuses mais entraînant de longues périodes de convalescence. Ainsi, parmi les plus significatifs, citons :

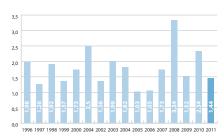
- trois glissades sur des plagues de verglas ayant engendré 260 jours d'ITT;
- les douleurs occasionnées lors d'efforts physiques ayant généré 116 jours d'ITT ;
- les heurts sur des objets divers ayant causé 80 jours d'ITT ;
- les chutes avec légère dénivellation (< à 1m) ayant engendré 70 jours d'ITT;
- les piqûres de guêpes ayant occasionné 5 jours d'ITT.

Notons que cinq accidents survenus lors de la manipulation de trapillons, principalement à charnière, ont généré 170 jours d'ITT.

Taux de fréquence



Taux de gravité



Plusieurs formations et recyclages ont été organisés tout au long de l'exercice. Parmi ceux-ci citons, le recyclage annuel des secouristes industriels qui verront leur effectif augmenter durant ces deux prochaines années pour atteindre un total de 40 agents en 2013 ainsi que des formations plus techniques telles que l'abattage d'arbres organisées avec la Province de Liège mais aussi l'électro-soudure, le réglage des vannes automatiques, la gestion d'équipe, etc.

D'autre part, un peu plus de 900 visites de chantiers ont également été effectuées par le coordinateur sécurité ainsi que par le conseiller en prévention en vue de s'assurer que nos agents respectent bien les consignes de sécurité et travaillent dans de bonnes conditions.

Certification ISO

ISO 9001

2011 fut une année importante pour le Système de Management de la Qualité. En effet, la CILE a, à nouveau, démontré son aptitude à répondre aux exigences du référentiel ISO 9001 au cours d'un audit de reconduction du certificat. Notre société a donc entamé un troisième cycle consécutif de certification ISO 9001 pour une période de 3 ans.

De plus, le premier audit de surveillance de fin d'année s'est déroulé dans d'excellentes conditions et les conclusions sont très positives et encourageantes pour le futur de notre Système Qualité : 3 des 4 non conformités mineures clôturées (aucune nouvelle non-conformité ouverte), 9 remarques positives, 2 opportunités d'amélioration et seulement 1 point d'attention.

L'ambition était également de faire évoluer la démarche qualité, notamment, par une redéfinition du Système. Le manuel qualité a donc été entièrement révisé afin de

le personnaliser au fonctionnement interne de la CILE. La cartographie des processus a été modifiée et une nouvelle présentation de ceux-ci, se voulant plus transversale a été imaginée.

Suite aux évolutions en matière de bien-être au travail, de mise à la tâche, de la production de bonbonnes de 10 litres d'eau de source, ... la CILE dispose d'une nouvelle Charte Qualité depuis le mois de septembre.

Par ailleurs, la réflexion entamée début 2011 pour améliorer le suivi des réclamations a abouti à la création d'une cellule centrale en vue d'une gestion uniforme au sein de nos services. La finalisation de l'outil informatique permettra d'instaurer sa mise en place.



Notons encore que depuis quelques années, la CILE cherche à mieux communiquer et suivre sa stratégie d'entreprise. Un des moyens pour y parvenir consiste à décliner le plan stratégique en objectifs concrets. Le projet, actuellement à l'état de test, est en cours d'évaluation et devrait être clôturé en début d'année.

ISO 17025

Les audits externes réalisés par BELAC ont permis de renouveler l'accréditation du laboratoire pour un nouveau cycle de cinq ans. Ceci confirme la maîtrise des impositions dictées par la norme ISO 17025.

L'accréditation constitue un label de qualité certifiant que le laboratoire dispose des infrastructures et du personnel requis pour la réalisation des essais qu'il effectue en vue de garantir la qualité des eaux distribuées par la CILE.

Le laboratoire a étendu son domaine d'accréditation en incorporant une nouvelle méthode alternative pour l'analyse d'entérocoques intestinaux en 24 h qu'elle a validé avec le fournisseur et sept autres laboratoires européens. Le dossier de reconnaissance de l'équivalence avec la méthode officielle plus lente a été introduit au niveau du SPW.

Communication et Relations Publiques

La cellule communication et relations publiques poursuit sa mission de sensibilisation du grand public aux métiers et à la qualité de l'eau de distribution. Dans ce cadre, elle a édité, en 2011, deux numéros de son journal à destination des clients, les informant sur les investissements et la stratégie de la société, mais aussi de nombreux conseils notamment sur la manière de se prémunir contre le gel du compteur d'eau.

Elle a organisé des visites de ses installations, accueillant notamment :

- des visiteurs dans le cadre de missions de coopération ;
- des élèves de l'enseignement primaire dans les ouvrages d'art, notamment dans le cadre de l'Opération Découverte des Intercommunales en collaboration avec l'APRIL;
- » plus d'un millier de visiteurs à l'occasion des portes ouvertes de l'usine d'embouteillage exceptionnellement accessible au tout public, mais aussi aux écoles dans le cadre de la quinzaine de l'eau en Wallonie.

Elle a assuré plusieurs exposés à destination de publics ciblés (école de consommateurs, clubs-services, associations,...) et a également organisé des réunions d'information dans les communes concernées par le projet de dédoublement de la conduite d'adduction des eaux du Néblon.

Tout au long de l'année, elle a répondu aux demandes de documentation et de prêt de son matériel d'exposition itinérante.

Ayant réalisé un classeur pédagogique en collaboration avec les représentants des opérateurs publics wallons de l'eau au sein de la commission V d'AQUAWAL, elle a largement diffusé ce support à destination des enseignants de la fin du cycle d'enseignement primaire et du début de l'enseignement secondaire. Elle a également organisé des conférences-débats à l'attention des élèves de fin de cycle de l'enseignement secondaire et assuré la promotion du concours de plaidoyers « Cap sur Marseille » en collaboration avec l'AIDE. Cette initiative a permis à quatre jeunes Wallons lauréats de participer au 6è Forum Mondial de l'Eau en 2012.

La cellule communication et relations publiques poursuit une politique de publication et de notoriété dans le respect de règles de bonne gouvernance et soutient diverses manifestations culturelles et sportives, notamment en mettant l'eau de la CILE à la disposition des organisateurs et des participants. Cette source de désaltération gratuite est par ailleurs fort appréciée sur les sites.

Présente aux côtés d'APRIL sur le salon MUNICIPIO de Liège, elle a aussi participé, par la tenue d'un stand en collaboration avec l'INASEP et l'IECBW, à la sixième édition du salon de mandataires.

Elle investit dans l'actualisation de l'outil internet tant au travers de son site propre www.cile.be que du portail des intercommunales liégeoises www.intercommunales-liegeoises.be, et de celui des opérateurs publics de l'eau en Wallonie www.aquawal.be.

La cellule a organisé la promotion de l'expérience pilote menée par la CILE en matière d'utilisation de mobilité verte. Dans ce cadre, elle a offert la possibilité au personnel de la société, mais aussi aux visiteurs sur ses événements, de tester un des trois des véhicules électriques à sa disposition.

Elle a accompagné Charles LEDENT, auteur du livre « Les Hommes de l'Eau », illustré par Thierry Dricot et Alain Boos, dans les préparatifs de son ouvrage présentant les métiers de l'entreprise et mettant à l'honneur son personnel.

La Cellule communication et relations publiques assure les relations avec la presse, notamment par la diffusion de communiqués et infos-services, notamment en partenariat avec VivaCité mais aussi par la gestion d'interviews. Elle réalise une revue de presse quotidienne en interne et publie des articles dans la revue des intercommunales liégeoises : «Flash Inter». Elle organise le suivi de production de ce présent rapport de gestion.

En parallèle, elle assure la gestion d'un comité de rédaction du journal interne « CILEinfo » qui informe régulièrement les agents en service ou retraités des principaux projets et réalisations de la société contribuant ainsi à renforcer la culture d'entreprise.

Relations internationales

La CILE a obtenu, début 2011, un appui financier du Fonds de Solidarité internationale pour l'Eau de la Région wallonne, dans le cadre d'un projet de collaboration avec la Ville de Pasorapa, en Bolivie.

Ce projet vise à contribuer à l'amélioration de l'accès à l'eau potable pour les populations de Pasorapa en développant notamment les axes suivants :

- » Amélioration des connaissances sur la ressource en eau exploitable pour l'alimentation en eau potable ;
- » Contribution à l'amélioration du système structuré d'alimentation ;
- Le renforcement des capacités locales de gestion de la ressource exploitée et d'organisation collective de l'accès à l'eau potable;

Les travaux ont débuté dans le courant du 4ème trimestre 2011.

La Cellule internationale est membre de l'Association « Aqua Publica Europea » depuis 2010. Celle-ci a pour vocation de rassembler les opérateurs publics des services d'eau et d'assainissement au niveau de l'Europe, pour la promotion et le développement de la gestion publique de l'eau.

C'est le premier réseau européen qui prône la gestion publique des services d'eau et d'assainissement. Elle compte, actuellement, 42 membres issus de six pays : Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Suisse.

La CILE est plus spécifiquement inscrite dans un groupe de travail axé sur la coopération internationale et les échanges transfrontaliers dont l'objectif est de promouvoir un accès équitable à l'eau dans les pays défavorisés.

La Cellule internationale était présente aux diverses rencontres de travail qui se sont tenues à Bruxelles, Milan, Grenoble et Séville. Ces rencontres internationales sont également un tremplin pour promouvoir l'usine de production de bonbonnes de 10l, située à Hamoir.

Par ailleurs, la Cellule internationale a rencontré des représentants de la Banque Mondiale, chargés du dialogue avec l'ensemble des partenaires de la coopération au développement en Belgique.

Pour en terminer, il convient encore de noter la collaboration avec l'Institut Supérieur des Techniques de l'Eau (ISTE) et la Société Wallonne de Formation (SOWAFOR) en vue de l'accueil de fonctionnaires étrangers

désireux de suivre des formations dans le secteur de la production ou de la distribution.

L'eau est un bien de première nécessité, c'est vrai en Belgique, ce l'est encore davantage dans les pays en voie de développement. La CILE l'a bien compris avec sa nouvelle orientation vers la coopération internationale.

Activité de production

Politique générale de valorisation de notre patrimoine hydrique et sécurisation

Répartition globale des moyens de production (en m³)

	2007	2008	2009	2010	2011
Captages Hesbaye	13.766.363	13.615.763	15.626.019	16.005.617	14.258.614
Captages Néblon	10.500.109	10.269.913	9.824.311	9.828.938	10.082.326
Captages locaux	1.497.779	1.411.845	1.596.157	1.240.689	1.545.966
Fourn. par D.G.P. (*)	7.517.459	7.149.539	7.135.650	7.026.856	7.122.143
Fourn. par la SWDE	1.910.784	1.793.398	1.674.501	1.914.069	2.106.016
Fourn. par Vivaqua	805.070	918.114	964.021	1.336.829	973.305
TOTAL	35.997.564	35.158.572	36.820.659	37.357.665	36.093.845

(*) D.G.P. = Direction de la Grande Production de la SWDE

A l'analyse de ces relevés, nous constatons :

- Une augmentation des prises sur les captages de Néblon (+2.6%) et des captages locaux liée pour ces derniers à l'utilisation à 100% du captage de Triffoy (mis partiellement hors service en 2010 à la suite de travaux de sécurisation);
- Une diminution importante des prises en Hesbaye à la suite d'une excellente production du Néblon (1er semestre) et d'une remontée du rendement du réseau de distribution (80% en moyenne);
- Les fournitures d'eau via la SWDE sont en augmentation par rapport à 2011, à la suite d'une prise plus importante sur Vivegnis (voir ci-dessous).

L'ensemble de ces éléments permet dès lors de valoriser nos ressources propres à hauteur de 81.34%, soit une légère diminution par rapport à 2010. Celle-ci s'explique par les travaux conjoints avec l'AIDE démarrés en octobre et ayant nécessité la coupure de l'adduction du Néblon alimentant Herstal ; l'eau y distribuée provient depuis lors d'un captage de la SWDE localisé à Vivegnis.

La sécurisation du réseau de Hesbaye par la mise en place d'une liaison avec les eaux de barrage de la D.G.P. au réservoir de Ans s'est poursuivie en 2011 et devrait être pleinement opérationnelle en 2012.

Contrairement à 2010, la marche globale de nos installations n'a été que très peu perturbée par les conditions climatiques vu la météo particulièrement clémente tout au long de l'année, les dysfonctionnements les plus importants étant liés à quelques pannes de courant.

Du côté de l'usine d'embouteillage, l'année 2011 a été consacrée à la production de 8.400 bonbonnes et la poursuite de leur promotion dans les communes associées/non associées et d'autres infrastructures de production/distribution d'eau. A noter la mise à disposition d'une partie de ces bonbonnes sur les incidents de Trooz (éboulement d'un pont) et de Loncin (pollution d'un réservoir).

Réhabilitation des installations électromécaniques et remplacement de conduites

Outre le chantier de dédoublement de l'adduction de Néblon, évoqué ci-après, nos services ont œuvré au renouvellement et à la sécurisation de conduites d'adduction suivantes :

Liège (Route du Condroz et Rue Belle Jardinière) : renouvellement d'un peu plus de 700 m de conduites complétés de 3 nouvelles chambres à vannes et de 2 ventouses.

Autres renouvellements et remplacements d'équipements dans les installations électromécaniques et réseaux :

- » Réhabilitation de centrale de pompage
 - · Visé, Rue du Pont.
- Renouvellement/déplacement d'armoires électriques de protection cathodique et télégestion de ceux-ci :
 - · Ans, Rue Louis de Brouckère;
 - · Chaudfontaine, Rue Jacques Musch;
 - · Flémalle, Rue Houlbousse;
 - · Grâce-Hollogne, rue de la Pierre Boveroulle et Chaussée de Liège ;
 - Liège, Clos Reine Astrid, Rue en Bois, Rue des Prairies, Boulevard Ste Beuve.
- » Renouvellement d'armoires électriques :
 - · Chaudfontaine, au niveau du réservoir Erika;
 - Esneux, à la Centrale de Tilff-Grady;
 - · Huy, captage de Triffoy;
 - · Fexhe-le-Haut-Clocher, au Puits de Secours ;
 - Néblon-le-Moulin, à la Centrale d'Ouffet.

» Divers :

- Mise en place d'une vanne « stabilisateur de pression » Rue des Pinsons à Blegny ;
- Installation d'une alarme intrusion au Puits de Secours à Fexhe-le-Haut-Clocher ;
- Modifications hydrauliques à l'usine d'embouteillage;
- Pose de nouvelles clôtures et barrières au réservoir Rue des Coqs à Saint-Nicolas, au réservoir Rue Mabotte à Seraing;
- Réhabilitation du château d'eau Rue Mabotte à Seraing.

Dédoublement de l'adduction du Néblon et interconnexion Néblon-Modave

Le Groupement d'Intérêt Economique (GIE) constitué entre la CILE et VIVAQUA, sous la dénomination « Néblon-Modave GIE », a poursuivi ses travaux en 2011.

Le coût des études réalisées par VIVAQUA en 2011 s'élève à 0,84 million EUR.

Les travaux de pose d'un premier lot de 10,5 km (Anthisnes – Ellemelle – Fraiture + RAVEL à Modave) commencé en août 2009 se sont terminés en 2010.

Le deuxième lot d'une dizaine de kilomètres également (Néblon – Warzée – Ellemelle) a été réalisé en 2011. Ce lot comportait également des aménagements de protection de la galerie principale des captages de Néblon.

Le troisième lot d'environ 5 km entre Anthisnes et Esneux a débuté en 2011 et se poursuit en 2012.

Les dépenses 2011 relatives à ces poses de conduites s'élèvent à 3,29 millions EUR.

La construction du réservoir de tête de Warzée a commencé le 1er octobre 2010 et s'est poursuivie tout au long de l'année 2011 pour atteindre un état d'avancement de travaux estimé à 75 %, pour un montant de 1,54 million EUR.

La procédure relative au marché du dernier tronçon de la phase I (longueur 10,5 km : Modave – Ramelot – Tinlot – Fraiture) a été initiée en 2011 (exécution 2012-2013)

Les études relatives aux phases 2 et 3 (pose de conduites Hody – Rotheux – Plainevaux – Bol d'Air – Angleur) ont commencé en 2011.

Le marché relatif à la construction de la station de refoulement et à l'aménagement du site de captage de Néblon a été confié à l'AM Franki-Sodraep. Les travaux commenceront début 2012 avec une échéance prévue en 2014.

Les travaux de construction de la station de refoulement de Modave (financés par VIVAQUA) ont commencé en août 2010. Ils seront terminés en 2012.

Politique générale de la qualité de l'eau, une attention au quotidien

Comme chaque année, les 14 agents du laboratoire ont continué à se consacrer au contrôle et à l'analyse des eaux produites et distribuées.

Ainsi, l'équipe des 6 échantillonneurs-chlorateurs s'est chargée de prélever journellement des échantillons d'eau en plus de 400 points définis situés sur l'ensemble du réseau (allant du captage au robinet du consommateur en passant par les réservoirs et châteaux d'eau). Elle assure également des missions liées à la désinfection de l'eau.

Le personnel technique du laboratoire a ainsi géré environ 17.000 échantillons.

Les prélèvements domestiques sont, selon les dispositions du Code de l'Eau, principalement effectués au niveau du robinet d'eau froide normalement utilisé par le consommateur à des fins alimentaires.

Les quelque 150.000 essais effectués dans les domaines de la chimie et de la bactériologie révèlent que les eaux distribuées par la CILE respectent en tous points les législations européennes et régionales en ces matières.

Qualité de l'eau

Le fait de pouvoir garantir à ses clients un approvisionnement en eau constant et continu, tout en leur assurant une garantie sur sa qualité, fait partie intégrante des valeurs défendues par la CILE.

L'évolution à la hausse des teneurs en nitrates au niveau des galeries de la Hesbaye, ainsi que l'issue incertaine de l'évolution de la concentration en certains produits phytosanitaires, avait incité nos instances 2010 à approuver la mise en place de stations de traitement de dénitrification et d'abattement des pesticides. En complément à cette problématique, il avait été décidé de continuer à se pencher sur la possibilité de pratiquer un adoucissement de l'eau de certaines de nos ressources.

Dès juillet 2011, une association momentanée constituée entre les bureaux d'Etudes Merlin (Lyon), spécialisé dans le domaine du traitement de l'eau, et Greisch (Liège), pour la partie génie civil, a été notifiée pour une triple mission.

La réalisation d'une étude devant permettre à nos instances de statuer sur la filière à retenir pour atteindre

les objectifs précités au niveau de nos principaux centres de production d'eau issue de la Hesbaye (Ans et Hollogne). Les décisions sont attendues courant du premier trimestre 2012 ;

- L'élaboration du dossier pour l'obtention du permis unique et assistance dans la rédaction du cahier des charges pour la réalisation;
- Le suivi des chantiers pendant les phases réalisations (fin des travaux prévus courant 2015).

Parallèlement, un marché concernant la réalisation d'une unité de dénitrification et d'abattement des pesticides, éventuellement complétée d'un adoucissement (fonction des résultats de l'étude réalisée par Merlin/Greisch), au niveau d'un pompage sur la galerie qui nous permettra d'alimenter les stations actuelles de Waroux et Xhendremael ; a été lancé. La fin de l'étude est prévue pour le second semestre de 2012 et la pleine réalisation fin 2014, début 2015.

Enfin, l'étude de la modification de l'alimentation de la prison de Lantin en vue de son alimentation par une eau traitée sur une des usines précitées a débuté au sein de nos services.

Dans l'attente de la mise en service de ces stations, si les teneurs en nitrates devaient continuer à évoluer défavorablement en Hesbaye, les travaux de sécurisation de nos principaux centres de production à Ans et Hollogne nous permettraient de réaliser un abattement via un mélange avec des eaux plus pauvres en nitrates (le dernier lot de pose est en cours de réalisation et devrait être terminé pour juin 2012).

De même, les travaux liés à la sécurisation d'approvisionnement des entités alimentées par la conduite d'adduction du Néblon ont également bien avancé et se poursuivent (voir chapitre consacré à ce sujet).

A côté de ces projets, la CILE continue à s'investir dans une procédure d'élimination systématique du contact entre le plomb des conduites de raccordement et l'eau.

Protection des captages

1. Délimitation des zones de prévention

- Captages de Hesbaye : Le dossier doit être présenté devant le Comité des Experts de la SPGE lorsque ce dernier aura été constitué.
- Captages de Pêchet : Les résultats de l'étude ont été soumis à l'Administration. Le programme d'actions est en cours d'élaboration.
- Captage de Triffoy: Le dossier a été finalisé. Il sera introduit auprès de la SPGE dans le courant de l'année 2012.
- Captage de Saint-Pierre : La mise hors service de la prise d'eau est proposée à la SPGE et à l'Administration au profit d'une sécurisation des réseaux de distribution par le Néblon, via le futur réservoir de Warzée et la liaison avec les prises d'eau de Vivaqua à Modave.
- » Captages de Visé : Un inventaire du programme d'actions est en cours de réalisation.

2. Travaux en zone de prévention

- Captages du Néblon: Une assistance a été apportée par le service aux agriculteurs concernés en vue de la mise en conformité de leurs dépôts de mazout de roulage. Deux dossiers ont été transmis et approuvés par la SPGE. La mise en conformité de deux réservoirs enterrés est toujours en attente d'une clarification de la Région wallonne sur le matériel à mettre en place. En ce qui concerne l'assainissement des eaux usées, les résultats de l'étude de zone sont actuellement soumis à l'approbation du Ministre.
- Captage de Saint-Pierre : Les travaux de mise en conformité sont suspendus en raison de la proposition de mise hors service de la prise d'eau.

3. Surveillance des zones de captage

En 2011, le service a analysé et remis un avis sur 369 dossiers concernant des demandes de permis unique, d'urbanisme ou d'environnement, comprenant :

- 313 demandes de permis d'urbanisme (250 logements, 48 bâtiments industriels, 9 exploitations agricoles, 5 projets de lotissement et 1 projet de remembrement);
- 36 demandes de permis d'environnement et unique, dont 4 exploitations agricoles;
- 4 demandes de permis de forages de prise d'eau ou géothermiques ;
- » 1 demande relative à une déclaration de classe 3 ;
- 3 15 dossiers concernant des demandes d'avis divers, le suivi de dossiers de longue durée ou des incidents de pollution en zone de prévention.

Les agents ont maintenu des contacts étroits avec les administrations des communes dont le territoire est situé en zone de prévention des captages, réalisant par ailleurs diverses actions de sensibilisation à l'attention de particuliers, d'architectes, d'entrepreneurs, d'agriculteurs ou de conseillers en environnement dans des PME. Ils ont visité 13 stations de ravitaillement en carburant non destinées à la vente au public, 8 prises d'eau privées par forage, 121 anciens puits particuliers ainsi qu'une sélection de 114 chantiers afin de vérifier le suivi des avis rendus. Ils ont assuré la surveillance de 37 piézomètres et 11 bouchons obturateurs ont été modifiés afin d'améliorer la protection de ceux qui sont proches de nos prises d'eau.

La surveillance générale des zones de captage a représenté 25 tournées au Néblon, 11 à Saint-Pierre et 40 en Hesbaye. A Pechet, 44 tournées de surveillance ont été réalisées conformément au plan de gestion des risques (HACCP), de la ressource à l'entrée de l'usine d'embouteillage, tandis que l'ensemble des zones boisées ont été visitées 4 fois en étroite concertation avec le département Nature et Forêt de la Région wallonne.

Un tour de garde est organisé pour réagir aux incidents de pollution dans les zones de prévention. Le Plan Interne d'Urgence et d'Intervention a été activé dans 10 cas.

4. Surveillance d'installations particulières

Le service a traité 17 dossiers particuliers nécessitant un suivi à long terme tel que l'assainissement de sites contaminés ou des dossiers pour lesquels des procédures administratives ou judiciaires sont en cours. Un dossier a été clôturé concernant l'assainissement d'un terrain pollué par une activité de valorisation d'épaves de véhicules automoteurs à Awans.

L'importante pollution des eaux souterraines par des solvants à Loncin (Ans) a continué à mobiliser l'attention. Le plan d'assainissement déposé par l'entreprise ayant été approuvé par le Ministre, les travaux devraient débuter dans le courant de l'année 2012.

Divers recours, ainsi qu'une requête en suspension et annulation devant le Conseil d'Etat, ont été déposés contre un permis autorisant une importante prise d'eau privée dans le projet de zone de prévention des galeries de Hesbaye. Une expertise judiciaire a par ailleurs été poursuivie dans le cadre de l'exploitation d'une importante plate-forme de compostage de déchets verts à Jeneffe (Donceel).

5. Sûreté des ouvrages

Les tournées de surveillance aléatoire des ouvrages jugés sensibles de la CILE, suspendues en 2010 à la suite du départ de l'ouvrier chargé de la mission, ont été rétablies en 2011 à raison de 2 jours par semaine.

6. Participation à divers programmes ou organismes

Le service assure toujours la représentation d'AQUAWAL au Conseil d'Administration de NITRAWAL. Il assure



également la représentation permanente de la CILE au Conseil d'Administration de PROTECTIS, filiale de la SPGE au sein de laquelle la CILE détient des participations.

Il est présent dans les commissions consultatives de l'Eau et des Déchets ainsi que dans divers programmes ou organismes tels que les comités d'accompagnement de l'Observatoire des Eaux souterraines, de l'Etude de l'influence potentielle entre des carrières et certaines prises d'eau et de l'a.s.b.l. du Contrat de Rivière de Meuse Aval au sein duquel il contribue à la réalisation du programme d'actions 2011-2013.

Il assume également la présidence de la Commission VI « Eau, Industrie et Agriculture » d'AQUAWAL ainsi que la coordination du groupe de travail « Protection des captages » au sein de la Commission I. Il participe à diverses évaluations concernant la mise en place du Programme de Gestion durable de l'Azote en agriculture ainsi qu'au groupe d'experts mis en place en 2011 au sein d'Aquawal pour le suivi de la politique relative à l'usage des pesticides.

7. Etat des ressources

Le service suit le niveau des nappes aquifères en relevant régulièrement une sélection de piézomètres, tenant et analysant les courbes d'évolution. Près de 180 relevés ont été réalisés sur une douzaine de piézomètres en Hesbaye et dans le Condroz.

L'évolution des nitrates est également suivie.

8. Divers

- » Suivi et mise à jour du Plan Interne d'Urgence et d'Intervention.
- Suivi des travaux de pose de la nouvelle adduction dans la zone de prévention du Néblon et devant la galerie Principale. Evaluation et anticipation des impacts éventuels sur le débit et la qualité de l'eau.
- » Suivi de l'attribution de deux lots de bois au Néblon, de l'abattage, du débardage et de l'évacuation des bois ainsi que du broyage des rémanents.
- Inventaire, sélection et marquage d'arbres à abattre en vue de la sécurisation d'un versant boisé.
 Cahier des charges et suivi des travaux.
- Extension et application d'un programme de surveillance type « HACCP » de la zone de prévention du Néblon.
- Poursuite de la collaboration avec l'asbl NITRAWAL pour le conseil et le suivi des pratiques culturales de 22 agriculteurs dans la zone de prévention des galeries du Néblon. Réception et analyse des premiers résultats.
- » Participation aux négociations pour une collaboration avec la SWDE dans le cadre de l'élaboration d'un schéma directeur régional de production.
- Préparation d'un projet d'assistance pour l'amélioration de l'accès à l'eau de la localité de Pasorapa en Bolivie. Définition des phases du projet et description des tâches correspondantes, négociation des termes de l'accord de partenariat avec le partenaire bolivien.
- » Informatisation des plans de situation des zones de prévention. Réalisation d'une application cartographique sur Google Earth.
- Evaluation des bases de données existantes. Révision des structures et des outils en vue d'en améliorer la présentation, l'exploitation et la convivialité.

Activité de distribution

Etudes

Principales études terminées en 2011 - budgets engagés en 2011

ADDUCTION

- » Saint-Nicolas Liège :Rue Saint-Nicolas (pie Adduction) ;
- » Liège (Wandre): Rue de Visé (Phase 2 Adduction);
- » Néblon : Remaniement hydraulique aménagement de 5 CV.

Ces études pour le département de l'adduction, qui ont été terminées en 2011, ont généré un engagement estimé à 3.364.000 EUR.

DISTRIBUTION

- » Ans: Rue Defize Rue du Cimetière Rue Monfort Rue Servais;
- » Blegny: Rue Champs de Pihot Rue de Booze;
- » Chaudfontaine: Av. des Thermes Av. du Bout du Monde et ch. Des Roches;
- » Rue de la Loignerie Rues Mutualité, Coopération et Dejardin ;
- » Flémalle : Rue des Moulins (déplacement pour A.I.D.E.) ;
- » Fléron: Rue Churchill Rue des Aubépines ;
- » Grâce-Hollogne : Rue de Jemeppe Rénovation du château d'eau des Champs (mise à jour) ;
- » Hamoir : Rues Ravenne et Pré Limbor ;
- » Herstal: Rue Campagne de la Bance (Travaux A.I.D.E.);
- » Huy : Rue Camps de Corroy Rue Chefaïd Rues des Tanneurs et des Forges (travaux A.I.D.E. Collecteur du Hoyoux);
- » Liège: Rue du Moulin Rue Saint-Nicolas (pie Distribution) Voie Melote (Hydrphore « Bassin ») Rue de Visé (Phase 2 distribution);
- » Saint-Nicolas: Rue de la Digue et quai des Carmes (travaux A.I.D.E.);
- » Seraing: Rues Nihar, Baivy et des Mineurs Rue Couperin Rue des Briqueteries;
- Visé : Allée Verte Rue Sabaré.

Ces études pour le département de la distribution, qui ont été terminées en 2011, ont généré un engagement estimé à 10.208.000 EUR.

Etudes menées en 2011 - budgets à engager en 2012

ADDUCTION

- » Ans : Bypass entre l'arrivée de Eupen et la centrale de refoulement (Site de production d'Ans) ;
- » Liège (Rocourt) : Démolition et reconstruction de la tourelle du puits n°10 ;
- » Fexhe-le-haut-Clocher : Démolition et reconstruction de la tourelle du puits n° 2 ;
- Grâce-Hollogne (Bierset) :Démolition et reconstruction de la tourelle du puits n° 4.

Ces études pour le département de l'adduction, terminées en 2011, généreront un engagement estimé à 411.000 EUR.

DISTRIBUTION

- » Anthisnes : Chaussée du Paradis ;
- Beyne-Heusay : Rue des Papillards ;
- » Grâce-Hollogne : Rue Bois Malette ;
- Seraing : Rues du Charbonnage et des 6 Bonniers (Bd. Urbain) ;
- » Herstal : Rue Malvoie ;

- Liège: Quai de Meuse (rive Gauche), av. Blonden, ... (travaux du S.P.W.);
- » Visé: Rue Sabaré;
- » CILE : Création de 9 places de parking au siège social ;
- » CILE : Création de 17 places de parking sous le pont SPW à proximité du siège social.

Ces études pour le département de la distribution, terminées en 2011, nécessitent un engagement estimé à 2.735.000 EUR.

Dédoublement de l'adduction du Néblon (Etude en sous-traitance par VIVAQUA)

Etudes menées depuis 2009 et terminées en 2010 par VIVAQUA dans le cadre du GIE :

» Phase II.a.1: Tronçon de Hénifontaine à « La Salle ».

Etudes débutées en 2011 par VIVAQUA dans le cadre du GIE et toujours en cours :

- Phase II.a.2 et II.c : Tronçon de « La Salle Plainevaux Bol d'Air ;
- » Phase III : Tronçon de Bol d'Air Liège (Angleur).

Etudes de projets de lotissements et projets associés

En 2011, la cellule lotissements a instruit 65 dossiers d'avant-projet et a étudié et facturé 9 projets de lotissements et de zones industrielles pour un montant total de 37.179 EUR.

Prestations de géomètre

En 2011, la cellule « géomètre » du bureau d'études a réalisé 22 levés de voirie et autant de tracés de fonds de plans ont été réalisés, représentant un total de 5.800 mètres, en préparation d'études de projets de distribution et/ou d'adduction d'eau.

De plus, 6 nivellements de parcelles ont été exécutés dans le cadre d'études de construction ou de réhabilitation d'ouvrages de la CILE.

3 levés après pose « AS-BUILT » de 940 mètres ont été réalisés à la demande de la cellule « cartographie ».

2 plans d'emprises et 3 plans d'expropriation ont été dressés pour le compte de la cellule du patrimoine.

Surveillance et suivi de travaux

Travaux de renouvellement d'installations d'adduction et de distribution

Les travaux de renouvellement complets et terminés (hors dédoublement de l'adduction du Néblon) de nos installations ont généré un investissement global de près de 5,08 millions EUR en 2011 contre 2,73 millions EUR en 2010.

Il s'agit des chantiers suivants :

ADDUCTION

- » Liège (Angleur): Rue de la Belle Jardinière ;
- Ouffet : CV de Néblon-le-Pierreux.

DISTRIBUTION

- » Blegny : Rue Cahorday ;
- Chaudfontaine : Pont du Casino ;
- Esneux : Chemin des Crêtes ;

- Esneux : Devant-Rosière ;
- » Flémalle : Liaison Jemeppe-Flémalle ;
- » Hamoir : Rue du Vieux Moulin ;
- » Herstal: Place J. Jaurès, rues Lemeunier et Dumonceau;
- » Herstal: Rues Visé-Voie, des Colombiers et des Champs;
- » Huy: Rue Vankeerbergen;
- Huy : Rue de l'Eglise ;
- » Liège : Avenue de la Rousselière ;
- » Liège : Rue Mandeville ;
- » Liège : Quai de la Batte (passage sous la passerelle) ;
- Marchin: Rues Grand'Sart et Nalonsart;
- » Saint-Nicolas: Rue Malgarny (pont INFRABEL);
- Seraing : Rue Davio ;
- Seraing : Rue Plainevaux (Phase 2).

L'ensemble des chantiers réceptionnés en 2011 représente la pose de 11.214 m de conduites de DN 60 à DN 500 et le renouvellement de 640 branchements (dont 178 anciennement en plomb).

Cependant, d'autres chantiers, terminés durant l'année écoulée, n'ont pu être clôturés financièrement en 2011, à savoir :

ADDUCTION

» Liège: Rue de l'Enfer.

DISTRIBUTION

» Saint-Nicolas: Rue Neuvice.

Les données statistiques de ces chantiers, terminés mais non encore clôturés, seront reportées au prochain rapport annuel.

Enfin, certains chantiers ont été entamés en 2011 et nécessitent la poursuite de leur exécution en 2012, à savoir :

ADDUCTION

- » Ans Thiba: Liaison adduction Eupen lot 5 (débuté en 2010);
- » Seraing : Rues de la Démocratie, des Trixhes et de l'Egalité (partie Adduction) ;
- » Liège (Wandre): Rue de Visé (Phase 1 Adduction);
- » Liège : Rue Bois Saint-Gilles ;
- » Liège (Sclessin): Rue de l'Hippodrome.

DISTRIBUTION

- » Ans: Rue Servais;
- » Ans : Rues du Cimetière et Monfort ;
- » Beyne-Heusay : Grand'Route (Phase 1) ;
- » Blegny : Rue Gobcé ;
- » Blegny-Liège-Visé : Route du Pays de Liège ;
- » Chaudfontaine: Rue Fond des Cris;
- » Chaudfontaine : Quartier Basse Ransy ;
- » Comblain-au-Pont : Cité Kepenne Rue du Vicinal ;
- » Herstal : Rues Basse-Préalle et Charlemagne ;
- » Huy: Rues Saint-Victor, Saint-Hiliaire et av. des Fossés;
- » Huy: Chaussée des Forges, av. du Hoyoux et rue des Tanneurs;
- » Liège (Jupille) : Rues du Couvent et de Fléron ;
- » Liège (Wandre); Rue de Visé (Phase 1 Distribution);





» Seraing: Rue Vecquée;

» Seraing : Rues de la Démocratie, des Trixhes et de l'Egalité (partie Distribution);

» Visé: Rue de la Carrière (débuté en 2010).

Surveillance du chantier de dédoublement de l'adduction du Néblon

Le chantier de dédoublement de l'adduction du Néblon a débuté en août 2009.

Le lot 1a a été terminé en 2010 (tronçon de conduites entre Anthisnes et Elemelle et tronçon local à Modave). Pour rappel, la longueur totale de ce tronçon est de 10.600 mètres de conduites de DN 600 à 700 FD.

Le lot 1b (tronçon de conduite de DN.700 FD entre Ellemelle – Warzée – Néblon) a été réalisé en 2011 mais non encore réceptionné provisoirement. La longueur totale de ce tronçon est de 8.100 mètres.

Le lot 1d (tronçon de conduite de DN.400 FD entre Anthisnes à Poulseur) a débuté en 2011 et se poursuivra en 2012. En 2011, 460 mètres de conduite ont été posés.

A noter que les travaux de construction du réservoir de Warzée, faisant partie intégrante du projet global de dédoublement de l'adduction du Néblon, ont débuté en 2010, se sont poursuivis en 2011 et se termineront dans le courant de l'année 2012. Toutefois, la surveillance de ce chantier a été confiée à VIVAQUA.

Surveillance des chantiers d'équipement de lotissements et zoning

10 chantiers d'équipement de lotissements et de zoning industriels ont été surveillés et clôturés financièrement en 2011.

L'équipement de ces lotissements a nécessité la pose de 5.868 mètres de conduites de DN 80 mm à DN 200 mm pour un montant global de 716.346 EUR, contre 444.269 EUR en 2010 et 366.197 EUR en 2009.

Les statistiques des chantiers d'équipement de lotissements et de zoning terminés en 2011 mais non clôturés financièrement seront reportées au prochain rapport annuel.

Cartographie

En 2011, l'activité de la cellule « cartographie » du bureau d'études s'est répartie comme suit :

- » Réponse aux courriers de demandes de renseignements : 63 % ;
- » Mise à jour des plans de fonctionnement des réseaux : 12 % ;
- Repérages de conduites sur terrain et reports sur plans : 11 % ;
- Scannérisation de plans et croquis et classement : 4 % ;
- Tirages et impressions de plans : 2 % ;
- » Réunions, formations et divers : 2 % ;

Soit:

- 3.060 courriers de réponse traités, contre une moyenne de 2.550 lettres entre 2002 et 2010;
- 285 mises à jour de plans de fonctionnement des réseaux ;
- 16 Km de conduites repérées sur terrain ;
- 4.300 nouveaux plans et croquis inventoriés et scannés ;
- 9.000 croquis scannés mais non encore indexés ;
- » 2.000 croquis triés mais non encore scannés ni indexés.

Travaux initiés par la cellule plomb et les secteurs

Renouvellement de conduites vétustes et extensions de réseaux :

Un investissement global de 2,283 million EUR a été consacré aux chantiers de renouvellement complet de nos installations ainsi qu'aux chantiers d'extensions, et plus précisément :

- un montant de 1.054.024 EUR pour la pose ou le remplacement de 5.828 m de conduites de DN50 à DN150 mm;
- » un montant de 897.898 EUR pour le remplacement de 597 raccordements particuliers en plomb ;
- un montant de 304.314 EUR pour le remplacement de 247 raccordements particuliers autres qu'en plomb (acier, fonte,...);
- » un montant de 26.657 EUR pour la pose de 14 nouvelles vannes de sectionnement.

Renouvellement et/ou réhabilitation de branchements en plomb :

La cellule spécifique mise en place pour atteindre l'objectif a pris en charge le remplacement et/ou la réhabilitation de 2.194 branchements en plomb.

En tenant compte également des bouts et nourrices en plomb remplacés lors de diverses interventions, ce sont 2.949 branchements qui ont été remplacés ou réhabilités durant l'année écoulée.

Maintenance des réseaux

Travaux d'entretien de réseaux Interventions sur raccordements, conduites et vannes

	Raccordements	Conduites	Vannes
2003	2.659	793	369
2004	2.715	654	366
2005	2.780	744	593
2006	3.069	748	503
2007	3.012	703	414
2008	2.782	615	343
2009	2.956	892	351
2010	3.209	799	225
2011	3.233	720	282

Le nombre d'interventions sur raccordements reste comparable à 2010, les interventions sur conduites et vannes sont dans la moyenne des années précédentes.

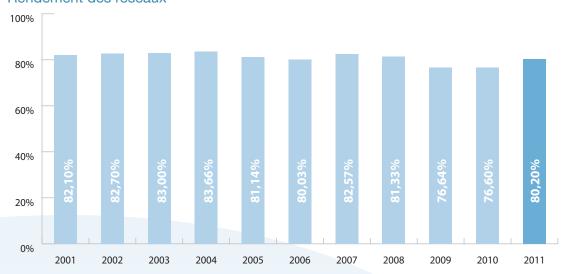
Evolution des travaux sur branchements

	Nouveaux branchements	Modifications de branchements	Pose de compteurs supplémentaires
2003	795	100	516
2004	817	80	974
2005	845	108	1.296
2006	891	126	2.417
2007	864	75	2.450
2008	739	66	2.129
2009	858	83	1.729
2010	730	73	2.055
2011	822	72	1.944

Le nombre de nouveaux raccordements se situe à nouveau dans la moyenne 2003-2009 et le nombre de compteurs supplémentaires installés reste élevé, confirmant les effets du Décret du 12 février 2004 (Article D.197 du Code de l'eau modifié par l'article 13 du Décret du 7/11/2007-MB du 19/12/2007) visant à l'individualisation des consommations par foyer.



Rendement des réseaux



Nous constatons en 2011 une forte amélioration du rendement global des réseaux de distribution. Elle est la conséquence d'un traitement particulier, sur 2 axes majeurs :

- 1. l'intensification et priorisation des recherches de fuites, principalement sur les grands réseaux urbains,
- 2. la réorganisation et l'optimalisation quantitative et qualitative de la mutation des compteurs.

De plus, 2011 a été une année à la météorologie relativement clémente, donc moins contraignante pour les installations souterraines.

La gestion administrative

Nos services ont procédé aux relevés des index des 244.844 compteurs actuellement en service.

192.682 relevés annuels ont été effectués parmi lesquels 75.315 index ont été affichés par le client lors du passage du releveur (40,42 %), tandis que 73.898 ont été vus par nos indexiers (38,35 %). Les 43.469 restants résultent d'une absence du client ou d'une inaccessibilité du compteur lors du passage de l'indexier.

Il convient néanmoins d'ajouter les 46.872 index qui ont été communiqués avant le passage du releveur, principalement grâce au site web, ainsi que tous les index qui sont lus dans le cadre des enquêtes, des relevés trimestriels, des relevés difficiles, des bassins laveurs, etc. Ce qui porte le taux d'index vus à près de 41 %.

Si le relevé d'index a lieu une fois par an, les indexiers n'ont pas toujours accès de visu au compteur. La législation nous impose cependant ce contrôle direct une fois tous les 5 ans. 98% de nos clients nous ont rendu cet accès possible durant cette période, ce qui représente un taux de référence face aux contraintes de terrain (maisons vides, trapes d'accès en voirie, ...).

A l'instar des exercices précédents, nous relevons une diminution des volumes facturés. En 2010, ceux-ci s'élevaient à 25.657.122 m³ tandis qu'en 2011 quelque 25.582.434 m³ ont fait l'objet d'une facturation.

La consommation moyenne globale (domestique et non domestique confondues) par an et par habitant s'élève à 45,74 m³.

973.605 factures pour consommation d'eau ont été émises. En matière de recouvrement des créances, elles ont entraîné l'envoi de 138.887 rappels, 78.755 (domestiques) + 3.202 (non domestiques) mises en demeure et 9.887 mises en demeure via avocat pour un solde de 2.793.538 EUR.

34,8 % des factures sont domiciliées.

Au cours de l'année écoulée, des termes et délais ont été accordés à 22.062 demandeurs, contre 19.113 en 2010; 108 demandes de dégrèvement dont 95 accordés pour un montant de 107.014,72 EUR (154.775,92 EUR HTVA en termes de C.V.A.); contre 112 en 2010. 145 coupures pour non paiement (95 en 2010) ont été effectuées pour consommations non domestiques, tandis que 632 interruptions de fourniture ont été réalisées pour consommations domestiques suite à un jugement; 26.006 clôtures de compte ont été traitées.

Afin d'éviter de grever davantage certains dossiers contentieux de frais judiciaires souvent importants, nous avons poursuivi notre action de placement de réducteurs de débit. Cette politique a permis de traiter quelque 7.906 dossiers contre 10.332 en 2010. Cette diminution est liée principalement à l'augmentation des seuils du recouvrement.

Cette procédure continue à générer des résultats encourageants, puisque pas moins de 73,2% (74% en 2010) des dossiers ont été réglés, évitant ainsi à ces consommateurs des poursuites judiciaires et frais y afférents.

La gestion des créances requiert une analyse plus pointue de ces dossiers avant de les remettre à notre conseil aux fins de poursuivre par voie judiciaire

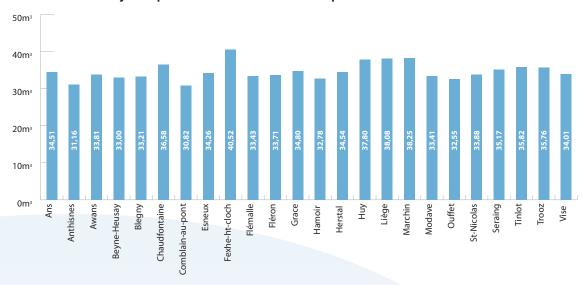
D'autres solutions sont toujours envisagées, telles que l'intensification de la pose de réducteurs de débit, le placement de compteurs à carte, pour autant que ce dernier matériel soit encore disponible sur le marché.

La clientèle

2011	Nomb	ore de m³ consom	ımés	TOTAL: clientèle domestique et non domestique confondues			
ENTITES	Clientèle domestique	Clientèle non- domestique	TOTAL clientèle	Nombre abonnés	population	m³/An/ Habitant	
ANS	957.114	204.312	1.161.426	12.643	27.736	41,87	
ANTHISNES	127.831	22.418	150.249	1.831	4.103	36,62	
AWANS	303.810	78.837	382.647	3.867	8.987	42,58	
BEYNE-HEUSAY	396.824	31.625	428.449	5.429	12.024	35,63	
BLEGNY	435.820	155.834	591.654	5.518	13.122	45,09	
CHAUDFONTAINE	768.462	174.976	943.438	9.126	21.005	44,91	
COMBLAIN-AU-PONT	165.152	31.117	196.269	2.471	5.359	36,62	
ESNEUX	453.699	82.552	536.251	5.857	13.243	40,49	
FEXHE-HT-CLOCH	131.921	20.357	152.278	1.350	3.256	46,77	
FLÉMALLE	853.654	179.919	1.033.573	12.538	25.532	40,48	
FLÉRON	549.397	73.845	623.242	6.834	16.297	38,24	
GRACE-HOLLOGNE	772.659	651.650	1.424.309	9.992	22.206	64,14	
HAMOIR	124.761	80.922	205.683	1.803	3.806	54,04	
HERSTAL	1.354.909	223.908	1.578.817	16.769	39.224	40,25	
HUY	809.656	204.220	1.013.876	9.350	21.422	47,33	
LIÈGE	7.498.866	2.057.796	9.556.662	83.165	196.925	48,53	
MARCHIN	200.821	56.054	256.875	2.307	5.250	48,93	
MODAVE	120.791	38.546	159.337	1.529	3.615	44,08	
OUFFET	59.436	24.466	83.902	829	1.826	45,95	
ST-NICOLAS	793.134	98.167	891.301	10.366	23.409	38,08	
SERAING	2.242.004	731.022	2.973.026	29.602	63.754	46,63	
TINLOT	29.158	7.465	36.623	347	814	44,99	
TROOZ	299.452	27.573	327.025	3.620	8.374	39,05	
VISE	590.434	254.445	844.879	7.701	17.359	48,67	
Sous-total	20.039.765	5.512.026	25.551.791	244.844	558.648	45,74	
Cols de cygne			30.643				
TOTAL			25.582.434	244.844	558.648		

47

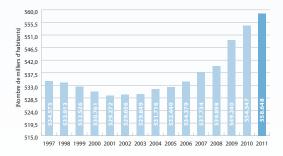
Consommation moyenne par habitant clientèle domestique



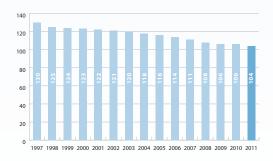
Consommation d'eau

Année	Population desservie	Compteurs en service	Consommations	Nombre d'abonnés	Moyenne (m³) par abonné
1997	534.575	217.431	28.137.520	215.955	130
1998	533.913	218.732	27.183.982	217.483	125
1999	532.526	220.006	27.200.612	218.866	124
2000	530.761	221.367	27.101.369	220.402	123
2001	529.272	222.887	27.101.214	221.616	122
2002	529.656	224.173	26.927.109	222.922	121
2003	529.849	225.244	26.904.256	224.292	120
2004	531.716	227.007	26.641.055	225.680	118
2005	532.440	228.760	26.496.596	227.566	116
2006	534.379	231.713	26.309.608	230.087	114
2007	537.734	234.878	25.953.594	233.032	111
2008	539.898	237.887	25.528.563	236.489	108
2009	549.240	240.457	25.394.526	239.210	106
2010	554.347	243.866	25.657.122	242.533	106
2011	558.648	245.952	25.582.434	244.844	104

Population desservie



Evolution de la consommation moyenne





Le fonds social 2011

Le "Fonds social de l'eau" constitue un mécanisme financier dont le fonctionnement repose sur la participation active des distributeurs d'eau, des C.P.A.S. et de la SPGE. Ce mécanisme sert uniquement à intervenir dans le paiement des factures d'eau des consommateurs en difficulté de paiement.

A raison des consommations 2010 valorisées à 0,0125 / m³, la contribution au fonds social pour l'exercice 2011 s'élève à 318.355.63 EUR dont :

- » 270.602,28 EUR destinés aux droits de tirage des C.P.A.S. (85%);
- 31.835,56 EUR destinés à la couverture des frais de fonctionnement des C.P.A.S. et S.P.G.E. (10%):
- 15.917,78 EUR destinés aux fonds pour améliorations techniques (5%).

Sur base de l'indice santé, les interventions sur les droits de tirage des C.P.A.S. en faveur des consommateurs en difficulté de paiement sont indexées chaque année au 1er janvier et arrondies à l'euro.

Ainsi au 1er janvier 2011, d'une part le montant de l'intervention annuelle par famille limité en 2010 à 282 EUR est passé à 287 EUR, et d'autre part l'intervention complémentaire octroyée à partir de la 4ème personne faisant partie du ménage du consommateur en difficulté de paiement est passée de 85 EUR à 86 EUR.

Rappelons également que le montant de l'intervention peut être supérieur à ces maxima :

- dans le cas d'une fuite provoquant une surconsommation et moyennant un avis favorable du distributeur;
- » pour un usager qui a cumulé plusieurs années d'arriérés de paiement sans avoir solliciter l'intervention du fonds chaque année ;
- dans le cas d'une situation exceptionnelle ou d'une difficulté financière temporaire connue du C.P.A.S.

Précisons que les frais réclamés après la mise en demeure avocat (frais de justice,...) ne peuvent pas être auprès par le biais du Fonds social wallon.

Bilan

Au cours de cet exercice, le Service Clientèle a traité 1542 demandes de droit de tirage.

Le crédit initial inscrit au Fonds Social wallon de l'eau pour 2011 était de 270.602,28 EUR

Cette dotation a été utilisée durant cet exercice à concurrence de 265.900,48 EUR, soit 98,3% d'utilisation et ce au travers de 1305 demandes de droit de tirage.

L'intervention moyenne par droit de tirage via le fonds social wallon s'élève à 203,76 EUR par ménage (tableau 1)

N.B.: le solde non utilisé au 31 décembre 2011 soit 4.701,80 EUR a été reversé à la S.P.G.E. pour répartition ultérieure sur base des critères régionaux d'allocation.

En plus, par la répartition régionale de l'excédent du fonds social 2010 (tableau 2), les C.P.A.S. de nos Villes et Communes associées ont bénéficié d'une allocation complémentaire.

Au solde restant au 31/12/2010, soit 96.394,74 EUR est venu s'ajouter la dotation territoriale 2011 (excédents des droits de tirage non utilisés en 2010), à concurrence de 29.436,64 EUR, totalisant ainsi un disponible de 125.831,38 EUR.

Le droit de tirage exercé sur cette deuxième répartition s'est élevé à 39.404,65 EUR, soit un pourcentage moyen de 133,9 %, et de 31,3 % du disponible total et ce, au travers de 191 demandes d'interventions financières supplémentaires.

Par ailleurs, en raison de l'épuisement des sommes allouées par la première dotation, voire de l'utilisation complète de l'allocation régionale complémentaire, 46 demandes d'intervention ont été sollicitées et satisfaites via le reliquat disponible sur le Fond Social volontaire CILE (tableau 3).

Fonds social wallon 2011

	Dotation 2011	Montant utilisé	Nombre de demandes	Solde au 31/12/2011	% utilisé	Moyenne/demande
ANS	10.609,01 €	10.609,01 €	37	0,00 €	100,0%	286,73 €
ANTHISNES	904,32 €	904,32 €	6	0,00€	100,0%	150,72€
AWANS	2.383,74 €	2.383,74 €	16	0,00€	100,0%	148,98 €
BEYNE-HEUSAY	4.507,52 €	4.507,52 €	24	0,00€	100,0%	187,81 €
BLEGNY	2.686,40 €	2.043,45 €	12	642,95 €	76,1%	170,29€
CHAUDFONTAINE	5.718,75€	5.718,75€	39	0,00€	100,0%	146,63 €
COMBLAIN-AU-PONT	1.829,75 €	1.829,75 €	9	0,00€	100,0%	203,31 €
ESNEUX	3.523,80€	589,56 €	3	2.934,24 €	16,7%	196,52 €
FEXHE-LE-HtCLOCHER	786,96 €	786,96 €	8	0,00€	100,0%	98,37 €
FLEMALLE	13.048,20€	13.048,20 €	64	0,00€	100,0%	203,88 €
FLERON	5.481,34 €	5.481,34 €	44	0,00€	100,0%	124,58 €
GRÂCE-HOLLOGNE	10.013,71 €	9.134,27 €	41	879,44 €	91,2%	222,79 €
HAMOIR	1.171,83 €	1.171,83€	7	0,00€	100,0%	167,40 €
HERSTAL	17.644,65 €	17.644,65 €	75	0,00€	100,0%	235,26 €
HUY	10.725,58 €	10.725,58 €	61	0,00€	100,0%	175,83 €
LIEGE	114.677,48 €	114.677,48 €	548	0,00€	100,0%	209,27 €
MARCHIN	1.850,07 €	1.828,80 €	10	21,27 €	98,9%	182,88€
MODAVE	1.051,98€	1.051,98€	4	0,00€	100,0%	263,00 €
OUFFET	97,06€	97,06€	1	0,00€	100,0%	97,06€
SAINT-NICOLAS	12.073,12€	11.849,22 €	82	223,90 €	98,1%	144,50 €
SERAING	40.046,69 €	40.046,69 €	143	0,00€	100,0%	280,05€
TINLOT	313,37 €	313,37 €	3	0,00€	100,0%	104,46 €
TROOZ	2.996,66 €	2.996,66 €	22	0,00€	100,0%	136,21 €
VISE	6.460,29 €	6.460,29 €	46	0,00€	100,0%	140,44 €
TOTAL	270.602,28 €	265.900,48 €	1.305	4.701,80 €	98,3%	203,76 €

Fonds social - dotation territoriale 2011

	Solde restant au 31/12/2010	Dotation 2011	Solde disponible au 01/01/2011	Montant utilisé	Solde au 31/12/2011	Nombre de Demandes	% utilisé du disponible au 01/01/2011	% utilisé de la dotation 2011
ANS	13.305,75 €	1.261,63€	14.567,38 €	2.529,71 €	12.037,67 €	11	17,4%	200,5%
ANTHISNES	1.349,77 €	79,48 €	1.429,25 €	68,24 €	1.361,01 €	1	4,8%	85,9%
AWANS	3.879,12 €	219,94 €	4.099,06 €	126,58 €	3.972,48 €	2	3,1%	57,6%
BEYNE-HEUSAY	- €	455,83€	455,83 €	455,83 €	- €	2	100,0%	100,0%
BLEGNY	2.261,98 €	202,90 €	2.464,88 €	- €	2.464,88 €	0	0,0%	0,0%
CHAUDFONTAINE	10,26 €	638,99 €	649,25€	616,78€	32,47 €	6	95,0%	96,5%
COMBLAIN-AU-PONT	4.370,81 €	203,05€	4.573,86 €	1.246,82 €	3.327,04 €	7	27,3%	614,0%

	Solde restant au 31/12/2010	Dotation 2011	Solde disponible au 01/01/2011	Montant utilisé	Solde au 31/12/2011	Nombre de Demandes	% utilisé du disponible au 01/01/2011	% utilisé de la dotation 2011
ESNEUX	5.916,65 €	203,61 €	6.120,26€	- €	6.120,26€	0	0,0%	0,0%
FEXHE-LE-HtCLOCHER	- €	90,65€	90,65 €	90,65 €	- €	2	100,0%	100,0%
FLEMALLE	10.842,90 €	1.393,39 €	12.236,29 €	5.543,20 €	6.693,09 €	24	45,3%	397,8%
FLERON	- €	607,63€	607,63 €	260,44 €	347,19€	3	42,9%	42,9%
GRÂCE-HOLLOGNE	17.002,72 €	800,16€	17.802,88 €	- €	17.802,88 €	0	0,0%	0,0%
HAMOIR	- €	127,29€	127,29€	127,29€	- €	1	100,0%	100,0%
HERSTAL	29.396,15 €	1.940,06 €	31.336,21 €	11.586,50 €	19.749,71 €	48	37,0%	597,2%
HUY	125,39 €	1.240,41 €	1.365,80 €	1.365,80 €	- €	5	100,0%	110,1%
LIEGE	42,04 €	12.850,75 €	12.892,79 €	12.863,68 €	29,11 €	66	99,8%	100,1%
MARCHIN	- €	204,65 €	204,65 €	- €	204,65 €	0	0,0%	0,0%
MODAVE	1.244,62 €	103,97 €	1.348,59 €	854,00 €	494,59 €	4	63,3%	821,4%
OUFFET	- €	- €	- €	- €	- €	0	0,0%	0,0%
SAINT-NICOLAS	59,42 €	1.318,01 €	1.377,43 €	- €	1.377,43 €	0	0,0%	0,0%
SERAING	6.587,16 €	4.449,38 €	11.036,54 €	802,54 €	10.234,00 €	3	7,3%	18,0%
TINLOT	- €	33,83€	33,83 €	- €	33,83 €	0	0,0%	0,0%
TROOZ	- €	350,07€	350,07 €	205,63 €	144,44 €	2	58,7%	58,7%
VISE	- €	660,96€	660,96 €	660,96 €	- €	4	100,0%	100,0%
TOTAL	96.394,74 €	29.436,64 €	125.831,38 €	39.404,65 €	86.426,73 €	191	31,3%	133,9%

Fonds social CILE 2011

	SOLDE DISPONIBLE AU 31/12/2010	Montant utilisé	Solde au 31/12/2011	Nbre demandes	% utilisé du disponible
ANS	34.453,32 €	223,91 €	34.229,41 €	1	0,6%
ANTHISNES	6.691,98 €	- €	6.691,98€	0	0,0%
AWANS	15.452,71 €	182,32€	15.270,39 €	2	1,2%
BEYNE-HEUSAY	9.914,25 €	3.138,25 €	6.776,00€	16	31,7%
BLEGNY	24.277,54 €	- €	24.277,54 €	0	0,0%
CHAUDFONTAINE	- €	- €	- €	0	0,0%
COMBLAIN-AU-PONT	1.104,48 €	- €	1.104,48 €	0	0,0%
ESNEUX	18.507,54 €	- €	18.507,54 €	0	0,0%
FEXHE-LE-HtCLOCHER	- €	- €	- €	0	0,0%
FLEMALLE	23.461,22 €	81,69€	23.379,53 €	1	0,3%
FLERON	- €	- €	- €	0	0,0%
GRÂCE-HOLLOGNE	- €	- €	- €	0	0,0%
HAMOIR	6.143,75 €	2.630,10 €	3.513,65 €	17	42,8%
HERSTAL	14.812,81 €	129,74 €	14.683,07 €	2	0,9%
HUY	- €	- €	- €	0	0,0%
LIEGE	- €	- €	- €	0	0,0%
MARCHIN	4.305,09 €	- €	4.305,09 €	0	0,0%
MODAVE	6.347,43 €	- €	6.347,43 €	0	0,0%
OUFFET	- €	- €	- €	0	0,0%
SAINT-NICOLAS	- €	- €	- €	0	0,0%
SERAING	1.692,57 €	1.318,21 €	374,36 €	7	77,9%
TINLOT	- €	- €	- €	0	0,0%
TROOZ	- €	- €	- €	0	0,0%
VISE	- €	- €	- €	0	0,0%
TOTAL	167.164,69€	7.704,22€	159.460,47 €	46	4,6%

Conclusions

Mesdemoiselles, Mesdames, Messieurs,

Comme chaque année, il m'appartient de rédiger quelques mots de conclusion.

Je manquerais à tous mes devoirs si je ne mettais pas tout d'abord en évidence l'accord important d'échange d'eau conclu avec la SWDE début 2012.

Cet accord est, en réalité, le résultat de nombreuses négociations qui ont débuté durant l'année 2011.

Il permettra de garantir tant la qualité que la sécurité des approvisionnements à nos clients mais également d'avoir un prix au m³ le plus faible possible, en Province de Liège.

Le concours de notre intercommunale permettra aussi à la SWDE de sécuriser le nord de la Province du Luxembourg et, à plus long terme, d'approvisionner des Villes et Communes de la Province de Namur.

Mais 2011, ce n'est pas qu'un accord, c'est également la première phase concrète de notre plan d'investissement BEI et ce, à hauteur de 21,2 millions d'euros, qui a bénéficié d'un reporting favorable des instances de contrôle européennes.

Pour en terminer, il convient encore de noter que la CILE a adhéré, fin décembre 2011, après de nombreuses réunions de travail, à l'ONSSAPL pour la gestion de ses pensions.

Aujourd'hui, je suis heureux que cette opération se soit réalisée sans aucun impact financier pour l'ensemble du personnel de notre société.



Jean-Géry GODEAUX

Président du Conseil d'Administration

La Compagnie Intercommunale Liégeoise des Eaux en quelques chiffres

			2009	2010	2011
Conditions atmosphériques	Précipitations Ensoleillement	mm heures	584 1.699	631 1.556	815 1.782
Production et fournitures	Total Captages de Hesbaye Captages de Néblon Captages locaux Fournitures par la D.G.P. Fournitures par la SWDE Fournitures par VIVAQUA	Mio m ³	36,95 15,63 9,82 1,57 7,13 1,85 0,95	37,32 16,01 9,83 1,24 7,03 1,87 1,34	36,10 14,26 10,08 1,55 7,12 2,11 0,98
Débit moyen quotidien	Captages de Hesbaye Captages de Néblon Captages locaux	m³/j m³/j m³/j	42.811 26.916 4.299	43.851 26.929 3.399	39.065 27.623 4.236
Fournitures d'eau	aux associés à des tiers	Mio m³ Mio m³	33,31 3,32	33,41 3,22	32,05 3,10
Population	Associés au capital C Consommation/an/habitant	personnes m³	549.240 46,19	554.347 46,24	558.648 45,74
Abonnés			239.210	242.533	244.844
Compteurs en service			240.457	243.866	245.952
Réseau	Conduites (adduction) Conduites (distribution) Ouvrages (add. et distrib.)	km km	215 3.182 325	220 3.226 325	229 3.235 327
Tarif	Production associés non associés Distribution	EUR/m³ EUR/m³	0,6070 0,6370	0,6220 0,6520	0,6928 0,7228
	redevance CILE redevance assainissement de 1 à 30 m³ de 31 à 5.000 m³ au-delà de 5.000 m³ assainissement public tous les m³ au-delà du 30ème m³ fonds social de l'eau	EUR/an EUR/m³ EUR/m³ EUR/m³ EUR/m³	42,4000 39,2400 1,0600 2,1200 1,9080 1,3080 0,0125	44,2880 39,2400 1,1072 2,2144 1,9930 1,3080 0,0125	47,2000 42,2100 1,1800 2,3600 2,1240 1,4070 0,0125
Facturation	Factures d'eau émises Montants encaissés	Mil EUR Mil EUR	87.521 91.114	90.445 93.982	96.630 101.780
Contentieux	Contentieux remis à l'avocat Nombre de dossiers litigieux	Mil EUR	2.095 9.556	2.587 11.059	2.794 9.887
Investissements	Distribution Production	Mil EUR Mil EUR	8.924 8.858	5.101 11.696	7.433 14.908
Effectif	Employés (administratifs et techniques) Ouvriers		172 184	182 190	188 199
Chiffre d'affaires		Mil EUR	94.524	96.749	102.848



Aux Coopérateurs de la Compagnie Intercommunale Liégeoise des Eaux SCRL Angleur

Rapport du commissaire sur les comptes annuels

de l'exercice clôturé le 31 décembre 2011

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous avons l'honneur de vous faire rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire. Le présent rapport reprend notre opinion sur les comptes annuels ainsi que les mentions complémentaires requises.

Attestation sans réserve des comptes annuels avec paragraphe explicatif

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels de votre société pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2011. Ces comptes annuels, dont le total du bilan s'élève à 368.193.740 EUR et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de 20.094.634 EUR ont été établis conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

L'établissement des comptes annuels relève de la responsabilité du Conseil d'administration de la société. Cette responsabilité englobe la conception, la mise en place et le suivi d'un dispositif de contrôle interne relatif à l'établissement et à la présentation sincère de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. La responsabilité du Conseil d'administration comprend par ailleurs le choix et l'application de règles d'évaluation appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes sur la base de notre contrôle.

Nous avons effectué notre contrôle conformément aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'édictées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

Ces normes de révision requièrent que notre contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Conformément aux normes de révision précitées, nous avons mis en œuvre des procédures de contrôle en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations présentés dans les comptes annuels. Le choix des procédures que nous avons mises en œuvre relève de notre jugement. Il en va de même de l'évaluation du risque que les comptes annuels contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Pour évaluer ce risque, nous avons tenu compte du dispositif de contrôle interne en vigueur au sein de la société. Cette démarche avait pour objectif de définir des procédures de contrôle appropriées dans les circonstances et non d'exprimer une opinion sur l'efficacité de ce dispositif de contrôle interne.

Dans le cadre de notre mission, nous avons également évalué le bien-fondé des règles d'évaluation et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société, ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous avons obtenu des membres du Conseil d'administration et des préposés à l'administration de la société toutes les explications et informations que nous leur avons demandées. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes annuels relatifs à l'exercice clôturé le 31 décembre 2011 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Sans remettre en cause l'opinion sans réserve exprimée ci-dessus, nous attirons l'attention sur le rapport de gestion du Conseil d'administration qui fait notamment état d'une enquête judiciaire dont les impacts éventuels pour la société sont, dans l'état actuel des choses, indéterminables en raison du secret de l'instruction.

Mentions complémentaires

L'établissement et le contenu du rapport de gestion ainsi que le respect, par la société, du Code des sociétés et des statuts, relèvent de la responsabilité du Conseil d'administration.

Il nous incombe de compléter notre rapport par les mentions complémentaires suivantes qui ne sont pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes annuels:

- » Le rapport de gestion traite des informations requises par la loi et concorde avec les comptes annuels. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée. Il ne nous appartient par ailleurs pas d'émettre un avis sur la description de la situation de l'entreprise, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous confirmons néanmoins que les renseignements repris dans le rapport de gestion ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.
- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- » Nous n'avons pas eu connaissance d'opérations conclues ou de décisions prises en violation des statuts ou du Code des sociétés.
- » L'affectation des résultats qui vous est proposée est conforme aux dispositions légales et statutaires.

Le 21 mai 2012

Le commissaire PwC Reviseurs d'Entreprises SCCRL

Représentée par Patrick Mortroux Réviseur d'Entreprises



BILAN DE LA PRODUCTION

ACTIF

		2011			2010	
ACTIFS IMMOBILISÉS			153.765.386			153.248.191
I. FRAIS D'ÉTABLISSEMENT						
II. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			103			25.035
III. IMMOBILISATIONS CORPORELLES			143.869.687			143.273.035
A. Terrains et constructions		15.567.824			14.749.296	
B. Installations, machines et outillage		124.054.962			123.938.821	
C. Mobilier et matériel roulant		288.147			290.515	
D. Location-financement et droits similaires		1.973.197			2.109.521	
E. Autres immobilisations corporelles		516.750			537.000	
F. Immobilisations en cours et acomptes versés		1.468.807			1.647.882	
IV. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			9.895.596			9.950.121
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation		567.475			567.475	
1. Participations	567.475			567.475		
C. Autres immobilisations financières		9.328.121			9.382.646	
1. Actions et parts	9.318.373			9.373.898		
Créances et cautionnements en numéraire	9.748			8.748		
ACTIFS CIRCULANTS			45.372.103			43.714.197
V. CRÉANCES À PLUS D'UN AN						
VI. STOCKS ET COMMANDES EN COURS D'EXÉCUTION			664.273			638.327
A. Stocks		664.273			638.327	
1. Approvisionnements	301.537			301.830		
2. En-cours de fabrication	354.593			325.821		
3. Produits finis	8.143			10.676		
VII. CRÉANCES À UN AN AU PLUS			44.606.394			42.920.838
A. Créances commerciales		537.019			762.868	
B. Autres créances		44.069.375			42.157.970	
VIII. PLACEMENTS DE TRÉSORERIE			68.171			68.171
B. Autres placements		68.171			68.171	
IX. VALEURS DISPONIBLES			9.456			9.458
X. COMPTES DE RÉGULARISATION			23.809			77.403
TOTAL DE L'ACTIF			199.137.489			196.962.388



BILAN DE LA PRODUCTION

PASSIF

	2011		2010	
CAPITAUX PROPRES		190.590.610		183.440.727
I. CAPITAL		10.876.523		10.874.211
A. Capital souscrit	32.716.500		32.707.250	
B. Capital non appelé	(21.839.977)		(21.833.039)	
II. PRIMES D'ÉMISSION		475.454		475.454
III. PLUS-VALUES DE RÉÉVALUATION		93.161.883		97.077.197
IV. RÉSERVES		78.868.982		67.283.480
A. Réserve légale	2.111.626		1.728.117	
B. Réserves indisponibles	991.317		991.317	
2. Autres	991.317		991.317	
D. Réserves disponibles	75.766.039		64.564.046	
V. BÉNÉFICE REPORTÉ				
VI. SUBSIDES EN CAPITAL		7.207.768		7.730.385
PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS		821.682		6.059.616
VII. A. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		821.682		6.059.616
Pensions et obligations similaires	390.000		5.627.934	
4. Autres risques et charges	431.682		431.682	
DETTES		7.725.197		7.462.045
VIII. DETTES À PLUS D'UN AN		1.867.578		2.353.623
A. Dettes financières	1.867.578		2.353.623	
Dettes de location-financement et assimilées	1.287.417		1.498.552	
4. Etablissements de crédit	580.161		855.071	
IX. DETTES À UN AN AU PLUS		5.832.305		5.098.157
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	486.045		469.564	
C. Dettes commerciales	4.596.440		3.978.319	
1. Fournisseurs	4.596.440		3.978.319	
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	749.820		650.274	
1. Impôts	18.053		19.101	
2. Rémunérations et charges sociales	731.767		631.173	
X. COMPTES DE RÉGULARISATION		25.314		10.265
TOTAL DU PASSIF		199.137.489		196.962.388

COMPTE DE RÉSULTATS

		2011		2010	
I.	VENTES ET PRESTATIONS		27.867.442	,	26.435.857
A.	Chiffre d'affaires	27.315.178		26.131.472	
В.	Variation des en-cours de fabrication, des produits finis et des commandes en cours d'exécution (augmentation +, réduction -)	26.238		63.022	
C.	Production immobilisée	421.807		165.253	
D.	Autres produits d'exploitation	104.219		76.110	
II.	COÛT DES VENTES ET PRESTATIONS		(20.857.270)		(26.882.087)
A.	Approvisionnements et marchandises	9.934.033		9.743.837	
	1. Achats	9.933.741		9.795.852	
	Variation des stocks (augmentation -, réduction +)	292		(52.015)	
B.	Services et biens divers	3.999.964		3.989.251	
C.	Rémunérations, charges sociales et pensions	5.620.339		5.052.758	
D.	Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	6.535.371		6.428.110	
E.	Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'éxécution et sur créances commerciales (dotations +, reprises -)	(3.669)		5.759	
F.	Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -)	(5.237.934)		1.654.429	
G.	Autres charges d'exploitation	9.166		7.943	
III.	BÉNÉFICE D'EXPLOITATION		7.010.172		
	PERTE D'EXPLOITATION				(446.230)
IV.	PRODUITS FINANCIERS		1.166.052		1.151.919
A.	Produits des immobilisations financières	645.434		625.971	
B.	Produits des actifs circulants	1		1	
C.	Autres produits financiers	520.617		525.947	
V.	CHARGES FINANCIÈRES		(294.916)		(179.858)
A.	Charges des dettes	281.845		179.649	
B.	Réductions de valeur sur actifs circulants autres que ceux visés sub. II.E. (dotations +, reprises -)				
C.	Autres charges financières	13.071		209	
VI.	BÉNÉFICE COURANT AVANT IMPÔTS		7.881.308		525.831

		2011		2010	
VII.	PRODUITS EXCEPTIONNELS		3.550		28.317
A.	Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles			233	
В.	Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières				
D.	Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés	2.500		5.404	
E.	Autres produits exceptionnels	1.050		22.680	
VIII.	CHARGES EXCEPTIONNELLES		(101.788)		(41.226)
A.	Amortissements et réductions de valeur exceptionnels sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	1.454		25.732	
В.	Réductions de valeur sur immobilisations financières	86.850			
E.	Autres charges exceptionnelles	13.484		15.494	
IX.	BÉNÉFICE DE L'EXERCICE AVANT IMPÔTS		7.783.070		512.922
X.	IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT		(112.882)		(112.882)
A.	Impôts	112.882		112.882	
XI.	BÉNÉFICE DE L'EXERCICE		7.670.188		400.040
XIII.	BÉNÉFICE DE L'EXERCICE À AFFECTER		7.670.188		400.040

AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS				
A. Bénéfice à affecter		7.670.188		400.040
Bénéfice de l'exercice à affecter	7.670.188		400.040	
C. Affectations aux capitaux propres		(7.670.188)		(400.040)
2. à la réserve légale	383.510		20.002	
3. aux autres réserves	7.286.678		380.038	

BILAN DE LA DISTRIBUTION

ACTIF

			2011			2010	
ACTIF	FS IMMOBILISÉS			137.272.123			130.700.763
l.	FRAIS D'ÉTABLISSEMENT						
II.	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
III.	IMMOBILISATIONS CORPORELLES			137.272.123			130.700.763
Α.	Terrains et constructions		1.486.897			1.531.169	
В. І	Installations, machines et outillage		129.465.531			123.618.610	
C. I	Mobilier et matériel roulant		645.320			804.424	
	Immobilisations en cours et acomptes versés		5.674.375			4.746.560	
IV.	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES						
ACTIF	FS CIRCULANTS			75.843.502			76.283.801
V. (CRÉANCES À PLUS D'UN AN						
В. /	Autres créances						
	STOCKS ET COMMANDES EN COURS D'EXÉCUTION			2.475.982			2.307.505
Α. \$	Stocks		2.475.982			2.307.505	
	Approvisionnements	1.461.710			1.530.732		
	2. En-cours de fabrication	1.014.272			776.773		
VII.	CRÉANCES À UN AN AU PLUS			22.301.219			22.245.549
Α. (Créances commerciales		21.038.963			21.132.634	
В. /	Autres créances		1.262.256			1.112.915	
VIII.	PLACEMENTS DE TRÉSORERIE			2.675.888			2.714.810
В. /	Autres placements		2.675.888			2.714.810	
	VALEURS DIPONIBLES			31.805.688			32.900.035
Χ. (COMPTES DE RÉGULARISATION			16.584.725			16.115.902
TOTA	L DE L'ACTIF			213.115.625			206.984.564



BILAN DE LA DISTRIBUTION

PASSIF

CAPITAL CAPITAL 49.396.407 49.396.407 A. Capital souscrit 113.387.410 113.387.410 113.387.410 B. Capital souscrit 113.387.410 113.387.410 113.387.410 II. PRIMES D'ÉMISSION 4.061.793 4.061.793 III. PLUS-VALUES DE RÉÉVALUATION 5.754.570 6.095.259 IV. RÉSERVES 47.290.595 34.525.460 A. Réserves indisponibles 19.724.219 19.724.219 B. Réserves indisponibles 19.724.219 19.724.219 C. Autres 19.724.219 19.724.219 D. Réserves disponibles 19.724.219 19.724.219 V. BÉMÉFICE REPORTÉ 19.724.219 19.724.219 V. BUSIDES EN CAPITAL 9.510.465 8.383.520 PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS 4.031.914 15.964.179 VII. A PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES 4.031.914 3.345.843 1. Pensions et obligations similaires 1.1110.000 12.2618.336 4. Litablissement de crédit 20.000.000 20.000.000 5. Autres insques et charges 20.000.000 20.000.000		2011		2010	
A. Capital souscrit 113.387.410 113.387.410 B. Capital non appelé (63.991.003) (63.991.003) III. PRIMES D'ÉMISSION 4.061.793 IIII. PLUS-VALUES DE RÉÉVALUATION 5.754.570 6.095.259 IIV. RÉSERVES 47.290.595 34.525.460 A. Réserve légale 3.318.003 2.696.871 B. Réserves indisponibles 19.724.219 19.724.219 D. Réserves disponibles 19.724.219 19.724.219 D. Réserves disponibles 24.248.283 12.104.370 V. BÉNÉFICE REPORTÉ VI. SUBSIDES EN CAPITAL 9.510.465 PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS 4.031.914 VII. A. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES 1. Pensions et obligations similaires 1.110.000 12.618.336 A. Autres risques et charges 2.921.914 DETTES 93.069.881 88.002.946 VIII. DETTES À PLUS D'UN AN 20.000.000 2.0014.163 IX. DETTES À UN AN AU PLUS 72.746.699 67.638.602 A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année C. Dettes commerciales 2.0617.391 18.002.859 I. Fournisseurs 2.0617.391 18.002.859 I. Dettes fisancieres 2.0617.391 18.002.859 I. Fournisseurs 2.0617.391 18.002.859 I. Impôts 1.328.408 1.2260.517 F. Autres dettes 48.204.769 46.105.933 X. COMPTES DE RÉGULARISATION 333.182 5.008	CAPITAUX PROPRES		116.013.830		103.017.439
B. Capital non appelé	I. CAPITAL		49.396.407		49.396.407
II. PRIMES DÉMISSION 4.061.793 4.061.793 1.0	A. Capital souscrit	113.387.410		113.387.410	
III. PLUS-VALUES DE RÉÉVALUATION 5.754.570 6.095.259 IV. RÉSERVES 47.290.595 34.525.460 A. Réserve légale 3.318.093 2.696.871 5.754.219 5.	B. Capital non appelé	(63.991.003)		(63.991.003)	
N RÉSERVES 47.290.595 34.525.460 A Réserve légale 3.318.093 2.696.871 B Réserves indisponibles 19.724.219 19.724.219 2. Autres 19.724.219 19.724.219 D Réserves disponibles 24.248.283 12.104.370 V BÉNÉFICE REPORTÉ	II. PRIMES D'ÉMISSION		4.061.793		4.061.793
A. Réserve légale 3.318.093 2.696.871 B. Réserves indisponibles 19.724.219 19.724.219 2. Autres 19.724.219 19.724.219 D. Réserves disponibles 24.248.283 12.104.370 V. BÉNÉFICE REPORTÉ VI. SUBSIDES EN CAPITAL 9.510.465 8.938.520 PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS 4.031.914 15.964.179 VIII. A. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES 1.110.000 12.618.336 4. Autres risques et charges 2.921.914 3.345.843 DETTES 93.069.881 88.002.946 VIII. DETTES À PLUS D'UN AN 20.000.000 20.014.163 A. Dettes financières 20.000.000 20.014.163 A. Dettes financières 20.000.000 20.014.163 B. Tetalbissement de crédit 20.000.000 20.000.000 5. Autres emprunts 72.746.699 67.638.602 A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année C. Dettes commerciales 1.3137 C. Dettes commerciales 20.617.391 18.002.859 E. Dettes fiscales, salariales et sociales 3.924.539 1.226.156 2. Rémunérations et charges sociales 48.204.769 46.105.933 X. COMPTES DE RÉGULARISATION 333.182 350.181	III. PLUS-VALUES DE RÉÉVALUATION		5.754.570		6.095.259
B. Réserves indisponibles 19.724.219 19.724.219 2. Autres 19.724.219 19.724.219 D. Réserves disponibles 24.248.283 12.104.370 V. BÉNÉFICE REPORTÉ VI. SUBSIDES EN CAPITAL 9.510.465 8.938.520 PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS 4.031.914 15.964.179 VII. A PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES 1.110.000 12.618.336 4. Autres risques et charges 2.921.914 3.345.843 DETTES 93.069.881 88.002.946 VIII. DETTES À PLUS D'UN AN 20.000.000 20.014.163 A. Dettes financières 20.000.000 20.014.163 A. Dettes financières 20.000.000 20.014.163 IX. DETTES À UN AN AU PLUS 72.746.699 67.638.602 A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année 13.137 C. Dettes commerciales 20.617.391 18.002.859 I. Fournisseurs 20.617.391 18.002.859 E. Dettes fiscales, salariales et sociales 3.924.539 3.516.673 I. Impôts 1.328.408 1.226.156 2. Rémunérations et charges sociales 48.204.769 46.105.933 X. COMPTES DE RÉGULARISATION 323.182 350.181	IV. RÉSERVES		47.290.595		34.525.460
2. Autres 19.724.219 19.724.219 D. Réserves disponibles 24.248.283 12.104.370 V. BÉNÉFICE REPORTÉ	A. Réserve légale	3.318.093		2.696.871	
D. Réserves disponibles 24.248.283 12.104.370 V. BÉNÉFICE REPORTÉ VI. SUBSIDES EN CAPITAL 9.510.465 8.938.520 PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS 4.031.914 15.964.179 VII. A. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES 1. Pensions et obligations similaires 1.110.000 12.618.336 4. Autres risques et charges 2.921.914 3.345.843 DETTES 93.069.881 88.002.946 VIII. DETTES À PLUS D'UN AN 20.000.000 20.014.163 A. Dettes financières 20.000.000 20.014.163 A. Etablissement de crédit 20.000.000 20.000.000 5. Autres emprunts 14.163 IX. DETTES À UN AN AU PLUS 72.746.699 67.638.602 A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année 20.617.391 18.002.859 1. Fournisseurs 20.617.391 18.002.859 E. Dettes fiscales, salariales et sociales 3.924.539 3.516.673 1. Impôts 1.328.408 1.266.156 2. Rémunérations et charges sociales 2.596.131 F. Autres dettes 48.204.769 46.105.933 X. COMPTES DE RÉGULARISATION 323.182 36.181	B. Réserves indisponibles	19.724.219		19.724.219	
V. BÉNÉFICE REPORTÉ 9.510.465 8.938.520 PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS 4.031.914 15.964.179 VII. A. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES 4.031.914 15.964.179 1. Pensions et obligations similaires 1.110.000 12.618.336 4. Autres risques et charges 2.921.914 3.345.843 DETTES 93.069.881 88.002.946 VIII. DETTES À PLUS D'UN AN 20.000.000 20.014.163 A. Dettes financières 20.000.000 20.000.000 20.014.163 4. Etablissement de crédit 20.000.000 20.000.000 14.163 IX. DETTES À UN AN AU PLUS 72.746.699 67.638.602 A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année 13.137 18.002.859 C. Dettes commerciales 20.617.391 18.002.859 18.002.859 E. Dettes fiscales, salariales et sociales 3.924.539 3.516.673 1.100 1. Impôts 1.328.408 1.266.156 2.250.517 2.250.517 F. Autres dettes 48.204.769 46.105.933	2. Autres	19.724.219		19.724.219	
VI. SUBSIDES EN CAPITAL 9.510.465 8.938.520 PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS 4.031.914 15.964.179 VII. A. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES 4.031.914 15.964.179 1. Pensions et obligations similaires 1.110.000 12.618.336 4. Autres risques et charges 2.921.914 3.345.843 DETTES 93.069.881 88.002.946 VIII. DETTES À PLUS D'UN AN 20.000.000 20.014.163 A. Dettes financières 20.000.000 20.0014.163 4. Etablissement de crédit 20.000.000 20.000.000 5. Autres emprunts 14.163 IX. DETTES À UN AN AU PLUS 72.746.699 67.638.602 A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année 13.137 18.002.859 C. Dettes commerciales 20.617.391 18.002.859 1. Fournisseurs 20.617.391 18.002.859 E. Dettes fiscales, salariales et sociales 3.924.539 3.516.673 1. Impôts 1.328.408 1.266.156 2. Rémunérations et charges sociales <	D. Réserves disponibles	24.248.283		12.104.370	
PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS 4.031.914 15.964.179 VII. A. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES 4.031.914 15.964.179 1. Pensions et obligations similaires 1.110.000 12.618.336 4. Autres risques et charges 2.921.914 3.345.843 DETTES 93.069.881 88.002.946 VIII. DETTES À PLUS D'UN AN 20.000.000 20.014.163 A. Dettes financières 20.000.000 20.0014.163 4. Etablissement de crédit 20.000.000 20.000.000 5. Autres emprunts 14.163 IX. DETTES À UN AN AU PLUS 72.746.699 67.638.602 A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année 13.137 18.002.859 C. Dettes commerciales 20.617.391 18.002.859 1. Fournisseurs 20.617.391 18.002.859 E. Dettes fiscales, salariales et sociales 3.924.539 3.516.673 1. Impôts 1.328.408 1.266.156 2. Rémunérations et charges sociales 2.596.131 2.250.517 F. Autres dettes 48.204.769 46.105.933 X. COMPTES DE RÉGULARISATION <	V. BÉNÉFICE REPORTÉ				
VII. A. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES 4.031.914 15.964.179 1. Pensions et obligations similaires 1.110.000 12.618.336 4. Autres risques et charges 2.921.914 3.345.843 DETTES 93.069.881 88.002.946 VIII. DETTES À PLUS D'UN AN 20.000.000 20.014.163 A. Dettes financières 20.000.000 20.000.000 5. Autres emprunts 14.163 14.163 IX. DETTES À UN AN AU PLUS 72.746.699 67.638.602 A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année 13.137 18.002.859 C. Dettes commerciales 20.617.391 18.002.859 1. Fournisseurs 20.617.391 18.002.859 E. Dettes fiscales, salariales et sociales 3.924.539 3.516.673 1. Impôts 1.328.408 1.266.156 2. Rémunérations et charges sociales 2.596.131 2.250.517 F. Autres dettes 48.204.769 46.105.933 X. COMPTES DE RÉGULARISATION 323.182 350.181	VI. SUBSIDES EN CAPITAL		9.510.465		8.938.520
CHARGES 1. Pensions et obligations similaires 1.110,000 12,618,336 4. Autres risques et charges 2,921,914 3,345,843 DETTES 93,069,881 88,002,946 VIII. DETTES À PLUS D'UN AN 20,000,000 20,014,163 A. Dettes financières 20,000,000 20,001,4163 4. Etablissement de crédit 20,000,000 20,000,000 5. Autres emprunts 14,163 14,163 IX. DETTES À UN AN AU PLUS 72,746,699 67,638,602 A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année 13,137 18,002,859 C. Dettes commerciales 20,617,391 18,002,859 1. Fournisseurs 20,617,391 18,002,859 E. Dettes fiscales, salariales et sociales 3,924,539 3,516,673 1. Impôts 1,328,408 1,266,156 2. Rémunérations et charges sociales 2,596,131 2,250,517 F. Autres dettes 48,204,769 46,105,933 X. COMPTES DE RÉGULARISATION 323,182 350,181	PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS		4.031.914		15.964.179
4. Autres risques et charges 2.921.914 3.345.843 DETTES 93.069.881 88.002.946 VIII. DETTES À PLUS D'UN AN 20.000.000 20.014.163 A. Dettes financières 20.000.000 20.0014.163 4. Etablissement de crédit 20.000.000 20.000.000 5. Autres emprunts 14.163 IX. DETTES À UN AN AU PLUS 72.746.699 67.638.602 A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année 13.137 C. Dettes commerciales 20.617.391 18.002.859 1. Fournisseurs 20.617.391 18.002.859 E. Dettes fiscales, salariales et sociales 3.924.539 3.516.673 1. Impôts 1.328.408 1.266.156 2. Rémunérations et charges sociales 2.596.131 2.250.517 F. Autres dettes 48.204.769 46.105.933 X. COMPTES DE RÉGULARISATION 323.182 350.181			4.031.914		15.964.179
DETTES 93.069.881 88.002.946 VIII. DETTES À PLUS D'UN AN 20.000.000 20.014.163 A. Dettes financières 20.000.000 20.000.000 4. Etablissement de crédit 20.000.000 20.000.000 5. Autres emprunts 14.163 IX. DETTES À UN AN AU PLUS 72.746.699 67.638.602 A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année 13.137 18.002.859 C. Dettes commerciales 20.617.391 18.002.859 1. Fournisseurs 20.617.391 18.002.859 E. Dettes fiscales, salariales et sociales 3.924.539 3.516.673 1. Impôts 1.328.408 1.266.156 2. Rémunérations et charges sociales 2.596.131 2.250.517 F. Autres dettes 48.204.769 46.105.933 X. COMPTES DE RÉGULARISATION 323.182 350.181	1. Pensions et obligations similaires	1.110.000		12.618.336	
VIII. DETTES À PLUS D'UN AN 20.000.000 20.014.163 A. Dettes financières 20.000.000 20.000.000 4. Etablissement de crédit 20.000.000 20.000.000 5. Autres emprunts 14.163 IX. DETTES À UN AN AU PLUS 72.746.699 67.638.602 A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année 13.137 18.002.859 C. Dettes commerciales 20.617.391 18.002.859 1. Fournisseurs 20.617.391 18.002.859 E. Dettes fiscales, salariales et sociales 3.924.539 3.516.673 1. Impôts 1.328.408 1.266.156 2. Rémunérations et charges sociales 2.596.131 2.250.517 F. Autres dettes 48.204.769 46.105.933 X. COMPTES DE RÉGULARISATION 323.182 350.181	4. Autres risques et charges	2.921.914		3.345.843	
A. Dettes financières 20.000.000 20.014.163 4. Etablissement de crédit 20.000.000 20.000.000 5. Autres emprunts 14.163 IX. DETTES À UN AN AU PLUS 72.746.699 67.638.602 A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année 13.137 C. Dettes commerciales 20.617.391 18.002.859 1. Fournisseurs 20.617.391 18.002.859 E. Dettes fiscales, salariales et sociales 3.924.539 3.516.673 1. Impôts 1.328.408 1.266.156 2. Rémunérations et charges sociales 2.596.131 2.250.517 F. Autres dettes 48.204.769 46.105.933 X. COMPTES DE RÉGULARISATION 323.182 350.181	DETTES		93.069.881		88.002.946
4. Etablissement de crédit 20.000.000 20.000.000 5. Autres emprunts 14.163 IX. DETTES À UN AN AU PLUS 72.746.699 67.638.602 A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année 13.137 C. Dettes commerciales 20.617.391 18.002.859 1. Fournisseurs 20.617.391 18.002.859 E. Dettes fiscales, salariales et sociales 3.924.539 3.516.673 1. Impôts 1.328.408 1.266.156 2. Rémunérations et charges sociales 2.596.131 2.250.517 F. Autres dettes 48.204.769 46.105.933 X. COMPTES DE RÉGULARISATION 323.182 350.181	VIII. DETTES À PLUS D'UN AN		20.000.000		20.014.163
5. Autres emprunts 14.163 IX. DETTES À UN AN AU PLUS 72.746.699 67.638.602 A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année 13.137 C. Dettes commerciales 20.617.391 18.002.859 1. Fournisseurs 20.617.391 18.002.859 E. Dettes fiscales, salariales et sociales 3.924.539 3.516.673 1. Impôts 1.328.408 1.266.156 2. Rémunérations et charges sociales 2.596.131 2.250.517 F. Autres dettes 48.204.769 46.105.933 X. COMPTES DE RÉGULARISATION 323.182 350.181	A. Dettes financières	20.000.000		20.014.163	
IX. DETTES À UN AN AU PLUS 72.746.699 67.638.602 A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année 13.137 C. Dettes commerciales 20.617.391 18.002.859 1. Fournisseurs 20.617.391 18.002.859 E. Dettes fiscales, salariales et sociales 3.924.539 3.516.673 1. Impôts 1.328.408 1.266.156 2. Rémunérations et charges sociales 2.596.131 2.250.517 F. Autres dettes 48.204.769 46.105.933 X. COMPTES DE RÉGULARISATION 323.182 350.181	4. Etablissement de crédit	20.000.000		20.000.000	
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année 13.137 C. Dettes commerciales 20.617.391 18.002.859 1. Fournisseurs 20.617.391 18.002.859 E. Dettes fiscales, salariales et sociales 3.924.539 3.516.673 1. Impôts 1.328.408 1.266.156 2. Rémunérations et charges sociales 2.596.131 2.250.517 F. Autres dettes 48.204.769 46.105.933 X. COMPTES DE RÉGULARISATION 323.182 350.181	5. Autres emprunts			14.163	
C. Dettes commerciales 20.617.391 18.002.859 1. Fournisseurs 20.617.391 18.002.859 E. Dettes fiscales, salariales et sociales 3.924.539 3.516.673 1. Impôts 1.328.408 1.266.156 2. Rémunérations et charges sociales 2.596.131 2.250.517 F. Autres dettes 48.204.769 46.105.933 X. COMPTES DE RÉGULARISATION 323.182 350.181	IX. DETTES À UN AN AU PLUS		72.746.699		67.638.602
1. Fournisseurs 20.617.391 18.002.859 E. Dettes fiscales, salariales et sociales 3.924.539 3.516.673 1. Impôts 1.328.408 1.266.156 2. Rémunérations et charges sociales 2.596.131 2.250.517 F. Autres dettes 48.204.769 46.105.933 X. COMPTES DE RÉGULARISATION 323.182 350.181	A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année			13.137	
E. Dettes fiscales, salariales et sociales 3.924.539 3.516.673 1. Impôts 1.328.408 1.266.156 2. Rémunérations et charges sociales 2.596.131 2.250.517 F. Autres dettes 48.204.769 46.105.933 X. COMPTES DE RÉGULARISATION 323.182 350.181	C. Dettes commerciales	20.617.391		18.002.859	
1. Impôts 1.328.408 1.266.156 2. Rémunérations et charges sociales 2.596.131 2.250.517 F. Autres dettes 48.204.769 46.105.933 X. COMPTES DE RÉGULARISATION 323.182 350.181	1. Fournisseurs	20.617.391		18.002.859	
2. Rémunérations et charges sociales 2.596.131 2.250.517 F. Autres dettes 48.204.769 46.105.933 X. COMPTES DE RÉGULARISATION 323.182 350.181	E. Dettes fiscales, salariales et sociales	3.924.539		3.516.673	
F. Autres dettes 48.204.769 46.105.933 X. COMPTES DE RÉGULARISATION 323.182 350.181	1. Impôts	1.328.408		1.266.156	
X. COMPTES DE RÉGULARISATION 323.182 350.181	2. Rémunérations et charges sociales	2.596.131		2.250.517	
	F. Autres dettes	48.204.769		46.105.933	
TOTAL DU PASSIF 213.115.625 206.984.564	X. COMPTES DE RÉGULARISATION		323.182		350.181
	TOTAL DU PASSIF		213.115.625		206.984.564

COMPTE DE RÉSULTATS

		2011		2010	
I.	VENTES ET PRESTATIONS		105.196.227	,	98.129.117
Α.	Chiffre d'affaires	100.403.700		94.150.744	
В.	Variation des en-cours de fabrication, des produits finis et des commandes en cours d'exécution (augmentation +, réduction -)	237.499		36.908	
C.	Production immobilisée	2.315.804		1.697.507	
D.	Autres produits d'exploitation	2.239.224		2.243.958	
II.	COÛT DES VENTES ET DES PRESTATIONS		(92.721.409)		(97.982.119)
A.	Approvisionnements et marchandises	61.739.681		58.222.627	
	1. Achats	61.670.658		58.208.097	
	Variation des stocks (augmentation -, réduction +)	69.023		14.530	
B.	Services et biens divers	12.697.104		12.357.314	
C.	Rémunérations, charges sociales et pensions	20.034.347		17.998.881	
D.	Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	8.640.477		8.087.089	
E.	Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'éxécution et sur créances commerciales (dotations +, reprises -)	1.131.117		946.860	
F.	Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -)	(11.932.264)		(48.253)	
G.	Autres charges d'exploitation	410.947		417.601	
III.	BÉNÉFICE D'EXPLOITATION		12.474.818		146.998
	PERTE D'EXPLOITATION				
IV.	PRODUITS FINANCIERS		1.171.978		883.042
B.	Produits des actifs circulants	569.536		303.760	
C.	Autres produits financiers	602.442		579.282	
V.	CHARGES FINANCIÈRES		(1.125.048)		(718.896)
A.	Charges des dettes	1.060.334		695.496	
	Réductions de valeur sur actifs circulants autres que ceux visés sub. II.E. (dotations +, reprises -)	39.907		80	
C.	Autres charges financières	24.807		23.320	
VI.	BÉNÉFICE COURANT AVANT IMPÔTS		12.521.748		311.144
	PERTE COURANTE AVANT IMPÔTS				

		2011		2010	
VII.	PRODUITS EXCEPTIONNELS		11.457		78.463
A.	Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles				
D.	Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés			7.754	
E.	Autres produits exceptionnels	11.457		70.709	
VIII.	CHARGES EXCEPTIONNELLES		(22.679)		(34.331)
A.	Amortissements et réductions de valeur exceptionnels sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	20.401		30.908	
D.	Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés			3.043	
E.	Autres charges exceptionnelles	2.278		380	
IX.	BÉNÉFICE DE L'EXERCICE AVANT IMPÔTS		12.510.526		355.276
X.	IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT		(86.080)		(45.121)
A.	Impôts	86.080		45.121	
В.	Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales				
XI.	BÉNÉFICE DE L'EXERCICE		12.424.446		310.155
XIII.	BÉNÉFICE DE L'EXERCICE À AFFECTER		12.424.446		310.155

AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS				
A. Bénéfice à affecter		12.424.446		310.155
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	12.424.446		310.155	
C. Affectations aux capitaux propres		(12.424.446)		(310.155)
2. à la réserve légale	621.222		15.508	
3. aux autres réserves	11.803.224		294.647	

BILAN CONSOLIDÉ

ACTIF

		2011		2010	
ACT	IFS IMMOBILISÉS		291.037.509		283.948.954
I.	FRAIS D'ÉTABLISSEMENT				
II.	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		103		25.035
III.	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		281.141.810		273.973.798
A.	Terrains et constructions	17.054.721		16.280.465	
B.	Installations, machines et outillage	253.520.493		247.557.431	
C.	Mobilier et matériel roulant	933.467		1.094.939	
D.	Location-financement et droits similaires	1.973.196		2.109.521	
E.	Autres immobilisations corporelles	516.750		537.000	
F.	Immobilisations en cours et acomptes versés	7.143.183		6.394.442	
IV.	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		9.895.596		9.950.121
В.	Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	567.475		567.475	
	1. Participations	567.475		567.475	
C.	Autres immobilisations financières	9.328.121		9.382.646	
	1. Actions et parts	9.318.373		9.373.898	
	Créances et cautionnements en numéraire	9.748		8.748	
ACT	IFS CIRCULANTS		77.156.231		77.847.841
V.	CRÉANCES À PLUS D'UN AN				
B.	Autres créances				
VI.	STOCKS ET COMMANDES EN COURS D'EXÉCUTION		3.140.255		2.945.832
Α.	Stocks	3.140.255		2.945.832	
	1. Approvisionnements	1.763.247		1.832.562	
	2. En-cours de fabrication	1.368.865		1.102.594	
	3. Produits finis	8.143		10.676	
VII.	CRÉANCES À UN AN AU PLUS		22.848.238		23.016.230
A.	Créances commerciales	21.575.982		21.895.502	
B.	Autres créances	1.272.256		1.120.728	
VIII.	PLACEMENTS DE TRÉSORERIE		2.744.059		2.782.981
B.	Autres placements	2.744.059		2.782.981	
IX.	VALEURS DISPONIBLES		31.815.144		32.909.493
X.	COMPTES DE RÉGULARISATION		16.608.535		16.193.305
TOT	AL DE L'ACTIF		368.193.740		361.796.795



BILAN CONSOLIDÉ

PASSIF

	2011		2010	
CAPITAUX PROPRES		306.604.440		286.458.166
I. CAPITAL		60.272.930		60.270.618
A. Capital souscrit	146.103.910		146.094.660	
B. Capital non appelé	(85.830.980)		(85.824.042)	
II. PRIMES D'ÉMISSION		4.537.248		4.537.248
III. PLUS-VALUES DE RÉÉVALUATION		98.916.452		103.172.456
IV. RÉSERVES		126.159.577		101.808.940
A. Réserve légale	5.429.719		4.424.988	
B. Réserves indisponibles	20.715.536		20.715.536	
2. Autres	20.715.536		20.715.536	
D. Réserves disponibles	100.014.322		76.668.416	
V. BÉNÉFICE REPORTÉ				
VI. SUBSIDES EN CAPITAL		16.718.233		16.668.904
PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS		4.853.596		22.023.794
VII. A. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		4.853.596		22.023.794
Pensions et obligations similaires	1.500.000		18.246.270	
4. Autres risques et charges	3.353.596		3.777.524	
DETTES		56.735.704		53.314.835
VIII. DETTES À PLUS D'UN AN		21.867.578		22.367.787
A. Dettes financières	21.867.578		22.367.787	
Dettes de location-financement et assimilées	1.287.417		1.498.552	
4. Etablissements de crédit	20.580.161		20.855.071	
5. Autres emprunts			14.164	
IX. DETTES À UN AN AU PLUS		34.519.630		30.586.602
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	486.046		482.701	
C. Dettes commerciales	25.213.831		21.981.178	
1. Fournisseurs	25.213.831		21.981.178	
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	4.674.358		4.166.947	
1. Impôts	1.346.461		1.285.257	
2. Rémunérations et charges sociales	3.327.897		2.881.690	
F. Autres dettes	4.145.395		3.955.776	
X. COMPTES DE RÉGULARISATION		348.496		360.446
TOTAL DU PASSIF		368.193.740		361.796.795

COMPTE DE RÉSULTATS

		2011		2010	
I.	VENTES ET PRESTATIONS		108.193.076		101.031.839
A.	Chiffre d'affaires	102.848.284		96.749.081	
В.	Variation des en-cours de fabrication, des produits finis et des commandes en cours d'exécution (augmentation +, réduction -)	263.738		99.931	
C.	Production immobilisée	2.737.611		1.862.760	
D.	Autres produits d'exploitation	2.343.443		2.320.067	
II.	COÛT DES VENTES ET DES PRESTATIONS		(88.708.086)		(101.331.071)
A.	Approvisionnements et marchandises	46.803.121		44.433.329	
	1. Achats	46.733.806		44.470.814	
	Variation des stocks (augmentation -, réduction +)	69.315		(37.485)	
B.	Services et biens divers	16.697.069		16.346.564	
C.	Rémunérations, charges sociales et pensions	25.654.686		23.051.639	
D.	Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	15.175.848		14.515.199	
E.	Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations +, reprises -)	1.127.448		952.620	
F.	Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -)	(17.170.199)		1.606.176	
G.	Autres charges d'exploitation	420.113		425.544	
III.	BÉNÉFICE D'EXPLOITATION		19.484.990		
	PERTE D'EXPLOITATION				(299.232)
IV.	PRODUITS FINANCIERS		2.338.030		2.034.961
A.	Produits des immobilisations financières	645.434		625.971	
B.	Produits des actifs circulants	569.537		303.761	
C.	Autres produits financiers	1.123.059		1.105.229	
V.	CHARGES FINANCIÈRES		(1.419.965)		(898.754)
A.	Charges des dettes	1.342.180		875.145	
B.	Réductions de valeur sur actifs circulants autres que ceux visés sub. II.E. (dotations +, reprises -)	39.907		80	
C.	Autres charges financières	37.878		23.529	
VI.	BÉNÉFICE COURANT AVANT IMPÔTS		20.403.055		836.975

		2011		2010	
VII.	PRODUITS EXCEPTIONNELS		15.007		106.780
A.	Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles			233	
B.	Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières				
D.	Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés	2.500		13.158	
E.	Autres produits exceptionnels	12.507		93.389	
VIII.	CHARGES EXCEPTIONNELLES		(124.467)		(75.557)
A.	Amortissements et réductions de valeurs exceptionnels sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	21.856		56.640	
В.	Réductions de valeur sur immobilisations financières	86.850			
D.	Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés			3.043	
E.	Autres charges exceptionnelles	15.761		15.874	
IX.	BÉNÉFICE DE L'EXERCICE AVANT IMPÔTS		20.293.595		868.198
X.	IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT		(198.961)		(158.003)
A.	Impôts	198.961		158.003	
B.	Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales				
XI.	BÉNÉFICE DE L'EXERCICE		20.094.634		710.195
XIII.	BÉNÉFICE DE L'EXERCICE À AFFECTER		20.094.634		710.195

AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS				
A. Bénéfice à affecter		20.094.634		710.195
Bénéfice de l'exercice à affecter	20.094.634		710.195	
C. Affectations aux capitaux propres		(20.094.634)		(710.195)
2. à la réserve légale	1.004.732		35.510	
3. aux autres réserves	19.089.902		674.685	

ANNEXE

II. Etat des immobilisations incorporelles

		Frais de recherche		Concessions,
•	VALEUR RIA COURTION	de développeme	ent	brevets, licences,
A)	VALEUR D'ACQUISITION	2010	0.4	1100
	Au terme de l'exercice précédent	364.3	31	14.367
	Mutations de l'exercice :			
	Acquisitions, y compris la production immobilisée			
	Cessions et désaffectations			
	Au terme de l'exercice	364.3	31	14.367
C)	AMORTISSEMENTS ET RÉDUCTIONS DE VALEUR			
	Au terme de l'exercice précédent	340.2	72	13.391
	Mutations de l'exercice :			
	Actés	24.059		873
	Acquis de tiers			
	Annulés à la suite de cessions et désaffectations			
	Au terme de l'exercice	364.3	31	14.264
D)	VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE (A) - (C)			103
III.	Etat des immobilisations corporelles			
		Terrains et	Installations	Mobilier et
		constructions	machines et	matériel roulant
			outillage	
A)	VALEUR D'ACQUISITION	04.050.050	005.040.400	
	Au terme de l'exercice précédent	31.659.353	285.910.469	6.293.670
	Mutations de l'exercice :			
	Acquisitions, y compris la production immobilisée	1.945.113	19.436.990	209.940
	Cessions et désaffectations		101.500	51.451
	Transferts d'une rubrique à une autre			
	Au terme de l'exercice	33.604.466	305.245.959	6.452.159
B)	PLUS-VALUES			
	Au terme de l'exercice précédent	2.919.810	164.352.485	286.873
	Mutations de l'exercice :			
	Annulées		3.578	472
	Au terme de l'exercice	2.919.810	164.348.907	286.401
C)	AMORTISSEMENTS ET RÉDUCTIONS DE VALEUR			
	Au terme de l'exercice précédent	18.298.698	202.705.523	5.485.603
	Mutations de l'exercice :			
	Actés	1.170.857	13.473.928	371.412
	Repris car excédentaires			
	Acquis de tiers			
	Annulés à la suite de cessions et désaffectations		105.078	51.922
	Au terme de l'exercice	19.469.555	216.074.373	5.805.093
D)	VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE (A) + (B) - (C)	17.054.721	253.520.493	933.467



		Location - financement et droits similaires	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et acomptes
A)	VALEUR D'ACQUISITION			
	Au terme de l'exercice précédent	2.275.818	704.747	6.394.442
	Mutations de l'exercice :			
	Acquisitions, y compris la production immobilisée			7.143.183
	Cessions et désaffectations			6.394.442
	Transferts d'une rubrique à une autre			
	Au terme de l'exercice	2.275.818	704.747	7.143.183
C)	AMORTISSEMENTS ET RÉDUCTIONS DE VALEUR			
	Au terme de l'exercice précédent	166.297	167.747	
	Mutations de l'exercice :			
	Actés	136.325	20.250	
	Au terme de l'exercice	302.622	187.997	
D)	VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE (A) + (B) - (C)	1.973.196	516.750	7.143.183
	dont terrains et constructions	909.162		
	dont installations, machines et outillage	1.064.034		
IV.	Etat des immobilisations financières			
		Entreprises liées	Entreprises avec un lien de participation	Autres entreprises
1. P	ARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS			
A)	VALEUR D'ACQUISITION			
	Au terme de l'exercice précédent		1.317.476	9.446.576
	Mutations de l'exercice :			
	Acquisitions		72.000	
	Cessions et retraits			40.675
	Transferts d'une rubrique à une autre		59.400	(59.400)
	Au terme de l'exercice		1.448.876	0.040.504
			1.440.070	9.346.501
B)	PLUS-VALUES		1.440.070	9.340.501
B)			1.440.070	
B)	PLUS-VALUES		1.440.070	6.800
	PLUS-VALUES Au terme de l'exercice précédent		1.440.070	6.800
	PLUS-VALUES Au terme de l'exercice précédent Au terme de l'exercice		1.440.070	6.800 6.800
	PLUS-VALUES Au terme de l'exercice précédent Au terme de l'exercice RÉDUCTIONS DE VALEUR		1.440.070	6.800 6.800
	PLUS-VALUES Au terme de l'exercice précédent Au terme de l'exercice RÉDUCTIONS DE VALEUR Au terme de l'exercice précédent		86.850	6.800 6.80 0
	PLUS-VALUES Au terme de l'exercice précédent Au terme de l'exercice RÉDUCTIONS DE VALEUR Au terme de l'exercice précédent Mutations de l'exercice : Actées			6.80 0 6.800 44.550
	PLUS-VALUES Au terme de l'exercice précédent Au terme de l'exercice RÉDUCTIONS DE VALEUR Au terme de l'exercice précédent Mutations de l'exercice :		86.850 44.550	6.80 0 6.800 44.550
C)	PLUS-VALUES Au terme de l'exercice précédent Au terme de l'exercice RÉDUCTIONS DE VALEUR Au terme de l'exercice précédent Mutations de l'exercice : Actées Transferts d'une rubrique à une autre Au terme de l'exercice		86.850	6.800 6.800 44.550
C)	PLUS-VALUES Au terme de l'exercice précédent Au terme de l'exercice RÉDUCTIONS DE VALEUR Au terme de l'exercice précédent Mutations de l'exercice : Actées Transferts d'une rubrique à une autre Au terme de l'exercice MONTANTS NON APPELÉS		86.850 44.550 131.400	6.800 6.800 44.550 (44.550
C)	PLUS-VALUES Au terme de l'exercice précédent Au terme de l'exercice RÉDUCTIONS DE VALEUR Au terme de l'exercice précédent Mutations de l'exercice : Actées Transferts d'une rubrique à une autre Au terme de l'exercice MONTANTS NON APPELÉS Au terme de l'exercice précédent		86.850 44.550 131.400 750.000	6.800 6.800 44.550 (44.550)
C)	PLUS-VALUES Au terme de l'exercice précédent Au terme de l'exercice RÉDUCTIONS DE VALEUR Au terme de l'exercice précédent Mutations de l'exercice : Actées Transferts d'une rubrique à une autre Au terme de l'exercice MONTANTS NON APPELÉS Au terme de l'exercice précédent Au terme de l'exercice précédent Au terme de l'exercice		86.850 44.550 131.400 750.000 750.000	6.800 6.800 44.550 (44.550) 34.928
C)	Au terme de l'exercice précédent Au terme de l'exercice RÉDUCTIONS DE VALEUR Au terme de l'exercice précédent Mutations de l'exercice : Actées Transferts d'une rubrique à une autre Au terme de l'exercice MONTANTS NON APPELÉS Au terme de l'exercice précédent		86.850 44.550 131.400 750.000	6.800 6.800 44.550 (44.550) 34.928
C)	PLUS-VALUES Au terme de l'exercice précédent Au terme de l'exercice RÉDUCTIONS DE VALEUR Au terme de l'exercice précédent Mutations de l'exercice précédent Mutations de l'exercice : Actées Transferts d'une rubrique à une autre Au terme de l'exercice MONTANTS NON APPELÉS Au terme de l'exercice précédent Au terme de l'exercice précédent Au terme de l'exercice Valeur comptable nette au terme de l'exercice (a) + (b) - (c) - (d) CRÉANCES		86.850 44.550 131.400 750.000 750.000	6.800 6.800 44.550 (44.550) 34.928 34.928 9.318.373
B) D)	Au terme de l'exercice précédent Au terme de l'exercice RÉDUCTIONS DE VALEUR Au terme de l'exercice précédent Mutations de l'exercice : Actées Transferts d'une rubrique à une autre Au terme de l'exercice MONTANTS NON APPELÉS Au terme de l'exercice précédent Au terme de l'exercice Valeur comptable nette au terme de l'exercice (a) + (b) - (c) - (d) CRÉANCES Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent		86.850 44.550 131.400 750.000 750.000	6.800 6.800 44.550 (44.550) 34.928 34.928 9.318.373
C)	PLUS-VALUES Au terme de l'exercice précédent Au terme de l'exercice RÉDUCTIONS DE VALEUR Au terme de l'exercice précédent Mutations de l'exercice précédent Mutations de l'exercice : Actées Transferts d'une rubrique à une autre Au terme de l'exercice MONTANTS NON APPELÉS Au terme de l'exercice précédent Au terme de l'exercice précédent Au terme de l'exercice Valeur comptable nette au terme de l'exercice (a) + (b) - (c) - (d) CRÉANCES		86.850 44.550 131.400 750.000 750.000	9.346.301 6.800 44.550 (44.550) 34.928 9.318.373 8.748

V. A. Participations et droits sociaux détenus dans d'autres entreprises

SA Aquawal - rue Félix Wodon, 21 - 5000 Namur, Belgique - BE 0466.523.181

Droits sociaux directement détenus :		20,44%
Nombre d'actions détenues :		1.273
COMPTES ANNUELS ARRÊTÉS AU 31.12.2010		
Capitaux propres		3.179.992
Résultat net		93.385
SA Terranova - rue de l'Ile Monsin, 80 - 4020 Liège, Belgique - BE 087	72.242.806	
Droits sociaux directement détenus :		12,50%
Nombre d'actions détenues (sans valeur nominale) :		435
COMPTES ANNUELS ARRÊTÉS AU 31.12.2010		
Capitaux propres		448.871
Résultat net		14.456
VI. Placements de trésorerie : autres placemen	its	
	Exercice	Exercice précédent
ACTIONS ET PARTS	1.057.500	1.097.095
Valeur comptable augmentée du montant non appelé	1.057.500	1.097.095
TITRES À REVENU FIXE	1.618.388	1.617.715
dont émis par des établissements de crédit	1.618.388	1.617.715
COMPTES À TERME DÉTENUS AUPRÈS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		
avec une durée résiduelle ou de préavis :		
de plus d'un mois à un an au plus		
AUTRES PLACEMENTS DE TRÉSORERIE NON REPRIS CI-AVANT	68.171	68.171
VII. Comptes de régularisation		
	Exercice	
Estimation chiffres d'affaires et assainissement	16.345.468	
Intérêts à percevoir sur comptes financiers	111.187	
Charges à reporter fournisseurs, intérêts financiers	141.174	
Récupérations diverses Ethias	10.707	
VIII. Etat du capital		
	Montant	Nombre d'actions
A. CAPITAL SOCIAL		
1. CAPITAL SOUSCRIT		
Au terme de l'exercice précédent	146.094.660	
Modifications au cours de l'exercice :		
Capital «B1» Province de Liège (production)	9.250	37
Au terme de l'exercice	146.103.910	
2. REPRÉSENTATION DU CAPITAL		
2.1. Catégories d'actions		
Parts "A" : Communes (production)	29.561.000	118.244
Parts "B1" : Province de Liège (production)	2.956.000	11.824
Parts "B2" : AIDE + INTRADEL (production)	199.500	798
Parts "C" : Communes (distribution)	98.414.250	393.657



				0
	Parts "D" : Capital privilégié (distribution)		14.973.160	60
	2.2. Actions nominatives ou au porteur			
	Nominatives			525.12
		Me	ontant non appelé	Montant appe
3.	CAPITAL NON LIBÉRÉ			non ver
٥.	Capital non appelé		85.830.980	
	Capital appelé, non versé		00.000.900	2.3
	Actionnaires redevables de libération			2.0
	Capital A		19.651.549	
	Capital B1		2.188.428	2.3
	Capital C		63.991.003	2.0
ΓΟΊ			00.991.000	
	· -			
Χ	Provisions pour autres risques et cha	ıraes		
_		<u> </u>	Exercice	
	Provisions techniques diverses à l'activité de Distribution		2.416.608	
	(compteurs, puisards, impact hivernal)			
	Provisions techniques diverses à l'activité de Production		431.682	
	Provision pour fonds social wallon et fonds international de l'eau		505.306	
Χ	Etat des dettes			
<u> </u>				
· ·		échéant	ayant plus	
<u> </u>		échéant dans l'année	d'un an mais 5 ans	
Α.	VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE			ayant pli de 5 ans à cou
	VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN		d'un an mais 5 ans	
	VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE	dans l'année	d'un an mais 5 ans au plus à courir	de 5 ans à cou
	VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE Dettes financières	dans l'année 486.046	d'un an mais 5 ans au plus à courir 2.497.661	de 5 ans à cou
Α.	VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE Dettes financières 3. Dettes de location-financement et assimilées	dans l'année 486.046 211.136	d'un an mais 5 ans au plus à courir 2.497.661 917.500	de 5 ans à cou
Α.	VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE Dettes financières 3. Dettes de location-financement et assimilées 4. Etablissements de crédit	486.046 211.136 274.910	d'un an mais 5 ans au plus à courir 2.497.661 917.500 1.580.161	de 5 ans à cou
λ.	VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE Dettes financières 3. Dettes de location-financement et assimilées 4. Etablissements de crédit	486.046 211.136 274.910 486.046	d'un an mais 5 ans au plus à courir 2.497.661 917.500 1.580.161	de 5 ans à cou
Т .	VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE Dettes financières 3. Dettes de location-financement et assimilées 4. Etablissements de crédit otal	486.046 211.136 274.910 486.046	d'un an mais 5 ans au plus à courir 2.497.661 917.500 1.580.161	de 5 ans à cou
А. То З.	VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE Dettes financières 3. Dettes de location-financement et assimilées 4. Etablissements de crédit otal DETTES GARANTIES	486.046 211.136 274.910 486.046	d'un an mais 5 ans au plus à courir 2.497.661 917.500 1.580.161	de 5 ans à cou
Т о 3.	VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE Dettes financières 3. Dettes de location-financement et assimilées 4. Etablissements de crédit otal DETTES GARANTIES ettes garantie par les pouvoirs publics belges	486.046 211.136 274.910 486.046 Exercice	d'un an mais 5 ans au plus à courir 2.497.661 917.500 1.580.161	de 5 ans à cou
Т. З.	VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE Dettes financières 3. Dettes de location-financement et assimilées 4. Etablissements de crédit otal DETTES GARANTIES ettes garantie par les pouvoirs publics belges 1. Dettes financières	486.046 211.136 274.910 486.046 Exercice	d'un an mais 5 ans au plus à courir 2.497.661 917.500 1.580.161	de 5 ans à cou
А. То В. В.	VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE Dettes financières 3. Dettes de location-financement et assimilées 4. Etablissements de crédit otal DETTES GARANTIES ettes garantie par les pouvoirs publics belges 1. Dettes financières ablissement de crédit	486.046 211.136 274.910 486.046 Exercice 20.000.000 20.000.000	d'un an mais 5 ans au plus à courir 2.497.661 917.500 1.580.161	de 5 ans à cou
А. То В. В	VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE Dettes financières 3. Dettes de location-financement et assimilées 4. Etablissements de crédit otal DETTES GARANTIES ettes garantie par les pouvoirs publics belges 1. Dettes financières ablissement de crédit otal	486.046 211.136 274.910 486.046 Exercice 20.000.000 20.000.000	d'un an mais 5 ans au plus à courir 2.497.661 917.500 1.580.161	de 5 ans à cou
А. То В. В.	VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE Dettes financières 3. Dettes de location-financement et assimilées 4. Etablissements de crédit otal DETTES GARANTIES ettes garantie par les pouvoirs publics belges 1. Dettes financières ablissement de crédit otal DETTES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES	486.046 211.136 274.910 486.046 Exercice 20.000.000 20.000.000	d'un an mais 5 ans au plus à courir 2.497.661 917.500 1.580.161	de 5 ans à cou
А. То В. В	VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE Dettes financières 3. Dettes de location-financement et assimilées 4. Etablissements de crédit otal DETTES GARANTIES ettes garantie par les pouvoirs publics belges 1. Dettes financières ablissement de crédit otal DETTES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES 1. Impôts	486.046 211.136 274.910 486.046 Exercice 20.000.000 20.000.000	d'un an mais 5 ans au plus à courir 2.497.661 917.500 1.580.161	de 5 ans à cou
А. То В. В	VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE Dettes financières 3. Dettes de location-financement et assimilées 4. Etablissements de crédit otal DETTES GARANTIES ettes garantie par les pouvoirs publics belges 1. Dettes financières ablissement de crédit otal DETTES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES 1. Impôts b) Dettes fiscales non échues	486.046 211.136 274.910 486.046 Exercice 20.000.000 20.000.000	d'un an mais 5 ans au plus à courir 2.497.661 917.500 1.580.161	de 5 ans à cou
т. В. В. Т.	VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE Dettes financières 3. Dettes de location-financement et assimilées 4. Etablissements de crédit otal DETTES GARANTIES ettes garantie par les pouvoirs publics belges 1. Dettes financières ablissement de crédit otal DETTES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES 1. Impôts b) Dettes fiscales non échues 2. Rémunérations et charges sociales	486.046 211.136 274.910 486.046 Exercice 20.000.000 20.000.000 1.346.461	d'un an mais 5 ans au plus à courir 2.497.661 917.500 1.580.161	19.369.9 369.9 19.000.00 19.369.9
л. В. р.	VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE Dettes financières 3. Dettes de location-financement et assimilées 4. Etablissements de crédit otal DETTES GARANTIES ettes garantie par les pouvoirs publics belges 1. Dettes financières ablissement de crédit otal DETTES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES 1. Impôts b) Dettes fiscales non échues 2. Rémunérations et charges sociales b) Autres dettes salariales et sociales Comptes de régularisation	486.046 211.136 274.910 486.046 Exercice 20.000.000 20.000.000 1.346.461	d'un an mais 5 ans au plus à courir 2.497.661 917.500 1.580.161	19.369.9 ³ 19.000.00 19.369.9 ³
т. В. В. Т.	VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE Dettes financières 3. Dettes de location-financement et assimilées 4. Etablissements de crédit otal DETTES GARANTIES ettes garantie par les pouvoirs publics belges 1. Dettes financières ablissement de crédit otal DETTES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES 1. Impôts b) Dettes fiscales non échues 2. Rémunérations et charges sociales b) Autres dettes salariales et sociales Comptes de régularisation Charges financières	486.046 211.136 274.910 486.046 Exercice 20.000.000 20.000.000 1.346.461	d'un an mais 5 ans au plus à courir 2.497.661 917.500 1.580.161	19.369.9° 19.000.00 19.369.9° Exercia
А. То В. То	VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE Dettes financières 3. Dettes de location-financement et assimilées 4. Etablissements de crédit otal DETTES GARANTIES ettes garantie par les pouvoirs publics belges 1. Dettes financières ablissement de crédit otal DETTES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES 1. Impôts b) Dettes fiscales non échues 2. Rémunérations et charges sociales b) Autres dettes salariales et sociales Comptes de régularisation Charges financières Frais de coordination - dédommagements	486.046 211.136 274.910 486.046 Exercice 20.000.000 20.000.000 1.346.461	d'un an mais 5 ans au plus à courir 2.497.661 917.500 1.580.161	19.369.9 369.9 19.000.00 19.369.9
А. То В. То	VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE Dettes financières 3. Dettes de location-financement et assimilées 4. Etablissements de crédit otal DETTES GARANTIES ettes garantie par les pouvoirs publics belges 1. Dettes financières ablissement de crédit otal DETTES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES 1. Impôts b) Dettes fiscales non échues 2. Rémunérations et charges sociales b) Autres dettes salariales et sociales Comptes de régularisation Charges financières	486.046 211.136 274.910 486.046 Exercice 20.000.000 20.000.000 1.346.461	d'un an mais 5 ans au plus à courir 2.497.661 917.500 1.580.161	19.369.9 369.9 19.000.0 19.369.9

XII. Résultats d'exploitation

		Exercice	Exercice précédent
C1.	TRAVAILLEURS INSCRITS AU REGISTRE DU PERSONNEL		
	a. Nombre total à la date de clôture	387	372
	b. Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein	383,8	365,2
	c. Nombre effectif d'heures prestées	500.145	481.389
C2.	FRAIS DE PERSONNEL		
	a. Rémunérations et avantages sociaux directs	17.951.498	16.860.546
	b. Cotisations patronales d'assurances sociales	6.317.472	4.970.667
	c. Primes patronales pour assurances extra-légales	411.349	278.449
	d. Autres frais de personnel	974.367	941.977
C3.	PROVISIONS POUR PENSIONS		
	Dotations (+); utilisations et reprises (-)	(16.746.270)	1.870.023
D.	RÉDUCTIONS DE VALEUR		
2.	Sur créances commerciales		
	actées	1.127.448	952.620
	reprises		
E.	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
	Constitutions	2.356.435	3.915.572
	Utilisations et reprises	(19.526.634)	(2.309.396)
F.	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION		
	Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	2.152	2.629
	Autres	417.961	422.915
G.	PERSONNEL INTÉRIMAIRE ET PERSONNES MISES À LA DISPOSITION DE L'ENTREPRISE		
	1. Nombre total à la date de clôture		11
	2. Nombre moyen calculé en équivalents temps plein	6,5	10,5
	Nombre effectif d'heures prestées	3.422	16.013
	Frais pour l'entreprise	84.584	379.264
XII	I. Résultats financiers		
_	ALTERIA PROPULTA FINANCIERA	Exercice	Exercice précédent
A.	AUTRES PRODUITS FINANCIERS		
	Subsides accordés par les pouvoirs publics et imputés au compte de résultats :	070 400	070.400
	Subsides en capital	676.480	676.480
	Ventilation des autres produits :	000	00.450
	Plus-values sur portofolio et sicav	986	32.456
	Amortissements financiers des subsides autres que pouvoirs publics	437.282	395.856
	Produits financiers divers + escomptes obtenus	8.311	437
D.	RÉDUCTIONS DE VALEUR SUR ACTIFS CIRCULANTS		
	Actées	49.407	40.455
	Reprises	(9.500)	(40.375)
E.	AUTRES CHARGES FINANCIÈRES		
	Ventilation des autres charges financières si elles sont importantes :		
	Intérêts sur comptes courants communes associées	24.805	23.320
	Divers	13.073	209



X۱۱	/. Resultats exceptionnels		
			Exercio
A.	VENTILATION DES AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS		
	Régularisations fournisseurs + divers		4.75
	Mise en produits des versements litigieux de 2006		7.74
В.	VENTILATION DES AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES		
	Régularisations diverses sur clients et fournisseurs		2.38
	Régularisations emprunts SWDE		13.37
ΧV	. Impôts sur le résultat		
			Exerci
1.	Impôts sur le résultat de l'exercice		198.96
	a) impôts et précomptes dus ou versés		198.96
\	// Tayon our la valour ajoutée et impête à charge de tir	oro.	
^ V	1. Taxes sur la valeur ajoutée et impôts à charge de tie	Exercice	Exercice précéde
٩.	TAXES SUR LA VALEUR AJOUTÉE, PORTÉES EN COMPTE :	LXEICICE	Exercice precede
٦.	A l'entreprise (déductibles)	12.899.890	12.244.6
	par l'entreprise (deductibles)	9.363.841	8.186.1
3.	MONTANTS RETENUS À CHARGE DE TIERS, AU TITRE DE :	9.000.041	0.100.1
٥.	Précompte professionnel	5.525.710	5.181.3
	1. I recompte professionine	0.020.7 10	0.101.02
ΧV	II. Droits et engagements hors bilan		
			Exerci
	Garanties personnelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise		99.7
	pour sûreté de dettes ou d'engagements de tiers		
	Dont montant maximum à concurrence duquel d'autres engagements de tiers sont garantis		99.7
	par l'entreprise		
	Engagements importants d'acquisition d'immobilisations		
	Travaux adjugés au 31/12/2011 et non terminés		35.821.6
	Pensions dont le service incombe à l'entreprise elle-même		
	Montant estimé des engagements résultant pour l'entreprise de prestations déjà effectuées		150.485.2
XV	'III. Relations avec les entreprises liées et les entrepris	ses	
	avec lesquelles il existe un lien de participation		
		Exercice	Exercice précéde
			1
ENT	REPRISES AVEC LIEN DE PARTICIPATION		
ENT	REPRISES AVEC LIEN DE PARTICIPATION 1. Immobilisations financières	567.475	567.4

XIX. Relations financières avec

		Exercice
	4. Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultats, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable aux administrateurs et gérants	243.825
D.	LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL(S) EST/(SONT) LIÉ(S)	
	Emolument(s) du (des) commissaire(s)	13.200
	Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le(s) commissaire(s)	
	Autres missions d'attestation	7.990

BILAN SOCIAL

I. Etat des personnes occupées

1. Liai des personnes occupées				
	Temps plein (exercice)	Temps partiel (exercice)	Total (T) ou total en équiv. temps plein (ETP) (exercice)	Total (T) ou total en équiv. temps plein (ETP) (ex. précédent)
A. TRAVAILLEURS INSCRITS AU REGISTRE DU PERSONNEL				
1. Au cours de l'exercice et de l'exercice précédent				
Nombre moyen de travailleurs	371,9	15,3	383,8 (ETP)	365,2 (ETP)
Nombre effectif d'heures prestées	484.534	15.611	500.145 (T)	481.389 (T)
Frais de personnel	24.688.474	794.412	25.482.886 (T)	23.051.639 (T)
	Temps plein	Temps partiel	Total en équivalents temps plein	
2. A la date de clôture de l'exercice				
a. Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel	373	14	383,9	
b. Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée	342	14	352,9	
Contrat à durée déterminée	30		30,0	
Contrat de remplacement	1		1,0	
c. Par sexe et niveau d'études				
Hommes	311		311,0	
de niveau primaire	32		32,0	
de niveau secondaire	207		207,0	
de niveau supérieur non universitaire	60		60,0	
de niveau universitaire	12		12,0	
Femmes	62	14	72,9	
de niveau primaire				
de niveau secondaire	31	7	36,3	
de niveau supérieur non universitaire	30	7	35,6	
de niveau universitaire	1		1,0	
d. Par catégorie professionnelle				
Personnel de direction	4		4,0	
Employés	170	14	180,9	
Ouvriers	199		199,0	
		Personnel intérimaire		Personnes mises on de l'entreprise
B. PERSONNEL INTÉRIMAIRE ET PERSONNES MISES À LA DI DE L'ENTREPRISE au cours de l'exercice	SPOSITION			
Nombre moyen de personnes occupées		6,5		
Nombre effectif d'heures prestées		3.422		
Frais pour l'entreprise		84.584		



II. Tableau des mouvements du personnel au cours de l'exercice

		Temps plein	Temps partiel	Total en équivalents temps plein
A. E	ENTRÉES			
	Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel au cours de l'exercice	25		25,0
b. F	Par type de contrat de travail			
(Contrat à durée déterminée	20		20,0
(Contrat de remplacement	5		5,0
В. 8	SORTIES			
	Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été nscrite au registre du personnel au cours de l'exercice	10		10,0
b. F	Par type de contrat de travail			
(Contrat à durée indéterminée	7		7,0
(Contrat à durée déterminée	2		2,0
(Contrat de remplacement	1		1,0
d. F	Par motif de fin de contrat			
F	Pension	4		4,0
A	Autre motif	6		6,0

IV. Renseignements sur les formations pour les travailleurs au cours de l'exercice

	Nombre de travailleurs concernés	Nombre d'heures de formation suivies	Coût pour l'entreprise
Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère formel à charge de l'employeur			
Hommes	195	4.347	185.478
Femmes	49	1.056	54.532
Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère moins formel ou informel à charge de l'employeur			
Hommes	35	1.345	41.150
Femmes	19	269	6.690

Le Conseil d'Administration propose, sur base des résultats bilantaires, et conformément aux règles statutaires, la répartition suivante de l'excédent des recettes sur les dépenses :

	Production	Distribution	Total
Bénéfice net à affecter	7.670.188	12.424.446	20.094.634
Réserve légale	383.510	621.622	1.004.732
Réserve disponible	7.286.678	11.803.224	19.089.902

Rapport approuvé en Conseil d'Administration du 8 mai 2012, soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 21 juin 2012.

Compagnie Intercommunale Liégeoise des Eaux

Société coopérative à responsabilité limitée

Siège Social: rue du Canal de l'Ourthe, 8 à 4031 Angleur

Tél 04.367.84.11

Fax 04.367.29.33

info@cile.be

www.cile.be



